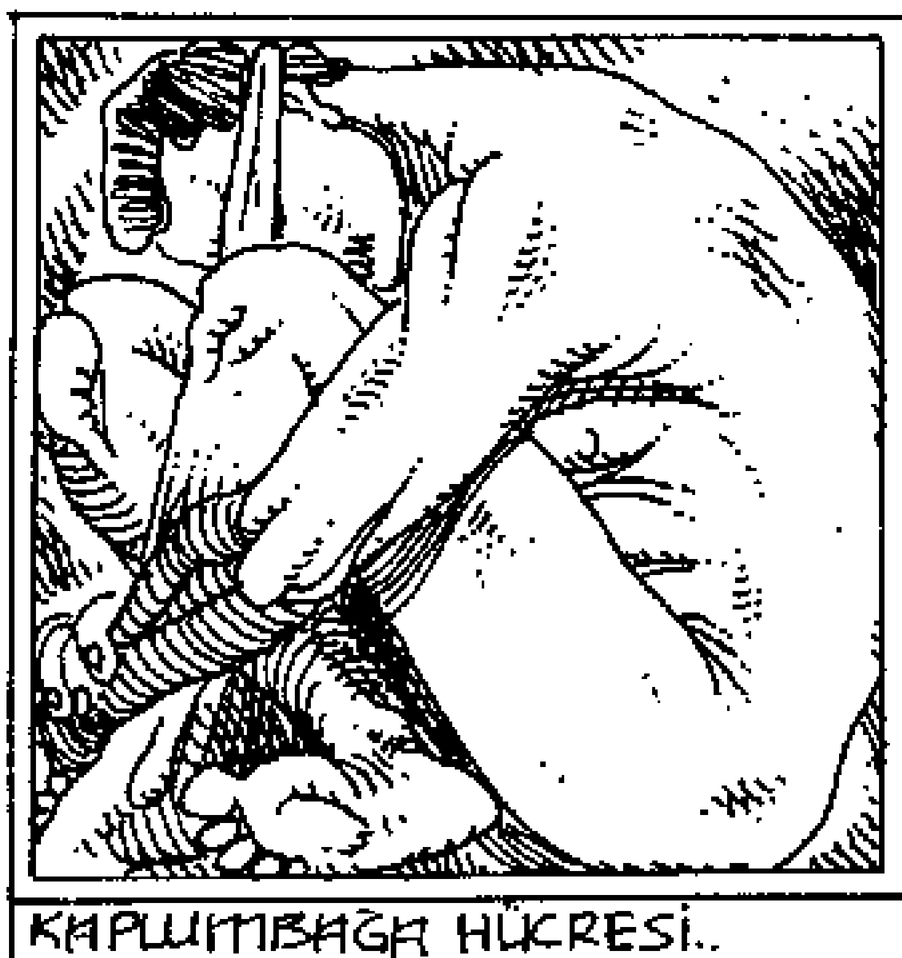
LUTTE(S) DANS LES PRISONS EN TURQUIE [1980 – 2002]



- CHRONOLOGIE DE LA LUTTE
- DANS LES PRISONS EN TURQUIE
- CHRONOLOGIE DE LA RÉPRESSION ET DE LA RÉSISTANCE DANS LES PRISONS (1980 – 2000)
- LA TORTURE DES FEMMES
- COMMUNIQUÉS DE SOLIDARITÉ
- LA TURQUIE ET LA RÉVOLUTION
- ADRESSES ET CONTACTS

Nous n'avons pas décidé de sortir cette brochure en fonction de la lutte à l'intérieur des prisons, mais parce qu'il nous semblait utile de proposer des informations sur la réalité de ce que sont les prisons en Turquie. Même si nous y consacrons toute une partie, la lutte actuelle n'est pas le thème central, celui-ci étant de manière plus générale l'histoire des luttes dans ces prisons. Cette grève de la faim qui a déjà fait 90 mort-e-s depuis octobre 2000 n'est en rien un acte isolé et s'inscrit pleinement dans la continuité des luttes entamées il y a plus de 20 ans, des luttes acharnées et sanglantes qui tuèrent des centaines de prisonnier-e-s et en blessèrent des milliers. Á l'image de nombreuses luttes dans les prisons, elles furent menées contre le port de l'uniforme, contre les tortures, les fouilles à corps, pour un statut de prisonnier-e-s politiques, le rapprochement, les parloirs… et maintenant contre les transferts vers des prisons cellulaires. La décision de rentrée en lutte prise par la CMK [Coordination Centrale des Prisons qui est la réunion des collectifs] s'est faîte après des mois de discussion entre les différents collectifs de prisonnier-e-s sur la meilleure manière de lancer une large offensive contre la décision de l'État de transférer vers les prisons de type F (cellulaires) tou-te-s les prisonnier-e-s politiques. Á la détermination des grévistes de la faim, l'État a répondu une nouvelle fois par la violence en massacrant 28 d'entre eux/elles en décembre 2000, puis par la suite en perfusant de force les prisonnier-e-s grévistes les plus affaibli-e-s, les condamnant ainsi à des séquelles graves (amnésie, paralysie, régression, mort clinique).

Même si dans ces grandes lignes, la « gestion carcérale » de l'État turc n'est pas bien éloignée de celle pratiquée en Europe (taux d'incarcération, peines prononcées), il n'en existe pas moins une spécificité qui tient à deux raisons principales. La Turquie est un régime militaire qui se pare de quelques faux-semblants mais dont le quotidien est géré par des lois d'exception, des violences face à des mouvements de protestation ; de ceci découle le nombre très important de prisonnier-e-s politiques (plus de 10 000 sur 70 000 prisonnier-e-s) dans ce pays. Ces deux faits sont incontournables pour voir clairement la situation dans les prisons en Turquie. En plus d'être un outil de contrôle social, la prison et toute la chaîne répressive, ont servi depuis des décennies à tenter de réduire les organisations en lutte contre le régime militaire, comme se fut, et s'est encore, le cas dans de nombreux autres pays. L'importance du nombre de prisonnier-e-s politiques et l'existence à l'extérieur de structures de solidarité font qu'ils/elles ont toujours été à l'initiative des luttes [Si d'autres luttes, plus isolées, existent, nous n'en avons pas connaissance] car victimes principales de la répression. En Turquie, sont prisonnier-e-s politiques ceux/celles condamné-e-s pour distribution de tracts, vente de journaux, critique jugée trop dure de la politique officielle, soutien à des prisonnier-e-s, sympathie, supposée, avec des organisations illégales révolutionnaires ou nationalistes kurdes, syndicalisme, actions armées, etc. La liste des « crimes » pour lesquels chacun-e peut être condamné-e et emprisonné-e est longue.

Si cette lutte est importante pour tou-te-s ceux/celles qui luttent en Turquie contre l'État en place, elle l'est tout autant pour nous qui vivons en Europe car elle nous renvoie l'image de ce que sont vraiment les États européens : L'aboutissement dans ce qui existe actuellement en matière de contrôle social. Le choix de la Turquie, même s'il lui est imposé en partie, est en cela un demi aveu. Pour l'État turc, le système cellulaire est le meilleur moyen de mettre fin à la résistance des prisonnier-e-s organisé-e-s et au-delà, « pacifier » leurs soutiens extérieurs. Briser les liens entre prisonnier-e-s, mais aussi avec l'extérieur, c'est tenter d'anéantir les premier-e-s et d'étouffer les soutiens. La mise en place des prisons de type F en Turquie est pour l'État un moyen de préparer l'avenir afin de mieux « gérer » les futurs mouvements contestataires. Si aujourd'hui, seul-e-s les prisonnier-e-s politiques sont concerné-e-s, à terme tou-te-s le seront.

Au cas où la lutte engagée ne soit pas victorieuse, les cellules et la torture blanche feront partie de la panoplie répressive de l'État turc. En effet, cela ne concerne pas simplement les prisonnier-e-s car cet outil supplémentaire de contrôle social global s'appliquera de fait à l'ensemble de la société turque qui vivra sous sa menace, effective ou hypothétique. La prison n'est pas extérieure au système qui la produit, elle en est l'ultime contrainte.



Bien plus qu'une simple succession de mort-e-s, de répression et d'actes de solidarité, la chronologie suivante est un résumé succinct de la lutte que livrent actuellement les prisonnier-e-s contre leur anéantissement : Leur détermination est à la hauteur de l'enjeu. Au delà de l'aspect humain, cette lutte est un moment important dans l'affrontement qui oppose les organisations révolutionnaires et l'État turc car la disparition des prisonnier-e-s serait un coup dur pour ces organisations et leurs proches, et plus généralement aux formes de luttes organisées en Turquie. Contrairement aux affirmations de l'État, le but n'est pas simplement une mise aux normes européennes mais bien une tentative d'en finir avec les seuls mouvements organisés dans les prisons qui ont des soutiens à l'extérieur. Dans cette lutte, la dimension véritable de la prison comme appareil de contrôle social apparaît encore plus clairement. Les cellules sont perçues comme meilleure moyen de briser les révolté-e-s et l'Europe est citée en exemple. La Turquie c'est la répression sans masques, à la recherche d'artifices « démocratiques » que les États européens, forts de leurs expériences, sauront lui fournir. La torture sans le sang !

Cette chronologie qui a déjà été largement reprise dans beaucoup de journaux « militants » a été ici réactualisée de nombreux faits et dates. Elle est évidemment loin d'être complète et n'est que le reflet de ce que nous avons réussi à glaner. Toutes nouvelles informations sont les bienvenues afin de compléter au mieux l'histoire de cette résistance à l'isolement.

Chronologie de la lutte

2000

Janvier
Le gouvernement turc fait paraître un décret permettant le transfert des prisonniers vers les prisons de Type-F.

16 juin
A l'appel de la section des Droits de l'Homme du Barreau d'Istanbul sur les prisons, des membres de l'Union des Médecins de Turquie (UMT) participent à une commission d'inspection de la prison de Type-F de Kocaeli.

28 juillet
Une nouvelle commission composée de médecins de l'UMT inspecte la prison de Type-F de Sincan.

Septembre
A Istanbul, 7 membres de Tayad s'enchaînent afin de protester contre la mise en place des prisons de type F et pour demander le jugement des responsables du massacre de la prison de Buca.

30 septembre
Les locaux du journal Vatan sont attaqués par la police à Istanbul. 30 personnes sont arrêtés lors de cette rafle.

20 octobre
Début du mouvement de grève de la faim illimitée contre les prisons de Type-F. 816 prisonniers du DHKP-C, du TKP(ML) et du TKIP participent à ce mouvement.

21 octobre
En Allemagne, R. Dittrich, prisonnier communiste, entame une grève de la faim limitée.

29 octobre
Sukru Saritas, vendeur de Vatan, est assassiné à l'âge de 15 ans par les balles des fascistes du MHP dans le quartier d'Umraniye à Istanbul.

10 au 12 novembre
Congrès de Tayad à Istanbul.

14 novembre
En Turquie, des membres de Tayad entament une grève de la faim.

19 novembre
Face à la violence de l'État et son refus d'entendre les revendications des prisonniers, le mouvement de grève de la faim dans les prisons turques se transforment en « jeûne à mort ». 100 prisonniers participent à ce « jeûne à mort ».

21 au 25 novembre
Grève de la faim tournante de soutien à Paris.

25 novembre
Environ 7000 personnes participent à un « meeting contre les prisons de type F » à Ankara.
À l'appel de Detudak, plus de 250 personnes manifestent à Paris afin d'apporter leur soutien aux prisonnier-e-s en lutte.

29 - 30 novembre
Des membres de Tayad entament une grève de la faim dans différentes régions de Turquie.

1er décembre
Autorisation de lancer une opération contre les 139 grévistes de la faim donnée par le gouvernement.

2 décembre
Un millier de personnes manifestent à Ankara pour demander l'acceptation des revendications des prisonniers.

7 décembre
En Turquie, des intellectuels et des artistes entament une grève de la faim limitée.

8 décembre
A l'appel de Tayad, un sit-in est organisé à Istanbul.

9 décembre
En Turquie, un groupe d'intellectuels, d'artistes, de médecins et d'avocats rencontrent des représentant des prisonniers. Le ministre de la Justice annonce que l'ouverture des prisons de type F est repoussée.
Des fascistes turcs attaquent un gréviste de la faim à Rotterdam (Pays-bas) et le tuent.
En Grèce, intervention publique avec haut parleur à Thessaloniki en solidarité avec les prisonniers anarchistes grecs et les PP en grève de la faim en Turquie.

12 décembre
En Turquie, des membres des familles de prisonniers montent des barricades pour se protéger d'une attaque policière mais sont dispersés par

Les prisonniers révolutionnaires a qui ont a refusé les revendications de leur grève de la faim du 20 octobre transforment leurs actions à partir du 19 novembre 2000 en un jeûne à mort. Les prisonniers politiques disent « Nous résisterons contre les cellules d'isolement avant tout pour notre honneur et pour nos valeurs morales. Nous n'imaginons pas une vie loin de nos proches et des humains ». En déclarant cela ils marchent vers la mort pour la fermeture des prisons de type F (Cellules d'isolement).
Donnons leur la parole :

« (…) La politique que sont les cellules d'isolement est un pas stratégique vers un assaut pour capturer le peuple, en général, et les Révolutionnaires en particulier. Cet assaut n'est pas limité uniquement contre les prisonniers révolutionnaires. Le but principal est de capturer le peuple en commençant par les prisonniers révolutionnaires. Nous ferons effondrer ces cellules d'isolement sur leurs constructeurs, elles qui signifient un assaut contre les prisonniers révolutionnaires et le peuple, avec nos familles, nos martyrs et nos peuples. »
Osman Osmanagaoglu

« (…) On veut capturer notre honneur, notre humanité et nos aspirations révolutionnaires. Quel qu'en soit le prix, pour rester la tête haute, pour rester debout devant nos familles, nos peuples et l'histoire de l'Humanité et pour demander des comptes sur nos camarades massacrés et torturés dans les prisons de Ulucanlar, Burdur, Bergama, nous empêcherons les assauts de l'oligarchie caractérisés par les cellules d'isolement. Nous demanderons des comptes par nos morts. »
Yildiz Gemicioglu

« (…) La politique des cellules d'isolement est d'actualité depuis longtemps. J'avais l'idée d'un jeûne à mort depuis longtemps. L'ennemi pense que sa politique réussira. De la même manière qu'en 1996, nous vaincrons l'ennemi pendant qu'il se prépare à une victoire. Je crois en cela. »
Zeynep Arikan

« (…) Les prisons de type F sont toujours d'actualité pour l'État. Bien sur, ce n'est pas la première fois que nous sommes confrontés à ce type d'assaut. Nous y avons été confronté le 12 septembre, en 1990, et chaque fois nous avons gagné. En prenant des leçons de ses défaites précédentes, l'État, mieux organisé, tente une nouvelle fois de nous attaquer. Utilisant les médias, la TV, la radio, l'État essaye de légitimer son action. Cette victoire ne sera pas facile pour nous. Nous paierons un nouveau prix et nous créerons une nouvelle tradition. Aucune victoire n'est gagné sans en payer le prix. »
Irfan Ortakçi

« (…) Je résisterais contre ces cellules avant tout pour mon honneur, ma dignité et pour mes valeurs morales. Je pense que résister contre les cellules et une question de morale. Je n'arrive pas à imaginer une vie sans les personnes que j'aime, seul, et loin des êtres humains. Quant à la mort, je mourrais ici mais je ne rentrerais pas dans les cellules. »
Ümüs Sahinghöz

[Communiqué de Tayad]

des bombes lacrymogènes.

13 décembre
En Turquie, la censure est instaurée dans les médias sur le sujet de la grève de la faim.
Des anarchistes de Thessaloniki occupent les studios d'une radio et y lisent des textes de solidarité avec les prisonniers en Turquie.

13 au 27 décembre
Aydin Dogan et Demir Emrah, prisonniers du DHKP-C en France, entament une grève de la faim limitée.

14 décembre
Nouvelle équipe (3ème) de prisonniers à entrer dans le mouvement de jeûne à mort en Turquie.
En Grèce, manifestation de soutien aux grévistes de la faim dans les prisons turques. Il y a 6 arrestations dont 4 grévistes de la faim solidaires.

15 – 16 décembre
L'État menace les grévistes de la faim d'une intervention médicale forcée.

16 décembre
Manifestation de soutien à Paris à l'appel de Detudak
Une cinquantaine de prisonniers politiques en France, en Allemagne et en Hollande entament un jeûne de solidarité.

19 décembre
Manifestations à Athènes et à Thessaloniki contre l'opération « Retour à la vie » du gouvernement turc contre le mouvement des prisonnier-e-s politiques en grève de la faim.
Attaque à coup de pavés et de cocktails molotovs contre d'une agence bancaire à Athènes. Un communiqué auprès d'un journal précise « un groupe d'anarchistes revendique l'attaque contre la banque de la rue Akadimias en solidarité avec la lutte des prisonnier-e-s en Turquie dans les cellules blanches ».

19 au 22 décembre
Assaut conjoint de la police et de l'armée dans 20 prisons ; cette opération est cyniquement nommée « Retour à la vie » par les autorités. Après 3 jours de violence, le bilan est de 28 prisonnier-e-s assassiné-e-s et plus d'une centaine de blessé-e-s.

20 au 27 décembre
40 prisonnier-e-s politiques signataires de la plateforme du 19 juin 1999 sont en grève de la faim ou refus de plateau en solidarité avec les prisonnier-e-s de Turquie.

21 décembre
Le Ministre de l'Intérieur déclare que Tayad est une « association de soutien à une entreprise terroriste ».
Intervention avec haut-parleur et pancartes à l'École Polytechnique d'Athènes, en solidarité avec les prisonniers en Grèce et en Turquie.
Une voiture américaine est incendiée à Glifada (banlieue d'Athènes). Le groupe « Étoile Noire » revendique l'action « en solidarité avec les grévistes de la faim en Turquie ».

22 décembre
Dix avocats visitent la prison de type F de Sincan où ils rendent comptent de graves blessures (fractures, insuffisances respiratoires, traumatismes) sur 70 prisonniers grévistes de la faim. Selon d'autres avocats ayant pu voir leurs clients, la situation est identique dans les prisons de Buca et d'Usak.
En Grèce, manifestation de solidarité avec la résistance des prisonnier-e-s en Turquie.
En France, manifestation devant le consulat de Turquie à Paris.

23 décembre
Le principal local de Tayad est attaqué par la police à coups de pioche et de masse, et plusieurs personnes sont arrêtées dont des mères de prisonnier-e-s en grève de la faim depuis 57 jours.
A Gazi (Istanbul), 3500 personnes participent à l'enterrement de 8 prisonnier-e-s.
Une manifestation à Paris rassemble plus d'un millier de personnes en réaction aux massacres des prisonnier-e-s politiques en Turquie, aux cris de « État turc, assassin ! ».

25 décembre
En Turquie, des combattant-e-s du TIKKO [Armée Ouvrière et Paysanne de Libération de la Turquie, branche armée du TKP(ML)] attaquent un fourgon de police, faisant 2 morts et treize blessés, en réponse à la mort d'un gréviste de la faim assassiné à Rotterdam le 9 décembre. L'un des combattant-e-s, Zeynep Karatas est capturé, envoyé en prison où il rejoint le jeune à mort. Il meurt le 5 janvier 2002.
Nikos Maziotis, A. Lesperoglou et Kostas Kalaremas entament une grève de la faim de 5 jours en solidarité avec la lutte dans les prisons de l'État turc.

Fin décembre
A Istanbul, il y eu de nombreuses actions en réaction à l'assaut du 19 décembre. Mitraillage des locaux du MHP [Parti Action Nationaliste – extrême-droite turque], distributeurs de billets détruits, attaque d'un commissariat et des voitures de police cramées, un activiste du MHP tué… Il y eut d'autres actions dans quelques grandes villes de Turquie.

2001

Courant janvier
A Paris, les bureaux de la Ligue des Droits de l'Homme est occupée par 5 militant-e-s d'Öztudak.

1er janvier
La section d'Istanbul de l'IHD [Ligue des Droits de l'Homme turque] déclare que les prisonnier-e-s

transféré-e-s vers les prisons de type F, après l'assaut, ont tou-te-s été torturé-e-s.

3 janvier
Sept blessés et un policier mort lors de l'opération commando d'un combattant du DHKPC, mort lors de l'attaque, contre un commissariat d'Istanbul.
Le siège de Tayad est officiellement fermé et les locaux condamnés.
L'État impose l'alimentation forcée pour certains prisonniers jugés dans un état critique.

5 janvier
En Turquie, les locaux de Tayad sont attaqués par la police. De nombreuses personnes sont arrêtés et des documents saisis.

7 janvier
En Turquie, les locaux de Tayad sont attaqués à coup de pierres par une bande de fascistes, sous le regard de la police.
En France, journée d'information organisée par le Collectif pour un Secours Rouge (CSR)

11 – 13 février
Manifestation à l'appel de Tayad à Ankara.

21 février
102 Kurdes et Turcs venus de toute l'Europe débutent une grève de la faim à Strasbourg. Ils se contenteront d'eau et de thé jusqu'au 3 mars, en soutien à leurs camarades emprisonnés dans les cellules d'isolement de Turquie.

14 mars
A Paris, une centaine de personnes manifestent devant l'agence Reuters.

17 mars
Environ 200 personnes manifestent face à l'Agence France Presse (AFP) afin de dénoncer le peu de « couverture » médiatique de la lutte des prisonniers.
Plusieurs centaines de personnes manifestent à Zurich en solidarité avec la lutte des prisonniers. Cette action s'inscrit dans la semaine de solidarité impulsée par le Secours Rouge International.

18 mars
La police stambouliote arrête 67 personnes qui manifestaient par un sit-in dans le square Sultanahmet de la ville afin d'attirer l'attention sur la lutte et le sort des grévistes de la faim. Ils sont interpellés après avoir refusé de se disperser.

19 mars
Manifestation devant le consulat de Turquie à Paris.

20 mars
A Paris, occupation d'une rencontre avec le patronat turc organisée par le journal *Le Monde*.

21 mars
Décès de Cengiz Soydas, premier gréviste de la faim à mourir dans cette lutte.

22 mars
Une centaine de personnes se rassemblent à Paris en l'honneur du premier prisonnier décédé lors de la grève de la faim.

23 mars
Arrestation en Turquie de 43 enfants devant la prison de femmes de Kartal à Istanbul. Âgés de 9 et 10 ans, ils faisaient voler des cerf-volants, symbolisant la liberté, devant cette prison où leurs mères sont incarcérées.

24 mars
Plus de 300 personnes manifestent à Paris à l'appel de Detudak.

26 mars
Le ministre turc de la Justice appelle les prisonniers en lutte à stopper leur mouvement sous le prétexte que l'État ne cédera jamais.

28 mars
En France, le syndicat étudiant AGEN organise un meeting à l'université de Nanterre sur le thème de « La résistance des peuples contre les agressions impérialistes ». Devant plus de 100 personnes, divers intervenants expliquent la situation en Palestine et en Turquie.

31 mars
En Turquie, 15 grévistes de la faim dans l'hôpital d'Ankara et 30 dans celui de Bayrampasa annoncent qu'ils refusent dorénavant le sucre et le sel dans l'eau.

2 avril
Action armée d'un combattant du DHKP-C contre un commissariat.

11 avril
En Turquie, les bureaux de Turkish Airlines sont attaqués par des combattants de l'AFMK [Plate-Forme Anti Fasciste, groupe clandestin].
A Paris, attaque au cocktail Molotov contre le centre culturel Anadolu par des inconnus.

11 - 16 avril
En France, grève de la faim et occupation des locaux d'Amnesty International par 5 militant-e-s d'Öztudak.

19 avril
Le Parlement turc modifie l'article 16 de la loi « anti-terroriste », légalisant ainsi les cellules d'isolement.

20 avril
A Strasbourg, le Comité contre l'Isolement (IKM) investi les bureaux du Comité de Prévention de la Tor-

ture (CPT) du Conseil de l'Europe afin de dénoncer le sort des prisonniers politiques en Turquie.
Kazim Gulbag, 36 ans meurt en Allemagne des suites de ses brûlures après s'être immolé, en signe de solidarité avec les prisonniers politiques en grève de la faim.

22 avril
A Paris plus de 100 personnes assistent à la projection d'un film sur la situation dans les prisons turques.

23 avril au 27 mai
Les prisonniers du PCE(r) [Parti Communiste d'Espagne (Reconstitué)] et du GRAPO [Groupe Révolutionnaire Antifasciste du Premier Octobre] entament une grève de la faim tournante en solidarité avec les prisonniers de Turquie.

24 avril
A Paris, occupation des locaux de Médecins Sans Frontières (MSF) par des militant-e-s d'Öztudak.

26 avril
Occupation des locaux d'Amnesty International à Londres pour le Comité Contre l'Isolement (IKM) et des familles de prisonniers. Ils demandent à ce qu'AI intervienne dans la lutte contre les prisons de type F et lance une campagne contre elles.

30 avril au 6 mai
En France, deux prisonniers de Lannemezan sont en « refus de plateau ».

5 mai
En Grèce, des anarchistes organisent une réunion avec projection de vidéo sur la situation dans les prisons turques et la réaction de l'État.

8 mai
A Mitilini, en Grèce, occupation de locaux d'État afin de demander la fermeture des prisons de type F et l'acceptation des revendications des prisonniers.

9 mai
Occupation des locaux du FMI à Paris par Öztudak.

11 mai
Nouvelle équipe (4ème) de prisonniers à entrer dans le mouvement de « jeûne » à mort en Turquie.
A Paris, occupation de la Gare du Nord par une vingtaine de militant-e-s d'Öztudak.

12 mai
En Allemagne, à Berlin, le sommet des « socialistes » européens est interrompu par des militant-e-s d'Öztudak.
A Paris, la cathédrale de Notre-Dame est occupée par une dizaine de personnes.

17 mai
En France, à l'appel de plusieurs organisations et associations, une manifestation est organisée devant le Consulat de Turquie.

20 mai
Le nombre de prisonniers qui resteront handicapés à cause de l'intervention médicale forcée dépasse 40.

21 mai
Les membres de Tayad sont empêchés d'entrer dans Ankara.

21 au 27 mai
En France, les deux prisonnières d'Action Directe, Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron, entament une grève de la faim en soutien aux grévistes de la faim en Turquie.

24 mai au 2 juin
En France, l'Anarchist Black Cross de Dijon organise plusieurs journées de solidarité avec la lutte des prisonniers en Turquie.

25 mai
A l'appel de Tayad et d'organisations dites démocratiques, une manifestation est organisée à Ankara afin de demander l'ouverture de négociations avec les prisonniers.

28 mai au 3 juin
En Belgique, Pierre Carette des CCC est en grève de la faim.
En France, 6 détenus de la prison d'Arles entament une grève tournante en soutien aux grévistes de la faim dans les prisons turques, parmi eux les militants basques Frédéric « Txistor » Aranburu, Gabi Mouesca et Ramuntxo Naveiro, le militant corse Antoine Adami, Jean Marc Rouillan (Action Directe) et Max Frérot (Affiche Rouge).

31 mai
14 prisonniers en grève de la faim, ayant perdus la mémoire, et dont l'état de santé est jugé « incompatible avec la détention » sont libérés.

Courant juin
A Bruxelles, au Parlement européen, une réunion consacrée aux Droits de l'Homme en Turquie est interrompue par des militant-e-s d'Öztudak.

1er juin
Deux prisonniers en lutte, libérés par l'État, annoncent qu'ils continuent leur grève de la faim à l'extérieur.

2 juin
Manifestation à Dijon (France) à l'appel de l'Anarchist Black Cross et du Comité de Lutte contre la Barbarie et l'Arbitraire. Une cinquantaine de personnes défilent jusqu'à la prison de la ville aux cris de

MORT-E-S DANS LA LUTTE CONTRE LES PRISONS DE TYPE F

31-03-02 : Meryem Altun - DHKP-C
20-03-02 : Tuncay Yildirim – MLKP
16-3-02 : Dogan Tokmak – DHKP-C
11-3-02 : Yeter Güzel – TKP(ML)
9-3-02 : Yusuf Kutlu – DHKP-C
8-1-02 : Lale Colak - TIKB
5-1-02 : Zeynel Karatas – TKP(ML)
2-1-02 : Ali Çamyar – TIKB
19-11-01 : Tülay Korkmaz – DHKP-C
Octobre 01: Ali Ekber Baris – KPIÖ
28-9-01 : Ayse Bastimur – DHKP-C
27-9-01 : Ali Riza Demir – DHKP-C
26-9-01 : Zeynep Arikan Gülbag – DHKP-C
Mi-septembre : Ibrahim Erler – DHKP-C
14-9-01 : Ümüs Sahingöz – DHKP-C
8-9-01 : Gülay Kavak – DHKP-C
14-8-01 : Osman Osmanagaoglu - DHKP-C
3-8-01 : Muharrem Horoz - TKP-ML
14-7-01 : Sevgi Erdogan – DHKP-C
8-7-01 : Ali Koç – DHKP-C
Début juillet : Ismaïl Karaman – DHKP-C
4-7-01 : Gökhan Özocak – DHKP-C
26-6-01 : Aysun Bozdogan – TKEP/L
16-6-01 : Veli Gunes – DHKP-C
27-5-01 : Ugur Türkmen – DHKP-C
7-5-01 : Cafer Tayyar Bektas – TKP(ML)
7-5-01 : Hüseyin Kayaci – MLKP
28-4-01 : Fatma Hülya Tümgan – DHKP-C
25-4-01 : Sedat Karakurt – DHKP-C
23-4-01 : Hatice Yürekli – TKIP
21-4-01 : Sibel Sürucü – TKEP/L
18-4-01 : Endercan Yildiz – TKP(ML)
16-4-01 : Sedat Gürsel Akmaz – DHKPC
14-4-01 : Murat Çoban – DHKP-C
13-4-01 : Erol Evcil – DHKP-C
12-4-01 : Abdullah Bozdag – DHKP-C
12-4-01 : Celal Alpay – TKP(ML)
12-4-01 : Tuncay Günel – TIKB
11-4-01 : Fatma Ersoy – DHKP-C
11-4-01 : Nergiz Gülmez – TKP-ML
7-4-01 : Adil Kaplan – TKP(ML)
7-4-01: Bülent Çoban – DHKP-C
21-3-01 : Cengiz Soydas – DHKP-C

PRISONNIER-E-S MORT-E-S LORS DE L'ASSAUT DE DÉCEMBRE 2000

Ahmet Ibili - DHKP-C
Ali Ates - DHKP-C
Ali Ihsan Özkan - TKP(ML)
Alp Ata Akçagöz - DHKP-C
Asur Korkmaz - DHKP-C
Berrin Biçkilar - DHKP-C
Cengiz Çalikoparan - DHKP-C
Ercan Polat - DHKP-C
Fahri Sari - PKK/ DCS
Fidan Kalsen - DHKP-C
Firat Tavuk - DHKP-C
Gülser Tuzcu - DHKP-C
Halil Önder - DHKP-C
Hasan Güngörmez - DHKP-C
Ilker Babacan - DHKP-C
Irfan Ortakçi - DHKP-C
Murat Ördekçi - TKEP/L
Murat Özdemir - DHKP-C
Mustafa Yilmaz - DHKP-C
Nilüfer Alcan - DHKP-C
Özlem Ercan - DHKP-C
Riza Poyraz - DHKP-C
Sefinur Tezgel - DHKP-C
Seyhan Dogan - DHKP-C
Sultan Sari - PKK / DCS
Umut Gedik - DHKP-C
Yasemin Canci - DHKP-C
Y. Güder Özturk - DHKP-C

MORT-E-S A L'EXTÉRIEUR

En Grève de la faim
Özlem Durakcan – Tayad
Abdülbari Yusufoglu – Tayad
Hülya Simsek – Tayad
Zehra Kulaksiz – Tayad
Erdogan Güler – Tayad
Senay Hanoglu – Tayad
Canan Kulaksiz – Tayad
Gülsüman Dönmez – Tayad

Assassiné-e-s
Sultan Yildiz – Tayad
Bülent Durgaç – DHKP-C
Baris Kas – DHKP-C
Arzu Güler – Tayad
Cafer Dereli – DHKP-C

Dans des actions armées
Gültekin Koç – DHKP-C
Ugur Bülbül – DHKP-C

Immolés en protestation
Kazim Gülbag – DHKP-C
Nail Cavus – DHKP-C
Eyüp Samur – DHKP-C
Muharrem Cetinkaya – DHKP-C

« Face au massacre dans les prisons turques, solidarité internationale ».

3 juin
Nouvelle équipe (5ème) de prisonniers à entrer dans le mouvement de « jeûne » à mort en Turquie.

4 juin
La deuxième équipe de Tayad entre dans le mouvement de grève de la faim.

7 juin
Rencontre entre un représentant des prisonniers de la prison de type F de Kandira et une délégation de parlementaires européens.

9 juin
A Ankara, un meeting regroupe 3000 personnes afin de demander l'ouverture de négociations avec les prisonniers.
A Paris, participation d'une délégation de Detudak à une manifestation de soutien aux prisonniers basques.

9 au 18 juin
En Grèce, le prisonnier anarchiste Nikos Maziotis entame une grève de la faim en solidarité.

10 au 16 juin
En Italie, Paolo Dorigo (BR-PCC) est en grève de la faim.

16 et 17 juin
Le Collectif Secours Rouge organise la Journée Internationale de Solidarité avec les Prisonniers Politiques à Paris. Des représentants, en France, des prisonniers politiques de Turquie y expliquent la situation actuelle.

17 au 24 juin
En France, Gaël Roblin (prisonnier politique breton) est en grève de la faim.

23 au 30 juin
En France, Bernard Gérard (prisonnier politique breton) est en grève de la faim.

26 juin
Manifestation de solidarité dans le quartier de Gazi (Istanbul) pour le 250ème jour de la résistance.

26 juin au 16 juillet
En France, Yves Peirat, des FTP, est en grève de la faim.

Juillet
Le quartier de Kucuk Armutlu commence à être encerclé par les forces de répression. Les familles et les prisonniers grévistes récemment libérés qui entament une grève de la faim solidaire menacent de s'immoler si ils sont attaqués. Des grèves similaires ont lieu dans d'autres villes de Turquie.

2 juillet
Le journal *Radikal* publie les rapports médicaux prouvant une fois de plus que 6 prisonnières ont été brûlées vives lors du massacre de Bayrampasa.

4 juillet
A Bruxelles, le Parlement européen est brièvement occupé par quelques dizaines de personnes. L'intervention policière fera 4 blessé-e-s parmi les manifestant-e-s et 3 chez les forces de répression.

6 juillet
Action armée du DHKC en solidarité avec la lutte des prisonniers.

9 au 15 juillet
George Ibrahim Abdallâh (FARL) est en grève de la faim.

10 juillet
En Suisse, Cemile Ayyildiz entame une grève de la faim illimitée.

14 juillet
En France, manifestation à Dijon à l'appel de l'Anarchist Black Cross / Croix Noire Anarchiste et du Comité de Lutte Contre la Barbarie et l'Arbitraire (CLCBA).

15 juillet
600 personnes protestent à Sultan Ahmet (Istanbul) contre l'interdiction d'une réunion sur la grève de la faim.

27 juillet
L'Irish Republican Socialist Party (IRSP) organise une campagne de boycott du tourisme en Turquie.

28 juillet
Nouvelle équipe (6ème) de prisonniers à entrer dans le mouvement de « jeûne à mort » en Turquie.

30 juillet
Grève de la faim solidaire de prisonniers de l'INLA (Armée Libération Nationale Irlandaise).

4 août
En Autriche, début d'une grève de la faim de 45 jours.

8 août
A Istanbul, les bureaux de *Vatan* sont pris d'assaut par la police.

11 août
En Hollande et en Allemagne, début d'une grève de la faim de 45 jours.

15 au 17 août
Tayad appelle à une grève de solidarité de 3 jours. Une dizaine de militants sont en grève de la faim à Paris, Lyon, Toulouse et Bordeaux. A Paris, 7 personnes sont en grève de la faim solidaire pendant 5 jours.
Différentes initiatives ont également lieu dans plusieurs villes européennes.

16 août
Dans le quartier de Kucuk Armutlu à Istanbul, la police enlève Yildiz Gemicioglu, ex-prisonnier encore dans le mouvement de grève de la faim, afin de le médicaliser de force.

17 août
L'Anarchist Black Cross de Dijon et le Comité de la Lutte Contre la Barbarie et l'Arbitraire lance une grève de la faim de 3 jours en solidarité.

18 août
A Paris, rassemblement de grévistes de la faim solidaires Place de la République afin d'informer de la situation dans les prisons en Turquie.

27 août
A Istanbul dans le quartier d'Alibey Köy, début de la grève de la faim de membres du TKP(ML).

10 septembre
Action armée contre un commissariat à Istanbul revendiqué par le DHKC, faisant trois morts et plusieurs blessés, en solidarité avec la lutte des prisonnier-e-s.

15 septembre
Lors de l'enterrement de Umus Sahingoz, la police attaque le cortège, faisant de nombreux blessé-e-s et plusieurs arrestations après une résistance derrière des barricades.

15 au 22 septembre
Grève de la faim solidaire de Joëlle Aubron et refus de plateau de Nathalie Ménigon, prisonnières d'Action Directe.

17 septembre
Afin de protester contre l'attaque du cortège lors de l'enterrement de Umus Sahingoz, 3 prisonniers s'immolent.

17 - 18 septembre
Rassemblement de solidarité et conférence à Gasteiz (Euskadi).

26 septembre
Nouvelle équipe (7ème) de prisonniers à entrer dans le mouvement de « jeûne » à mort en Turquie.

17 octobre
En Espagne, manifestation de soutien.

5 novembre
Les forces de police attaquent des maisons du quartier de Kucuk Armutlu où des proches et ex-prisonniers grévistes de la faim s'étaient installés. Utilisant des engins blindés et des gaz lacrymogènes, cet assaut sauvage fait quatre morts et 7 blessés.

6 novembre
Quatre prisonniers s'immolent pour protester contre l'assaut de la veille.

7 novembre
A Athènes, interruption d'une réception organisée par le ministre des Affaires étrangères en solidarité avec la lutte en Turquie.

13 novembre
Nouvelle attaque policière contre des maisons abritant des proches et ex-prisonniers en grève de la faim solidaire à Kucuk Armutlu. Les grévistes de la faim sont hospitalisés de force et une dizaine de personnes sont arrêtées.
Le même jour, attaque policière contre le quartier d'Alibey Köy où 7 personnes du TKP(ML) étaient en grève de la faim. Deux sont arrêtées et les 5 autres continuent leur grève de la faim.

19 décembre
A Paris la façade des bureaux de la Banque du Bosphore est badigeonnée de peinture rouge par des individus.

2002

2 janvier
Manifestation à Londres devant l'ambassade de Turquie en protestation de la mort de Ali Camyar.

4 février
A Istanbul, la police lance un assaut contre une maison dans laquelle 7 personnes étaient en grève de la faim solidaire. Tout est saccagé.

5 février
La police tire sur des vendeur/ses *d'Atilim*, journal du MLKP, lors d'une distribution devant la maison détruite la veille. Pas de blessé-e-s

23 février
A Paris, une manifestation de solidarité regroupe plus de 300 personnes.

12 mars
A Paris, première projection du film du réalisateur turc Hüseyin Karabey, *Seesiz Ölüm (Mort silencieuse)*, consacré à l'isolement carcéral.

14 mars
Quatre personnes, évacuées par la police le 4 février, continuent leur grève de la faim.

DÉCLARATION DES REPRÉSENTANTS DES COLLECTIFS DE PRISONNIER-E-S (14 JUIN 2001)

Le jeune à mort et les grèves de la faim continuèrent ainsi que les actions de solidarité à l'extérieur des prisons. Pendant une longue période les médias étaient silencieux sur les évènements. Ils essayèrent de faire en sorte que les gens oublient que la résistance continuent toujours. Mais au même moment la répression a continué à l'extérieur des prisons. Plusieurs institutions démocratiques ont été fermées illégalement et attaquées par la police. Des centaines voir des milliers de personnes ont été arrêtées dans les locaux de journaux, dans leurs maisons ou pendant les manifestations de solidarité avec les prisonnier-e-s. Des branches d'associations des droits de l'homme ont été fermées car elles défendaient la grève de la faim.
Comme s'il voulait réellement sauver des vies humaines, l'État turc n'accepta aucune solidarité avec la grève de la faim, en disant que chaque personne qui la soutenait les aidait à mourir. Plusieurs membres de Tayad ont été arrêté-e-s et condamné-e-s pendant des manifestations. Ils organisèrent des caravanes pour Ankara pour rencontrer le ministre de la justice. Les autocars qu'ils / elles conduisaient ont été attaqués plusieurs fois par la police et même des mères âgées furent brutalement battues à coups de matraque. Quelques personnes tombèrent dans le coma. Des centaines de personnes furent arrêté-e-s.
L'État n'a pas pu stopper la résistance des prisonnier-e-s et a alors essayé de les nourrir de force. Jours après jours, sans avoir été averti-e-s, les prisonnier-e-s étaient saisi-e-s, emmené-e-s dans les hôpitaux et soumis-e-s à l'intervention médicale forcée. A cause des méthodes utilisées par les médecins collaborant, des douzaines de prisonnier-e-s ont perdu la mémoire. (du sérum a été injecté dans leurs veines à haute pression. Cette pratique après plus de 100 jours de grève de la faim - il ne faut pas oublié que cela a été utilisé sur des prisonnier-e-s qui étaient à plus de 200 jours - étaient utilisées délibérément pour détruire le fonctionnement du cerveau et des cellules nerveuses). Aussi, l'intervention médicale forcée est interdite par les conventions de Malte et de Tokyo, l'État turc a même ouvert des procès contre les membres d'associations médicales qui ont refusé d'être l'instrument de l'État.



Jusqu'à aujourd'hui il n'y a pas eut réellement une forte réaction de la part des gouvernements européens contre cette pratique. Plusieurs fois ils ont été avertis mais ils ont perdu beaucoup de temps à écouter la démagogie des réformes et changement

de la loi anti-terroriste sans écouter l'appel des prisonnier-e-s.
La première demande des prisonnier-e-s politiques était l'abolition des prisons de type-F. Mais ils ont aussi annoncé quelques demandes politiques au début de la grève. Les revendications ont été formulées plus concrètement selon les dernières conditions dans une déclaration du 14 juin 2001 :

Revendications des prisonnier-e-s résistant-e-s :

1- Des réformes architecturales et légales doivent être effectuées dans les prisons de type-F. L'existence des cellules pour une ou trois personnes doit-être abolie. Les portes des cellules doivent être laissées ouvertes jusqu'à ce que les réformes nécessaires soient faites. Cela doit être garantie que les prisonnier-e-s et celles et ceux en attente de procès peuvent vivre ensemble sans qu'aucune conditions préalables ne leurs soient imposées. Des zones communes pour les prisonnier-e-s et celles et ceux qui attendent leurs procès doivent être créée. Les facilités communes pour les sports, les activités culturelles et sociales, qui avaient été évoquées, doivent être ouvertes pour être utilisés sans aucune conditions préalables. Cela doit être reconnu comme un droit, et les lois qui font obstacles à cela doivent être abolies. Il doit y avoir des réformes pour rencontrer les exigences pour les sports, les activités sociales et culturelles entre les différents blocs.
Les publications légales (livres, magazines et journaux) doivent être autorisées, en prenant en compte que même les récentes lois n'interdisent pas cela. Les exemples de confiscation de publications, l'arbitraire de cela, doit cesser. Les obstacles contre nous, en ce qui concerne le droit aux lettres et les communications doit être changé. La pratique de la limitation des visites à 30 minutes quand les personnes qui nous visitent parcourent des centaines de kilomètres et que leurs visites se transforment en torture doit être stoppé. Le droit à une visite ouverte ne doit pas être conditionnel. Cela doit être autorisé et en notre faveur. Il ne doit pas y avoir de place limitée pour les articles d'utilisation journalière comme la nourriture ou les habits qui sont apportés dans les prisons par nos familles. Cela doit être possible pour nos familles de donner des réfrigérateurs, des fours, radios, machine à écrire et des magnétos K7 qui sont des articles nécessaires de la vie de tous les jours.
Au regard de nos problèmes légaux, toutes les restrictions arbitraires qui nous touchent lors de nos discussions avec nos avocats doivent être changées. Le droit d'avoir « une consultation privée avec notre défense légale » doit être respecté. Les avocats doivent être autorisé-e-s à parler à plus d'un-e client-e en même temps et l'arbitraire du traitement dégradant et humiliant de notre défense légale doit être stoppé.
Les exigences pour les cantines internes et externes doivent être régularisées et faire en sorte que cela soit convenable. La pratique des prix excessifs doit stopper. La pratique de « soumettre celles et ceux qui sont emprisonné-e-s à des charges », qui force les prisonnier-e-s à payer pour l'électricité, la télévision et la médecine à leurs compte, doit se terminer.
Le droit des prisonnier-e-s d'être représenté-e-s doit être reconnu et mis en pratique.
Les prisonnier-e-s condamné-e-s et celles et ceux qui attendent leurs procès doivent rester dans les mêmes endroits. Nos demandes et nos droits doivent être garantis par les lois et l'État. Elles devront être absolument et complètement appliquées dans les prisons de type-F et dans toutes les prisons ou les prisonnier-e-s politiques et celles et ceux qui attendent leurs procès sont gardé-e-s, et elles seront appliquées sans aucun changement. Quelques changements ou « améliorations » que nous jugeons comme essayant de casser ceci doivent être abandonnés.

2- L'article 16 de la loi anti-terroriste doit être changé. Le changement de l'article 16 a légitimé les attaques et l'isolement. L'isolement a été inséré dans la loi et a été consolidé en essayant cet arbitraire à l'intérieur de toutes les prisons. De plus le ministre de la justice doit tenir la promesse qu'il avait faite avant le 19 décembre, supprimer le double niveau de l' « exécution de la peine » entre les prisonnier-e-s politiques et les prisonnier-e-s sociaux en faisant la réforme nécessaire de l'article 17 et de l'article 5 de la loi anti-terroriste qui concerne ceci.

3- Le protocole du tripartisme doit être abandonné. Ce protocole nous a volé de nos droits à la défense. Il a abolie la confidentialité en ce qui concerne les documents entre les avocats et leurs client-e-s. Il doit être abandonné car ce n'est pas seulement une attaque à nos droits à la défense mais c'est aussi la base des attaques et des massacres sur les prisonnier-e-s. Il contient aussi des articles qui sont des attaques contre nos familles et docteurs.

4- Le « comité de supervision » doit être représenté pas par les personnes qui représentent celles qui appliquent l'isolement et la répression ; mais par celles qui représentent les institutions comme les associations de bar, l'association médicale de Turquie (TAB), association de droit de l'homme (IHD), union des architectes et ingénieurs de Turquie (TMMOB) et les diverses associations qui représentent les familles de prisonnier-e-s comme Tayad, Tuyab et Tüm Yargi-Sen. Les prisons doivent être ouvertes pour des inspections régulières du comité de supervision indépendant et les recommandations nécessaires qui sont faites dans leurs rapports exécutées immédiatement.

5- En relation avec l'abolition des lois et des institutions anti-démocratiques comme le DGMs (Cour de sécurité de l'État) et la loi anti-terroriste, qui n'est pas simplement demandé par nous, prisonnier-e-s politiques, mais par toutes les forces, les prisonnier-e-s politiques, les forces démocratiques et l'opinion publique devons avoir des garanties de tous cela.

6- La punition des prisonnier-e-s qui ont subit des dommages mentaux et physiques sévères pendant les deux grèves de la faim de résistance, en 1996 et aujourd'hui et pendant l'opération qui a eut lieu dans les prisons, et celles et ceux qui pour quelques raisons que ce soit ne peuvent recevoir de traitements médicaux dans les prisons et qui sont très malades, doit être abandonnée avec l'approbation du procureur de la république. Cela doit être fait sans examination par des médecins légaux qui par leurs diagnostiques arbitraires et subjectifs ont fait recevoir des traitements impossible.

7- Les massacres dans les prisons, commençant par l'opération du 19 décembre 2000, et incluant ceux de, Buca, Umraniye, Diyarbakir, Ulucanlar et Burdur, doivent être soumis à une enquête faite par une commission composée d'institutions indépendantes d'organisations démocratiques de masse indépendantes, des chambres professionnelles et la commission des droits de l'homme du parlement. Ils doivent avoir la garantie de n'avoir aucune restriction en ce qui concerne leurs rapports et doivent les rendre publiques et celles et ceux identifié-e-s comme responsable doivent passé devant la cour et être puni-e-s. Nos demandes sont juste, légitimes, démocratiques et humaines. Contre tous les mensonges, la démagogie et les déformations nos demandes ne sont pas inacceptables. Dans le but de réaliser nos demandes, de négocier et de trouver une solution, il doit y avoir des négociations inconditionnelles avec des représentants qui sont choisis par les prisonnier-e-s librement. »

Signé par Ercan Kartal, Cemal Cakmak, Muharren Kursun, Haci Demirkaya, Yunus Aydemir, Can Ali Türkmen, M. Aytunç Altay, Nizamettin Dogan, Ramazan Sadikoglu, Ziya Büyükisik, les prisonnier-e-s politiques du DHKP-C, TKP(ML), TKIP, TKP/ML, MLKP, TIKB, TDP, DY, DH, PKK/DÇS, MLSPB.

LETTRES DE DEUX PRISONNIÈRES DE LA PRISON DE BAYRAMPASA À LEUR AVOCAT, TÉMOIGNANT DE L'ASSAUT DU 19 DÉCEMBRE

Nous témoignons de la sauvagerie dans 16 prisons le 19 décembre 2000. Je veux révéler le massacre, comme une de celles et ceux qui témoigne et qui ont été sujets de cette sauvagerie. Nous nous sommes réveillées avec le son d'une explosion à 5 heures du matin environ le 19 décembre. Une de nos amies criaient « amies ! L'opération commence ! ». Nous nous sommes toutes ruées pour mettre nos habits. Quand je regardais dehors par la fenêtre J'ai vu les unités militaires spéciales sur le toit. Ils étaient habillés avec des masques à gaz et leurs longs fusils pointaient en direction du dortoir. Avant que nous ayons mis nos habits, Ils ouvrirent le feu sur nous et nous avons pris des couvercles. Nous avons fait tremper tous les torchons que nous avons trouvé. Puis ils commencèrent à creuser la cellule par diverses endroits. pendant ce temps la ils nous insultaient. « Nous sommes venus pour vous tuer », qu'ils disaient. Ils continuaient de creuser dans la cellule. Du dehors, depuis le toit ils envoyaient continuellement des bombes sonores. Après plusieurs trous dans le toit, le bombardement avec des bombes à gaz commença. Nous étions choquées et nous haletions pour de l'air. Pendant que nous nous couvrions le visage et la bouche avec les torchons imbibés d'eau pour neutraliser les effets du gaz, nous cassions les fenêtres du dortoir pour avoir de l'air. La pluie des bombes à gaz continuait. nous avons bougé du centre du dortoir aux fenêtres pour avoir de l'air. Certaines de nos amies s'évanouissaient à cause du gaz. Ceux qui étaient venus pour perpétrer un massacre continuaient de crier dans les mégaphones : « reddition, autrement nous vous tuerons toutes ». Nos réponses à cela était nos marches, slogans et tililis (une tradition des femmes kurdes pendant les mariages et les funérailles). Jusqu'à midi nous étions en permanence bombardée par des bombes à gaz et des bombes qui attaquent les nerfs. Approximativement 700 à 1000 bombes ont été lancées sur nous. Nous d'un autre coté, n'avions rien pour rivaliser. Notre meilleur réponse était les marches et les slogans. L'ennemi était déprécié chaque seconde passée. Ils continuaient de lancer des bombes, nous insultant et ouvrant le feu sur les fenêtres. Ils ont ouverts des trous dans la cellule depuis 10 endroits différents et ils continuèrent de faire des attaques surprises par ces trous avec des bombes. Ces bombes étaient jetées sur nous et commençaient à nous brûler. Pendant que nous essayions de combattre le feu nous inhalions des gaz. pendant ce temps là l'équipe spéciale tentait de pénétrer par le toit à l'aide de corde dans la zone mais n'y arrivait pas. Ils continuaient d'envoyer des bombes sonores et ouvraient le feu depuis le toit. Depuis que je suis gréviste mes amies m'ont protégé. a peu près à midi ils commencèrent par nous envoyer des gaz qui attaquent les nerfs et des bombes inflammables. Beaucoup d'entre nous furent choquées et perdirent conscience. Les flammes commençaient de recouvrir le dortoir. Celles qui n'étaient pas tombées continuaient de crier des slogans et de chanter des marches. Le feu avait pris dans tous le dortoir. Nous avons toutes bougées vers la porte, nous devions sortir. Dans un premier temps la porte ne pouvait pas s'ouvrir. Partout c'était enveloppé de feu et de fumée. A cause des effets du gaz quelques unes d'entre nous perdirent conscience quand elles essayèrent d'atteindre la porte. Quelques unes de mes camarades tombèrent sur moi. Je ne pouvais plus respirer à cause du feu il faisait chaud. Quand j'ai repris mon souffle je me suis redressée avec beaucoup d'efforts. Je pouvais marcher pour une marche ou deux. puis une de mes camarades me poussa en dehors de la porte. Le seuil était brûlant comme l'enfer. On ne pouvait rien voir à cause de la fumée. Le feu nous entourait. Je me rappelle à peine avoir été poussée dehors avec l'air frais j'ai pu reprendre ma respiration. Quand j'essayais de marcher mes jambes tremblaient, beaucoup de mes camarades étaient dans la même situation. Nous étions sous le cho-

que du gaz qui attaque les nerfs et nous ne pouvions réaliser tous ce qui se passait. Quand j'étais en bas certaines de mes camarades essayèrent d'éteindre le feu qu'elles avaient sur elle avec de l'eau. Les cheveux, les mains et le bas de beaucoup d'entre nous était brûlé. Quand une de nos camarades a dit « certaines d'entre nous ne pouvaient pas venir dehors, elles continuent de brûler » plusieurs de nos camarades tournèrent la tête vers les marches. J'ai vu Ebru Dincer pendant qu'elle était assise sur les marches complètement brûlée. Elle ne pouvait pas parler et ses mains, son visage, ses cheveux et une grosse partie de son corps était brûlé. Puis nos camarades Hacer Arikan, Birsen Kars et Gulizar Kensici ont été enlevée des flammes avec un grand effort. Il y avait toujours quelques camarades à l'intérieur. Gulser Tuzcu était en feu sur le seuil. Nos camarades ont essayé de l'enlever mais rien n'y a fait. Tous le monde courait d'un endroit à un autre. Finalement deux de nos camarades sont rentrées à nouveau dans le dortoir pour chercher les autres. Mais quand elles sont revenues les mains vides leurs mains, leurs visages et leurs cheveux étaient brûlés. Lorsque nous sommes descendues nous avons remarquées que Nilufer, Seyhan, Ozlem, Sefinur et la combattante de la première équipe de jeune Gulseren Ozturk n'étaient pas parmi nous. Elles avaient été laissées dans l'incendie. Pendant que nos camarades brûlaient vives les meurtriers filmaient leur création avec plaisir. Ils avaient des tuyaux à eau mais ne l'utilisaient pas en direction du dortoir en flamme. Celles qui étaient venus pour un supposé « retour à la vie » ont révélé leur véritable intention. Ils étaient venus pour nous tuer ou pour que nous nous rendions. Après un petit moment nous étions dans la zone d'exercice au rez-de-chaussée du dortoir. Nous avons commencé à danser le *halay* comme exercice. Nous répondions à l'ennemi avec Mitralyoz, Ce qui voulait dire, « Vous ne pouvez pas faire en sorte que nous nous rendions, vous avez perdu ». Après que nous ayons fini notre *halay* nous somme rentrées dans le dortoir C-2. Pendant ce temps là les meurtriers découpaient la porte. Encore ils commencèrent à lancer des bombes au gaz, à nous insulter et à nous crier de nous rendre. Nous essayions de mettre de l'eau sur nos camarades qui brûlaient. Quand les effets du gaz devinrent trop dures à supporter nous sommes retournées dans la zone d'exercice. A ce moment ils nous bombardèrent avec encore plus de bombes. Ils nous visaient spécialement. Cela à continué pendant un moment puis ils utilisèrent de l'eau sous pression. Nous essayions de nous protéger par petits groupes. Nous essayions de protéger nos camarades brûlées en les mettant au milieu des groupes. mais nous n'y arrivions pas. Un groupe de nos amies les emmena au rez-de-chaussée. Mais elles furent bombardées aussi. En même temps les meurtriers entraient les uns après les autres par la porte découpée. Il était à peu prés 14h00 et nous avons continué de résister pendant 7h. Lorsque nos camarades blessées sortaient du dortoir, les meurtries ouvraient le feu sur elles avec leurs fusils. quand nos camarades étaient dans la zone d'exercice, elles essayaient de nous rejoindre sous les jets d'eau sous pression. Nous nous sommes rassemblées au centre et nous resserrions. Les meurtriers étaient effrayés de venir dans la zone d'exercice. Ils sont venus après un moment. En premier, ils entrèrent dans le dortoir et pointèrent leurs fusils sur nous par les fenêtres. Un autre groupe nous faisait face mais ne pouvait pas nous rejoindre. Ils nous visaient et nous criaient « Venez vers nous une par une, rendez-vous ». Nous avons répondu que nous ne nous rendrons jamais et que s'ils le voulaient qu'ils viennent. Ils ne pouvaient pas venir. Nous continuions de leur crier « Vous avez brûlé nos amies vivantes. Vous allez payer pour ça. Vous rendrez des comptes à notre peuple. » Ils ont commencé à approcher tout doucement. Ils essayèrent de nous saisir une par une. Ils nous traînèrent sur le sol du corridor. De là ils nous ont emmené dans un grand hall et nous ont battu tous le long du chemin. La résistance de nos camarades hommes continuait toujours. Plus tard nous fumes emmenées une par une à l'hôpital. Nous fumes battues tant que nous refusions une fouille corporel. Ils m'ont demandé ainsi qu'à une autre combattante de la première équipe de gréviste Suna Okmen si nous acceptions un traitement médical ou pas. « Non, nous refusons, nous continuons notre grève de la faim ». Puis ils nous ont ramené dans le même hall. Après quelques temps ils mirent 14 d'entre nous dans un véhicule de transport de prisonnier-e-s et nous ont fait attendre pendant des heures dans des habits complètement trempés. Nous frissonnions toutes. Nous n'étions pas autorisées à aller aux toilettes ou à boire de l'eau. Ils nous disaient de salir nos pantalons. Après avoir attendu des heures nous fumes emmenées à la prison de Bakirkoy. Ils filmaient en permanence pendant tout ce temps la. Ils voulaient nous mettre dans des cellules une par une quand nous sommes arrivées à la prison. Nous avons refusé. Puis ils devaient nous mettre par trois. Nous ne les avons pas laissé fermer la porte. L'État a massacré plusieurs de nos camarades sous le prétexte d'une « intervention dans la grève de la faim », ce but était évident, pour nous rendre. Mais notre grande résistance leur a montré une fois de plus que nous n'accepterons jamais de nous rendre. Une fois de plus ce sont eux les vaincus, nous et notre peuple sommes victorieux. Nous continuons la grève de la faim. Nous continuerons jusqu'à la victoire.

Ayla Ozcan, 1ère équipe de grévistes

Le 19 novembre vers 5h00 du matin des équipes spéciales, des commandos, des forces d'intervention rapide ont encerclé la prison de Bayrampasa. Pendant qu'ils essayaient de percer les murs ils nous ont vu nous lever et ils ont commencé à tirer sur nous. Puis ils nous ont bombardés, jetés toutes sortes de bombes connues sur nous. Ils ont jetés des bombes à gaz neurologique, à gaz « moutarde », des lacrymogènes, etc. Nous leur répondions avec nos slogans. Ils nous ont dit sans cesse « Rendez vous sinon on va tous vous tuer ». Nous leur avons répondu « Venez nous tuer mais vous ne pourrez jamais nous capturer, rendez vous à nous, rendez vous à la justice populaire ». Pendant qu'ils nous appelaient à nous rendre et nous insultaient, nous leur répondions par nos slogans, nos chansons révolutionnaires. Ils ont essayé nous affaiblir par des bombardements massifs. Quand l'assaut a commencé nous dormions. Ils ont commencé par percer le plafond. Ils tiraient sur nous depuis les trous percés dans le plafond, depuis les fenêtres sur les portes, depuis le toit et depuis l'ouverture qui donnait sur le jardin de promenade. Ils ont jeté les bombes avec des fusils. Lorsqu'ils ont percé le plafond ils ont jeté des bombes sur nous tout en continuant à percer le plafond. Les bombes tombaient sur nos têtes, sur nos dos, sur nos pieds. Nous avons commencés à nous protéger en couvrant nos visages avec des serviettes mouillés.

Surtout nous avons essayé de protéger les résistants en jeûne à mort. Ils jetaient des bombes où nous transportions les grévistes. Cela a duré jusqu'à 12h, 12h30. Après une attaque massive avec les bombes à gaz, ils ont jeté sur nous des bombes incendiaires. Certains d'entre nous ont perdu connaissance. En même temps les camarades qui ont repris connaissance, entourés des flammes, nous ont conduit vers la porte. Ceux qui ont pu sortir sont revenus pour essayer de sauver les autres. Quand nous sommes sortis nous ne voyions plus rien à cause des flammes. Gulser a été brûlée vive prés de la porte. Gulseren Yazgulu Guder, Ozlem Ercan, Sefinur Tezgzl, Seyhan Dogan, Nilufer Alcan et Gulser Tuzcu ont été brûlées vives, entourées des flammes. Ils ont essayé de nous brûler toutes. Quand nous sommes descendues en bas ils ont jeté des bombes vers la cantine. Nous toutes sommes sorties dans le jardin et nous avons commencé à danser *halay* [1]. Nous leur avons crié « Venez nous tuer tous mais vous ne pourrez pas nous capturer ». Ils avaient très peur. Nous avons dansé *halay* avec la chanson *Mitralyoz* et crié des slogans sous les bombes. Nous étions sous les tirs croisés des lances à eau et des bombes. La densité des gaz a couvert toute la promenade. Quand nous sommes sortis vers la promenade les prisonniers des autres organisations sont venus prés de nous. Les robocops nous disaient sans cesse « Rendez vous ». Nous leur avons donnés une réponse à chaque fois. Nous leur avons crié sans cesse « Nous allons demander des comptes pour nos camarades », « Vous nous avez brûlé vifs, vous avez brûlé vif nos 6 camarades, venez nous tuer tous mais vous ne pourrez jamais nous capturer ». Nous leur avons dit « Nous tous irons à coté de nos martyrs Sabo [2], Sibel… De toutes façons, depuis 54 jours nous attendions la mort, nous avions déjà prévu la mort, la mort est bienvenue ». Cela a duré jusqu'à 15h dans la promenade. Après ils ont cassé les portes et sont entrés dans deux dortoirs qui se trouvaient face à face. Ils nous avaient déjà encerclés depuis les toits. Après ils sont entrés dans la promenade, se sont approchés à un mètre de nous mais ils n'ont pas eu le courage d'avancer plus. Ils nous disaient « Rendez vous, venez un par un ; nous allons transférer vos blessés dans les hôpitaux, ne craignez rien ». Nous étions au centre de la promenade. Nous leur avons répondu « Vous avez brûlé vif nos 6 camarades, nous sommes tous prêts à mourir, vous êtes des assassins, des chiens ». Ils filmaient l'assaut depuis le toit. Quand ils étaient dans la promenades ils filmaient aussi. Nous leur avons dit « Filmez, filmez ; vous nous souhaitez des bonnes fêtes de cette façon, allez raconter à vos enfants, à vos femmes que vous mangez de la chair humaine, que vous buvez le sang humain ». Après ils nous ont attaqué sauvagement, nous torturant en nous traînant par terre puis nous ont placé dans une pièce qui appartenait à l'Armée. Ils nous ont transféré à l'hôpital par deux ou trois. J'étais avec Aydan. Dans l'hôpital les soldats se sont jetés sur nous et ils ont essayé de nous fouiller. Nous leur avons répondu avec nos slogans. Ils nous ont traîné par terre et jeté au seuil de la porte du service des urgences. Je portais des brûlures à la tête et sur ma jambe. 5 minutes plus tard ils nous ont reconduit dans la salle d'attente de l'Armée. Puis ils nous ont fait monter dans des fourgons et nous ont fait attendre. Ils ont transféré nos 12 camarades qui étaient blessés grièvement vers les hôpitaux. Birsen, Hacer, Ebru, Gamze, Gulperi, Songul (blessée pendant l'assaut), Mine, Alev, Ozgul, Hulya, Funda et Gulizar, au total 12 personnes sont à l'hôpital. Elles portent toute des brûlures graves. Nous avons pu les transporter quand elles étaient en train d'être brûlées dans le dortoir. Quand à nous, moi, Munevver, Filiz, Nursel, Ayla, Suna, Mesude, Fatma, Aydan et les prisonnières des autres organisations (elles sont en totale dix personnes), ils nous ont fait attendre 5 ou 6 heures dans les fourgons. Depuis là bas ils nous ont emmené dans la prison de Bakirkoy. Nos camarades martyrisés Gulser, Yazgul, Guder étaient des résistantes et elles étaient depuis 54 jours en jeûne à mort. Elles criaient sans cesse des slogans, chantaient des chansons révolutionnaires et disaient aux assassins que notre peuple, nos camarades demanderont des comptes. Seyhan essayait toujours de repousser les bombes à gaz tout en courant sous les balles. Sefinur faisait la même chose. Au dernier moment, il paraît que Sefinur s'est levée en flamme, faisant le V de la victoire. Aussi en flamme, Seyhan faisait le signe de la victoire. Özlem essayait toujours de protéger les grévistes à mort, repousser les bombes et couvrait les grévistes avec des couvertures humides. Gülser était au premier rang, essayant de nous sortir à l'extérieur elle avait déplacé l'armoire devant la porte mais fut bloquée à l'intérieur et périt brûlée. Je n'ai pas pu voir souvent Nilufer. Elle courait sans cesse pour faire quelque chose. Moi aussi, j'étais près des résistantes du jeune à mort. D'un côté j'ai essayé de les protéger et de l'autre, je repoussais les bombes. Tout nos Camarades et martyrs héroïques ont montré un grand exemple par leur sacrifice. Lorsqu'ils nous ont amené ici, ils nous ont placé chacune dans une cellule. Après nous étions à deux dans ces cellules. Le lendemain, nous leur avons fait ouvrir les portes et maintenant nous sommes à trois par cellule. Depuis que nous sommes ici, nous avons entamé un jeûne à mort. Notre résistance continue avec une grande détermination.

Hamide Öztürk

L'entreprise qui fournit les gaz utilisés lors des interventions (5230 CS Riot Smoke) contre les familles dans les quartiers est la Combined Systems Inc établie à New York.

Selon le bulletin du CSR de novembre 2001

[1] Danse traditionnelle d'Anatolie

[2] Référence à Sabahat « Sabo » Karatas, militante de Devrimci Sol [Gauche Révolutionnaire], tuée, avec deux autres combattant-e-s de cette organisation après plus de 8 heures d'affrontement avec la police le 17 avril 1992 au matin. Retranché-e-s dans un appartement du quartier de Ciftehavuzlar à Istanbul, ils/elles restèrent en contact téléphonique pendant tout l'affrontement avec la présidente de Tayad. Les 16 et 17 avril, 11 militant-e-s de Devrimci Sol seront tué-e-s par la police dans différents quartiers d'istanbul.

Le texte ci-dessous est le résumé, fait par nos soins, d'un long document (300 pages) rédigé par Tayad afin de faire le point et de proposer son analyse de la situation et des luttes dans les prisons en Turquie. Ce texte retrace dans ses grandes lignes la politique carcérale menée depuis plus de vingt ans par l'État turc et la résistance qu'y opposent depuis toujours les prisonnier-e-s.

Dans les prisons en Turquie

En Turquie il y vraiment un « problème des prisons », mais ce problème n'est pas celui présenté par les autorités et leurs média. Dans le monde d'aujourd'hui, la Turquie occupe une place particulière sur la liste des pays qui possèdent le plus grand nombre de prisons et proportionnellement de prisonniers. Selon les autorités elles-mêmes, il y a plus de 500 prisons et 70 000 prisonniers. Il n'y a pas de « problème des prisons » au sens traditionnel du terme. Ce qu'il y a actuellement c'est la répression, les massacres et les attaques contre les prisonniers révolutionnaires et leur résistance. C'est un « problème » pour l'État en ce sens que les prisonniers révolutionnaires conservent leurs idéaux et résistent depuis tant d'années à ses tentatives de destruction.

Pour cette raison, il est nécessaire de poser le problème clairement. Le problème est le manque de justice… Le problème est l'absence de démocratie… Le problème est un problème de droits et de libertés… En fait le fascisme est le problème. Ne pas appréhender cette réalité c'est ne pas comprendre la question des prisons en Turquie.

Depuis que les classes existent, de la société esclavagiste jusqu'à nos jours, les prisons, les prisonniers et les actions de résistance ont toujours fait partis de la lutte des classes. A chaque époque, les tactiques et les politiques de la classe dirigeante ont été d'enfermer et de tenter de réduire au silence ceux qui luttaient contre le système d'exploitation.

La torture et le meurtre dans les prisons, les tentatives pour détruire la personnalité des prisonniers et pour les faire renoncer à leurs idéaux, ont été une constante. Mais l'on peut considérer que les prisons ne sont en fait qu'un autre lieu où s'exerce la répression de l'État, et donc un autre lieu de combat et de résistance pour ceux qui luttent contre cette oppression.

Ceux qui ont mené à l'extérieur la lutte contre l'oppression, pour la liberté et l'indépendance et qui ont été faits prisonniers, ont naturellement continué cette lutte à l'intérieur des prisons.

Nous allons nous attacher à montrer que rien de ce qui se passe en Turquie n'est isolé ou déconnecté, et qu'aucune des politiques appliquées pour les prisons dans ce pays depuis plus de 20 ans n'est propre à celui-ci.

Partout dans le monde la lutte est menée contre l'impérialisme et l'exploitation et dans les prisons de chaque pays la classe dirigeante pratique les mêmes politiques qui ne sont différentes qu'en nuance les unes des autres. Ceci montre que ces politiques carcérales sont centralisées sur un point et, à un niveau mondial, que les leçons nées à la lumière des expériences conduites et reproduites, sont développées et encore une fois utilisées dans une forme exportée contre les peuples des pays néo-colonisés. Le centre de tout ceci est l'impérialisme. Militairement et politiquement, la contre-guérilla s'exerce par des structures créées et financées par l'impérialisme.

Dans nombre de pays soumis à l'impérialisme, l'OTAN, la CIA, l'Union Européenne et une foule d'officines liées à l'impérialisme nord-américain ont ouvert des centres d'entraînement où l'on enseigne les techniques de la torture, du meurtre, de l'oppression et de la répression sous toutes ses formes. Aujourd'hui, lorsque les politiques carcérales sont discutées, le rôle et l'influence des USA doivent être pris en compte.

A l'intérieur de la société dans laquelle nous vivons se livre une guerre entre la classe dirigeante et le peuple opprimé et dans chaque bataille, chacun cherche la victoire pour lui seul au détriment de l'autre. Pour les classes dirigeantes elles-mêmes, les prisons ne sont rien d'autre qu'un lieu où l'opposition (armée ou pas) passe une période de temps et où elles peuvent mettre à profit le fait que les prisonniers soient sous le joug de sa loi. Pour cette raison, dans les prisons, la condition des prisonniers pour gagner est de ne pas se rendre, de ne pas accepter cet état de fait et de résister à la volonté de la classe dirigeante ; même si cela doit entraîner leur mort… Ceux-là ne seront jamais défaits, et l'Histoire est remplie d'exemples car si aujourd'hui on considère que l'être humain a des droits c'est parce que cer-

tains ont refusé, un jour, d'abandonner ces droits. L'État turc quant à lui essaie d'annihiler ces droits.

Tout ceci est contenu dans les prisons turques, avec leurs tortures, leurs massacres et leurs systèmes d'isolation. Dans les prisons militaires, il existe le règlement appelé « 13/1 » et que l'on retrouve placardé partout ; ce règlement est issu du code militaire.

« Chaque jour la barbe doit être rasée, tous les quinze jours une coupe de cheveux ne laissant que trois millimètres doit être faite. Durant les comptages, les prisonniers doivent rester immobiles contre les murs. Seuls un nombre restreint de prisonniers est autorisé à voir des visiteurs ou un avocat. Le soir, ils doivent être couchés à 22h. Toute demande doit être effectuée selon des normes militaires tant sur le fond que sur la forme et doit être adressée au *Bureau du Commandant*. Lors des séances d'exercices, les prisonniers ne sont pas autorisés à parler à des prisonniers de dortoirs différents. Tous les soldats, quel que soit leur grade, doivent être appelés *chef* par les prisonniers qui doivent se tenir au garde-à-vous dans une tenue correcte. Dans les dortoirs, les chants populaires ou militants sont interdits… »

Dans cet ouvrage de réglementations, les cigarettes ne peuvent être fumées dans les dortoirs, les simples soldats n'ont pas le droit d'adresser la parole aux prisonniers et il y a ainsi de nombreux paragraphes du même genre.

Pour la junte, les prisonniers sont des « soldats » et doivent être des « soldats ». C'est-à-dire que c'est l'État qui décide de votre vie, de ce que vous devez faire, penser ou dire suivant des ordres que lui seul donne. Chaque refus, aussi minime soit-il, est considéré comme une rébellion et est alors prétexte à des coups voire à la torture ou au meurtre. C'est cela tous les jours dans les prisons de Turquie.

Les prisons militaires ont la particularité que les prisonniers peuvent être amenés rapidement à un poste de police pour y subir un interrogatoire, mais pas plus que nécessaire, et pour des interrogatoires à répétition cela se passe au sein de la prison elle-même. Ces interrogatoires, où la torture est quasi systématique, ont pour but d'anéantir le prisonnier. Aux premiers temps de la junte, les tortures étaient d'une telle violence physique que les autorités y ont mis un bémol car elles se montraient en fait moins efficaces ; mais ce fut pour adopter des modes plus subtils et des méthodes nouvelles.

Les « Prisons spéciales de Type E » apparurent en 1982 sous la forme d'une loi. Ces prisons furent présentées comme des dortoirs mais dans chacune d'elles se trouvaient des zones réservées à l'isolement et à l'observation des prisonniers. Dès que des prisonniers passèrent dans ces zones réservées, ils y furent soumis aux mauvais traitements et à la torture pour des durées d'environ un mois.

L' « observation » correspondait aux personnes qui venaient des cellules d'isolement pour vérifier s'ils cessaient toute forme de résistance et s'ils adhéraient aux règles de la prisons, ceci avant de les faire réintégrer le cadre général de la prison.

L'intention des autorités était déjà de diviser les prisonniers et de les séparer les uns des autres. En 1882 et 1983, il y eut des changements dans le Code Pénal turc en rapport avec les prisons. Il ne fut pas facile pour l'État de mettre en place ces nouvelles mesures basées sur un renforcement de la discipline et des mesures répressives, rabaissant encore plus bas la dignité humaine ; et ceci est encore difficile pour lui aujourd'hui. Depuis la résistance n'a pas cessé, car résister c'est le combat du juste contre l'injuste, de la légitimité contre l'arbitraire, de la dignité humaine contre les pratiques inhumaines.

Les grèves de la faim, spécialement dans un endroit où, comme dans les prisons, les moyens de lutte sont limités, devinrent une arme de plus en plus importante de la lutte. Les grèves de la faim devinrent une arme politique contre la junte dans le cas de situations exceptionnelles. Pendant cette période, les prisons furent un centre de l'opposition populaire. Dans toute action, qu'elle soit physique ou pas, la caractéristique principale est la volonté et la supériorité morale. Ainsi, depuis les premières grèves de la faim contre la junte jusqu'à aujourd'hui, elles ont été une arme effective.

Étendre les droits ou au contraire les restreindre, ne constitue qu'un aspect de cette guerre. Si l'arme de la classe dirigeante est la confiscation de ces droits, celle des prisonniers est la résistance car avec la résistance il est possible détendre les droits. La forme de chaque lutte est acquise comme résultat d'une « expérience ». Ce principe était valable sous la junte et cette dernière utilisa un nombre varié d'attaques physiques et psychologiques dans le but de détruire la supériorité morale des prisonniers et les contraindre à accepter les lois.

L'opération de collecte des vêtements civils commença dans le Block E « Siberia » de la prison de Metris le 14 janvier 1984. Par force les autorités enlevèrent les affaires civiles, laissant les prisonniers avec leurs seuls sous-vêtements. A partir du 16, les autorités de la prison commencèrent à forcer les détenus de s'habiller avec des uniformes dits de « prisonniers ». Jusqu'au 2 février, Metris fut le lieu de tortures.

Le but particulier recherché par les autorités par le port de ces uniformes de prisonniers, était de faire accepter aux prisonniers leur condition de captifs, de contrer leur initiative propre quant à l'habillement, et de créer chez eux une sorte de syndrome psychologique d'être un « criminel » par rapport à leur tenue de bagnard … etc. Tous ceux qui refusèrent furent punis de différentes manières. Ils ne furent plus autorisés à se rendre sur l'aire d'exercice ou aux visites, ils ne recevaient plus d'autres habits ou affaires personnelles, seule la nourriture avariée leur était donnée, en hiver ils étaient laissés au froid pendant des heures, interdiction de posséder des livres,

d'écrire, d'écouter la radio ou de regarder la télé… Sous le prétexte de fouilles, l'ensemble de leurs biens furent peu à peu confisqués, même si cela comportait des pièces pour leur défense. L'eau chaude leur fut interdite pour se laver ou faire leur linge. Tout cela fut le prix payé pour ne pas se rendre.

La résistance au port des uniformes en prison fut, du point de vue de la qualité et du prestige, d'une importance historique. Cette résistance au port de l'uniforme devint rapidement un symbole. Il y a eut plusieurs exemples à travers le monde montrant que si l'avant-garde révolutionnaire du peuple dans les prisons se rend, alors l'opposition populaire régresse aussi et le fascisme avance. Si au contraire la résistance se développe entre les quatre murs de la prison, alors elle crée un vague qui se transmet au peuple et fait avancer la lutte populaire pour les droits et la liberté. De là naît une tradition de résistance et d'extension de la guerre contre le fascisme.

Déjà à cette époque les revendications de ceux du Devrimci Sol et du TIKB qui entrèrent en grève de la faim étaient les mêmes que celle qui furent faites en 1996 ou encore récemment. A savoir : la fin des tortures et des répressions dans les prisons, la fin du port obligatoire des uniformes, le retour des droits sociaux et humains, l'abolition du statut de « prisonnier militaire » et la reconnaissance des droits des prisonniers politiques…

Ces premières grèves de la faim jusqu'à la mort permirent aux prisonniers de faire reculer les autorités, de garder leur identité politique et leur cohésion.

Avec l'adoption de la loi de repentance « n° 3216 » le 19 juin 1985, l'acceptation des mesures carcérales et la collaboration avec les autorités étaient encouragées et favorisées. Tout était fait pour que les prisonniers aient une réaction individuelle au sens où pour quitter la prison ils devaient quitter leur organisation révolutionnaire. Mais en définitive, peu de prisonniers succombèrent aux sirènes de l'État et sur des milliers, seuls 100 ou 200 bénéficièrent de cette loi, ce qui montre que la tactique des autorités basée sur le reniement et la trahison, fut un échec.

En juillet 1988, le ministre de la justice Mehmet Topac remit à l'ordre du jour le port obligatoire des uniformes en prison, la restriction des visites et des consultations d'avocat, la réduction des temps d'exercice, la limitation de la correspondance, la réglementation quant aux coupes de cheveux, aux livres et magazines … etc. Ceci prit la forme le mois suivant d'une légitimation législative.

Les autorités de Gaziantep et Eskisehir commencèrent la mise en place de ces mesures par des attaques, méthode qui devenait une généralité pour toute application nouvelle. Le même jour, les prisonniers entamèrent des grèves de la faim. Rapidement, 2000 prisonniers de 12 prisons rejoignirent le mouvement contre la mise en application de cette loi



dite du « 1er août ». Pour la première fois des proches et parents se joignirent également au mouvement à l'extérieur. Partout, la grève de la faim appelait à la lutte.

En fait cet appel remontait à 1986. Avec leurs morts de 1984, les prisonniers avaient prouvé leur courage et le fait qu'ils puissent vaincre ; désormais cette résistance pouvait être une action de masse. Ces nouveaux actes de résistance héroïques durèrent les mois d'octobre et de novembre 1988 et firent une fois encore reculer l'État qui retira sa loi.

Onze ans après le coup d'État du 12 septembre, des milliers de prisonniers continuaient de payer le prix des lois établies alors pour les prisons. Pendant cette période, plusieurs campagnes furent organisées pour alerter l'opinion publique nationale mais aussi internationale de cette législation et des pratiques ayant cours dans les prisons. La politique de l'oligarchie dans les prisons était montrée comme une faillite, et les prisons comme l'endroit le plus visible des mensonges quant aux prétendus statuts démocratiques adoptés par elle. Face à leur échec, les autorités furent forcées de faire quelque chose. Le gouvernement ANAP, qui arriva au pouvoir en 1991, aborda trois thèmes basiques sur le sujet et les mit à l'ordre du jour dans le but d'isoler les prisonniers (ce qui n'avait pût être réalisé pendant les onze ans de junte) et de se laver les mains de la répression en prison ; il abolit les paragraphes 141-142 et 163, légalise en partie la langue kurde et réduit les peines des prisonniers politiques. L'abolition des paragraphes 141-142 et l'ajournement de la Loi dite « Antiterroriste » entraîna une baisse des réactions populaires. Profitant de cette apathie, la Loi Antiterroriste fut finalement appliquée…

Simultanément à l'application de la Loi Antiterroriste, différentes choses concernant directement les prisonniers commencèrent à être mises en place : le but ultime visant à l'isolement des prisonniers. On se mit à prévoir puis à construire de nouvelles prisons, pensées dés leur origine dans ce but.

« Nous devons accélérer dans les prisons la politique d'isolement relationnel des prisonniers et celle de leur réhabilitation. Nous devons changer leur esprit, ou mourir… » telle était la décision prise en 1988 par le comité Antiterroriste de l'OTAN. Le

concept émergeant derrière cette décision était le suivant : prisons de type cellulaire, c'est-à-dire, cercueils et cellules de mort…

Pour mener à bien ce projet, des experts vinrent des USA. Avec cette aide, elle-même élaborée à partir de diverses expériences dans le monde entier, pris forme la prison appelée de « Type turc ». Ce nouveau type venait après les «Type E », « Type L », « Type O » et autres « Special Type ». Depuis 1983, tous ces types ainsi qu'un large éventail de réglementations internes furent essayés, sans succès, pour briser la résistance des prisonniers et celle du peuple.

En octobre 1990 s'est ouverte à Eskisehir une prison de type cellulaire et celle-ci fut présentée à l'opinion publique comme étant une mise aux normes du standard européen mais la résistance qui s'organisa immédiatement l'obligea à fermer. Les autorités rusèrent et réouvrirent la prison en tant que centre de transit ou de dépôt. En fait début novembre 1991, le nombre des prisonniers détenus était de 206. Mais là encore la résistance, grève de la faim et manifestations de soutien, eut raison des autorités qui fermèrent à nouveau Eskisehir le 24 novembre et arrêtèrent les transferts.

Le 27 juillet 1993 une circulaire fut diffusée afin d'envoyer les prisonniers de la prison de Sagmalcilar vers des prisons de province où ils seraient mis dans des conditions d'isolement et cela en impliquant la création d'une base légale pour le faire ; ce qui fut fait entre les 9 et 24 août par la diffusion d'autres circulaires ayant cadre de loi. A ceci s'ajouta une Résolution (7 et 17 septembre) qui pris place dans ce but au sein du Code Pénal. Le signe que l'attaque de l'État était lancée devint clair.

Les prisonniers entamèrent immédiatement une Résistance générale et dans toutes les prisons concernées, ils se mirent en grève de la faim. Une fois de plus, les autorités durent abroger ce qu'elles venaient de mettre en place.

En janvier 1995, le premier sujet traité lors du Conseil national de sécurité était : *« Des mesures sont à prendre quant à la situation dans les prisons »*. A l'issue de ces réunions on pouvait résumer les décisions des autorités par leur but à atteindre : *« Nous devons faire en sorte que les prisons cessent d'être des camps d'entraînement pour les prisonniers politiques »*. Cette résolution prévoyait de ne plus céder face à la résistance des prisonniers et de s'y opposer par la force même si cela devait impliquer la mort des prisonniers. La lutte des révolutionnaires dans les prisons devait cesser d'être un exemple pour le peuple. Pour cela, l'État devait mettre en place des mesures d'action, basées sur la contrainte tant physique que psychologique, et prévues sur le court, le moyen et le long terme. Tout ceci fut préparé personnellement par le Conseil national de sécurité et devait être mis en pratique par les forces de la contre-guérilla elles-mêmes. Partout, des dizaines de prisonniers furent battus, torturés, isolés à titre d'exemple pour les autres et ceci fut relayé par une action médiatique de propagande et de désinformation légitimant tout cela (guerre psychologique).

Le Ministre de la Justice écrivait dans un guide qu'il destinait à la gestion des prisons : *« Les terroristes ne doivent pas pouvoir communiquer entre eux. Car quand un prisonnier ne communique pas il ou elle mourra comme un poisson hors de l'eau. Quand les sources qui nourrissent l'esprit du terroriste sont coupées ou taries, c'est sa capacité révolutionnaire qui est éradiquée. Ce qu'il faut c'est couper toute communication du prisonnier terroriste avec son environnement, le monde, les organisations illégales… En prenant avantage de la situation créée, les autorités pénitentiaires pourront ainsi amener le prisonnier à reconnaître sa culpabilité et la criminalité de ses actes, et ainsi le purifier… »*

Le 21 septembre 1995, une tension provoquée à la suite de l'évasion de 4 prisonniers du DHKP-C de la prison de Buca tourne au massacre. Les prisonniers édifièrent des barricades afin de se retrancher dans leurs dortoirs. L'attaque des autorités fut alors menée avec la plus grande violence.

Dés que la situation à Buca fut connue, toutes les autres prisons entrèrent en résistance en refusant d'être comptées, en montant des barricades ou en employant d'autres moyens. Le 25 septembre, la Résistance Générale des prisons annonce le début d'une grève de la faim illimitée visant à « soutenir les prisonniers de Buca, à mettre fin aux attaques contre l'identité politique des prisonniers et l'arrêt des cellules d'isolement ». Cette grève dura 44 jours et vit une nouvelle fois les autorités reculer momentanément. En effet, des événements identiques ne tardèrent pas à se produire à la prison de Umraniye. A l'issue de cette nouvelle lutte se créèrent le DETUDAK (destiné à la solidarité extérieure) et la CMK (Coordination Centrale des Prisons, chargée de la résistance intérieure).

Le 26 mars 1996, les prisonniers dirent : « Le nouveau programme des autorités et leurs préférences politiques signifient que leurs choix vont dans le sens de plus de terreur et plus de massacres contre notre peuple. L'une des cibles les plus importante des autorités est sans contexte les prisons. Aussi, pour cela nous devons nous attendre et nous préparer à de nouvelles attaques… »

Le 6 mai 1996, la nouvelle prison d'Eskisehir composée de cellules d'isolement ouvrit à nouveau ses portes ; officialisée en cela par une circulaire. Cette même circulaire entérine des modifications effectuées dans les prisons de Sagmalcilar, Buca, Umraniye et Diyarbakir dont une partie des prisonniers est transférée de force. A chaque fois, le but des autorités vise à isoler les prisonniers et / ou à les transformer en collaborateurs. Une nouvelle grève de la faim fut entamée par les prisonniers dont douze périrent entre les soixantième et soixante-dixième jours en faisant reculer les autorités.

Le 24 septembre 1996, était un jour de visite à la prison de Diyarbakir. Alors qu'un groupe de prisonniers se rendait à la visite une provocation fut organisée par les autorités qui tentèrent de transférer de force 30 d'entre eux vers la prison de Gaziantep. Les prisonniers furent attaqués par des équipes de forces spéciales, de la police politique et de la gendarmerie ; dix prisonniers du PKK furent tués à coup de barres de fer lors de l'affrontement. Tout laisse à penser que ce massacre n'était pas fortuit mais organisé à l'avance afin de montrer que l'État n'hésiterait pas à tuer ceux qui lui résistent.

En parallèle la construction de prisons ou la modification de celles existantes en vue d'introduire la réforme visant à mettre les prisonniers en isolement se poursuivaient. Ceci étant présenté par la presse officielle comme des « améliorations » nécessaires ; insidieusement, le projet progressait. De plus en plus le terme de « cellule » était abandonné au profit de celui plus « présentable » de « chambre ». En août 1997, les lieux suivants furent retenus pour servir de projet pilote : Nigde, Nevsehir, Burdur, Afyon, Amasya, Usak et Cankiri ; des crédits furent alloués massivement pour modifier 32 prisons de Type-E et 14 prisons de Type-Spécial.

Déjà à la prison de Usak, 47 cellules étaient prêtent ; construites de manière à contenir 4 prisonniers. A Cankiri, 80 cellules dont 24 d'isolement complet pour un prisonnier.

Ce que l'on appelait officiellement (et pudiquement) des « chambres individuelles » étaient en réalité des cellules de 4 mètres de long, 2 mètres de large et 2,2 mètres de haut. Au niveau de la porte, la hauteur pour y pénétrer n'est que de 1,5 mètre avec une marche de 50 centimètres. Sur la porte d'entrée se trouve en outre deux ouvertures : une de 15x10 centimètres pour regarder à l'intérieur, et une de 18x18 centimètres, au ras du sol, pour passer la nourriture. A 1,5 mètre de la porte sur le côté gauche, se trouve un lavabo et un WC de type occidental. Sur le côté droit se trouve une table et une chaise et un lit. Une petite fenêtre complète ce tableau mais ne permet pas à une lumière directe de pénétrer dans la cellule. La zone d'exercice, où le prisonnier se retrouve là encore seul, est en fait un espace de 6x5 mètres entouré de murs de 8 mètres de haut sans lumière directe du soleil et où il est impossible de faire du sport. Le système d'éclairage est commandé de l'extérieur de la cellule.



Un temps, les autorités dirent qu'en fait ces cellules d'isolement étaient faites pour les prisonniers contagieux, les homosexuels ou pour des personnes nécessitant une quarantaine ; mais c'était bien pour les prisonniers politiques qu'elles avaient été construites.

Dans la nuit du 26 septembre 1999, des prisonniers révolutionnaires ont été délibérément massacrés à la prison de Ulucanlar après des mois de provocations et de refus d'entendre leur revendications. Dix d'entre eux périrent et des dizaines furent gravement blessés.

En conclusion, nous souhaitons répéter une fois encore que le problème des prisons en Turquie est un problème de justice et de démocratie, de droits et de libertés au quotidien pour le peuple.

En Turquie aujourd'hui, le peuple a deux options devant lui : garder le silence et baisser la tête face aux exactions, le manque de justice et de droits, ou se dresser contre tout cela. Les attaques faites contre les prisonniers politiques sont des attaques contre le peuple, leurs résistances sont les résistances du peuple.

La sous-commission parlementaire des droits de l'homme de Turquie a rendu public le 13 mars 2000 son rapport concernant les émeutes en septembre 1999 de la prison d'Ulucanlar au cours desquelles 10 prisonniers politiques avaient perdu la vie. En raison des dissensions entre les députés, deux rapports différents ont été rédigés ; l'un par les députés de la Mère patrie (ANAP), du Fazilet (FP - islamiste) et de la Juste Voie (DYP) qui ont fortement mis en cause les autorités pénitentiaires, et l'autre par les députés gouvernementaux du parti de la Gauche démocratique (DSP) et du parti néopasiste de l'Action nationaliste (MHP) largement plus cléments sur le rôle des autorités.

Dans le premier rapport, les députés Sebgetullah Seydaoglu (ANAP), Mehmet Bekaroglu (FP), Mustafa Eren déclarent, qu'à partir de l'enquête effectuée et les témoignages recueillis, ils en viennent à la conclusion que « *l'opération avait été planifiée* ». Les parlementaires portent de sérieux doutes sur l'existence des armes qui auraient été découvertes (une Kalachnikov, 7 pistolets, un fusil de chasse) dans la prison. Ils déclarent à ce sujet que lors de la première perquisition, aucune arme automatique n'avait été trouvée et qu'elle a fait son apparition lorsqu'un des détenus a soutenu que *« les premiers tirs venaient d'une arme automatique ».* Les parlementaires continuent en s'interrogeant : « *si ces armes existaient pourquoi est-ce qu'elles n'ont pas été utilisées contre les forces de l'ordre mais seulement contre les détenus ? »* Par ailleurs, l'existence d'un tunnel a été également mise en doute.

Le rapport dénonce de même le fait que le procureur près de la Cour d'Ankara n'a pas daigné de répondre aux questions des députés et que les cassettes enregistrées lors de l'émeute n'ont pas été remises à la commission. Les parlementaires se demandent également pourquoi d'autres méthodes plus appropriées (bombe lacrymogène etc.) n'ont pas été utilisées. Mais le point le plus obscur reste les nombreuses traces de tortures mais aussi de brûlure à l'acide trouvées sur les corps des victimes. Le rapport souligne également le retard des interventions médicales qui ont eu lieu une à trois heures après les décès, hormis pour deux cas.

Extrait du bulletin n°180 (Mars 2000) de l'Institut Kurde de Paris

PENSÉES ENFERMÉES

A trois heures d'avion de la France, en Turquie, on enferme les personnes pour leurs opinions politiques. Témoignage d'un exilé ayant visité lorsqu'il était enfant son oncle emprisonné (Texte tiré du site http://www.asile.org/errances/)

Petit, je ne pouvais rester dans un lieu clos. L'idée même d'un enfermement m'effrayait. Je devenais subitement asthmatique. L'envie de courir sous le ciel libre, sur la terre indépendante, vers des horizons infinis me prenait et je courais, je pensais et la liberté, cette chose invisible prenait corps dans ma tête. Elle était terre, ciel, enfant, animal, elle était corps et âme, elle devenait bonheur. Elle était ma mère, mon père, mon oncle enfermé à la prison de Malatya.
Petit j'avais un oncle, il était révolutionnaire et on l'avait arrêté pendant le coup d'État militaire de 1980. Il était mon oncle et l'idée, qu'il soit enfermé pour ses opinions politiques, était dégradant. Non pas pour nous mais pour ceux qui l'avait enfermé entre ces murs épais et froid d'une prison.
Et cette année, c'était mon tour de lui rendre visite. Il paraît qu'il voulait voir comment son neveu avait grandi. Mon père pour l'occasion m'avait acheté de nouveaux habits et de ma ville natale jusqu'à sa prison, une si longue, une si courte distance nous séparait. Si courte, parce que une centaine de kilomètres nous séparaient. Si longue, parce que c'était la première fois que j'allais aussi loin.
C'est lors de cet événement que je découvrais plusieurs choses pour la première fois de ma vie : un autocar dans lequel on vous sert des rafraîchissements, les chemins de fer, le train et le plus important la prison. Plusieurs années après, je devais découvrir encore pour la première fois, lors d'un autre voyage : celui de ma venue en Europe, la bicyclette, mes sentiments envers celle que j'aimais, la douleur d'être loin de ma mère le bonheur d'être avec mon père …
Arrivé à Malatya, le paysage n'était que chaos, n'était que désert. Dehors, assis au pied du mur imposant de la prison, les familles, les enfants, les femmes, les souvenirs cherchaient à se protéger du soleil, en s'adossant à ce mur qui ne leur offrait qu'un mince trait d'ombre. Tout était contradiction. Ils devaient casser ce mur, prendre les leurs et partir. Mais non, ils cherchaient à se protéger en s'appuyant contre lui, en attendant que la porte qui les sépare des leurs s'ouvre.
L'attente devant les portes des prisons est infernale. Tous étaient impatients. Ce jour là je ne l'étais pas car j'étais petit et le malheur des autres ne me touchait pas. Pourtant, en 1989 je devais rendre visite à un cousin arrêté pour délit de clandestinité et enfermé à Fleury, ce jour là j'ai compris que l'attente devant les portes d'une prison m'était incommensurable.
A Malatya, une vielle dame s'écroulait. Tout le monde accourait vers elle. Moi j'étais loin et je ne me déplaisais pas. Une petite fille s'étouffait, tout le monde accourait. Sa mère pleurait et moi, plus loin, je jouais au foot avec les soldats, ceux qui avaient enfermé mon oncle, ceux qui avaient traité ma mère ceux qui avaient arrêté mon père. Je voulais être de leur côté... Plus tard je fus du côté de ceux pour qui l'attente devant les portes d'une prison est interminable.
Les portes se sont ouvertes avec un monde nouveau surgie du néant. Plus de chaleur estivale, plus de foot, plus d'ombre, tout était sombre et noirs, même ces gardiens qui nous contrôlaient.
Imaginez une usine, imaginez un travail à la chaîne, imaginez le plateau roulant, imaginez les ouvriers, imaginez les produits traités, imaginez les emballages de ces produits et enfin imaginez-nous dans ce corridor.
Le corridor était le plateau roulant, les gardiens les ouvriers, nous les visiteurs les produits, les prisonniers nos emballages et la prison l'usine. On vous contrôlait pour qu'il n'ait pas de confusion. Comme dans la traite des noirs africains, on s'est aligné, il ne nous manquait plus que les chaînes, elles étaient portées par ceux qui se trouvaient à l'intérieur.
Femmes, enfants, pères, mères, tous étaient contrôlés, fouillés, je voyais dans les yeux des deux parties une haine. Moi j'étais petit et je ne pouvais comprendre cette haine.
Les gardiens nous ont fait rentrer dans une cour de 100 m² environ, ce jour là les prisonniers de délit d'opinion devaient voir leurs proches. Comme s'il y avait un délit d'opinion. C'est terrible de penser, qu'en une époque si évoluée que la notre, existe une infraction relative à la pensé. Pour moi il n'y avait pas de prisonniers, il y avait seulement mon oncle emprisonné.
Dans cette cour, étaient alignées des tables sales, des chaises dans le même état. Les visiteurs devaient entrer en premier dans la cour et occuper les place autour des tables. Les délinquants d'opinion devaient être lâchés après.
Mon oncle m'apparut au loin, il était de bonne humeur. Il faut dire, qu'il était conscient du risque qu'il encourait en intégrant l'action révolutionnaire. Mais d'autres étaient plus fragiles que lui.
Petit, mes larmes coulaient d'elles-mêmes devant une scène pathétique, c'était d'ailleurs mon seul côté humain à cet âge. Au loin les pleurs d'un jeune homme, beau, grand, d'une vingtaine d'années venaient percuter tout ce que je n'avais pas de sensible en mon enfance.
Devant cette scène, la mienne avait disparu. Qui se souciait d'un oncle qui se portait apparemment bien. Dans ce monde, on se préoccupait de ceux qui se sentaient mal. Ce jeune homme en voyant sa mère – vieille dame classique de notre région, portant sur ses épaules, la douleur de ceux qu'elle avait perdus, qui n'avait que comme soulagement sa souffrance – l'a pris dans ses bras. Il l'embrassait comme un père embrasserait ses enfants, il pleurait, elle pleurait. Les lunettes du fils sont tombées, pour ne pas écourter le temps qu'il lui restait, il ne les a pas ramassées.
Devant cette scène, je ne pouvais plus rester insensible à la prison. Tout était pourtant déjà là pour me faire respirer la douleur de l'emprisonnement. Mais, c'est en ce moment précis que je comprenais la souffrance que la prison enfantait à la fois chez ceux qui étaient détenus et chez ceux qui étaient relativement libres. Depuis l'idée d'être enfermé en un lieu clos, me rend asthmatique, mais cette fois la douleur de ceux qui sont emprisonnés devient la mienne, je sors et je cours, je cours tellement fort que j'oublie tout sauf cet enfant et sa mère.
Depuis, je milite pour qu'une peine de prison reste une exception et non une institution.

Mehmet Arabaci



Cette chronologie est pour sa plus grande partie tirée du livre Portrait d'un État terroriste, Supplices subis par les prisonnier-e-s politiques dans les prisons turques*, de Garbis Altinoglu dont nous avons extrait les faits principaux. Écrit par un ancien prisonnier politique, ce livre retrace la répression qui se déchaîne depuis 1980 contre les prisonnier-e-s politiques en Turquie et met clairement en avant l'utilisation de la prison comme arme étatique contre toute volonté de résistance, à l'extérieur comme à l'intérieur. G. Altinoglu, dans son introduction, rappelle qu'il est évidemment impossible de relater exactement l'étendue de la répression et des violences en Turquie et qu'il n'a aucune prétention à l'exhaustivité. Cette chronologie non plus car nous n'y avons pas inclus le détail de tous les décès de prisonnier-e-s mort-e-s sous la torture, sous les coups, massacré-e-s ou décédé-e-s en suicide de protestation. Le livre de G. Altinoglu n'est pas encore disponible en langue française mais une traduction a été réalisée par le Secours Rouge Pierre Overney qui lance une souscription en vue de sa parution.*

CHRONOLOGIE DE LA RÉPRESSION ET DE LA RÉSISTANCE DANS LES PRISONS

Nous ne disposons pas d'informations précises sur la situation dans les prisons avant le coup d'État de 1980, si ce n'est au travers de la répression contre les organisations alors en lutte contre le pouvoir d'Ankara.

1980

Le 12 septembre, l'armée prend le pouvoir. 60 000 arrestations de suspects d'activités terroristes. Près de 47 000 d'entre eux sont déférés devant les tribunaux : ±2000 « séparatistes » kurdes; ±6000 cadres et militants d'extrême droite; ±39 000 cadres et militants d'organisations marxistes-léninistes armées.

Environ 5000 révolutionnaires s'enfuient en Europe (Allemagne fédérale) ou au Proche-orient (Syrie).

L'armée saisit 152 000 armes de poing, 40 000 armes automatiques; des mortiers, des mines et des lance-roquettes par milliers et même des missiles anti-aériens.

1981

24 JUILLET : Attaque aux grenades lacrymogènes contre des dortoirs de la prison militaire Metris d'Istanbul où des prisonnier-e-s refusaient l'extraction, synonyme de torture, de l'un-e des leurs. Plusieurs d'entre eux/elles seront bastonné-e-s.

24 DÉCEMBRE : Attaque aux grenades lacrymogènes contre des dortoirs de la prison militaire Alemdag où des prisonnier-e-s refusaient l'extraction de l'un-e des leurs. Trois mort-e-s et une dizaine de blessé-e-s.

1982

21 MARS : Un prisonnier se pend à la prison militaire de Diyarbakir pour protester contre la torture. Deux autres prisonniers sont assassinés.

17 MAI : Cinq prisonniers s'immolent à la prison militaire de Diyarbakir pour protester contre les conditions de détention.

14 JUILLET : Lors de leur procès, des combattants du PKK informent les juges de la Cour de Sécurité d'État de Diyarbakir qu'ils commencent un jeûne à mort pour dénoncer les tortures.

20 DÉCEMBRE : Un prisonnier du MLSPB est blessé par balle et tué durant une tentative d'évasion à la prison militaire Hasdal d'Istanbul.

1983

JUIN À JUILLET : Environ 2500 prisonniers politiques sont en grève de la faim contre le port de l'uniforme.

1984

28 JANVIER : Un prisonnier se suicide pour protester contre la torture systématique et les conditions inhumaines de détention à la prison militaire de Diyarbakir.

1ER AVRIL : Des prisonnier-e-s du TIKB et de Devrimci Sol entament une grève de la faim de protestation contre le port obligatoire de l'uniforme et la négation des droits élémentaires des prisonnier-e-s. Une partie des grévistes de la faim transformera son action en jeûne à mort. Les 14 et 24 juin 1984, après plus de deux mois de jeûne à mort, quatre prisonnier-e-s décèdent à la prison militaire Sagmalcilar d'Istanbul. Des grèves de solidarité ont également lieu dans d'autres prisons.

Au 1er décembre 1984, 41 952 suspects de terroristes ont été jugés par les cours martiales turques. 6827 prévenus ont été condamnés à des peines de prison (de un an à la perpétuité) et 28 sentences de mort ont été exécutées. 5620 prévenus sont encore en détention préventive, 550, en fuite. 28 927 prévenus sont en liberté provisoire dans l'attente d'un procès, ou ont été acquittés.

1988

26 JANVIER : Refusant la fouille des dortoirs à la prison de type L d'Eskisehir, plus de 10 prisonnier-e-s sont blessé-e-s par une attaque des matons.
9 FÉVRIER : Un prisonnier décède après 11 jours de grève de la faim pour obtenir le droit de parler avec les visiteurs en Kurde.
17 MAI : Sous le prétexte de la découverte d'un tunnel d'évasion, des prisonnier-e-s sont enfermé-e-s dans leurs dortoirs et laissé-e-s pendant quatre jours sans nourriture et sans eau à la prison de type E d'Aydin. Le 21 mai, les militaires attaquent les dortoirs et blessent 49 prisonnier-e-s, et en transfèrent 32. En protestation, 280 prisonnier-e-s font une grève de la faim de 30 jours.
22 MAI : Des prisonnier-e-s transféré-e-s de la prison de Diyarbakir à la prison de type spéciale de Gaziantep entrent en grève de la faim. 60 d'entre eux/elles seront blessé-e-s lors d'une attaque des matons.
30 SEPTEMBRE : Afin de les contraindre au port de l'uniforme, des soldats attaquent et blessent les prisonnier-e-s de la prison de type E de Bursa. 214 se mettent en grève de la faim et une soixantaine sont transféré-e-s vers la prison de type E de Canakkale.
OCTOBRE - NOVEMBRE : Grèves de la faim en protestation contre les tentatives de restreindre les droits durement acquis des prisonniers politiques. Plus de 2000 d'entre eux ont pris part à cette action, laquelle toucha plus de 20 prisons dans toute la Turquie.
22 OCTOBRE : Plus de 2000 soldats et policiers entrent dans la prison de Diyarbakir, dans l'intention de chercher des tunnels d'évasion. Cette soi-disant opération de recherche englobe des maisons près de la prison, autour de laquelle des milliers de soldats étaient déployés. Tous les prisonnier-e-s politiques sont emmené-e-s dans les cours de la prison et forcé-e-s d'attendre là de 15 heures à minuit. Dans le même temps, les dortoirs sont minutieusement fouillés, la plupart des effets personnels des prisonniers pillés et détruits. Le soir du 23 octobre, des milliers de soldats et de policiers entrent une fois de plus dans la prison et les détenu-e-s sont informé-e-s de l'ordre de déportation de vingt des leurs. Devant le refus de laisser leurs camarades être déporté-e-s, une centaine d'entre eux/elles sont bastonné-e-s et une vingtaine transférée vers la prison spéciale d'Eskisehir avant d'être mis-e-s en l'isolement.
3 NOVEMBRE : Des matons et des soldats attaquent 33 prisonnier-e-s qui étaient en grève de la faim à la prison d'Adana.

1989

5 MAI : Après la découverte d'un tunnel d'évasion, les autorités de la prison spéciale de Sagmalcilar interdisent les visites des avocats, des proches ainsi que les lettres. Le 14 mai, 165 prisonnier-e-s sont transféré-e-s vers la prison spéciale de Bartindans et 40 autres sont transféré-e-s dans la prison 1 de Sagmalcilar à Istanbul. Ils/elles y seront matraqué-e-s pendant plus de 6 heures et tous leurs effets personnels détruits.
2 AOÛT : Après avoir été transférés de la prison spéciale d'Eskisehir vers la prison de type E d'Aydin, deux prisonniers meurent d'étouffement. Ils étaient en grève de la faim pour protester contre la confiscation de leurs droits, après que les autorités de la prison aient découvert un tunnel creusé par les prisonniers. Au 35ème jour de la grève de la faim, il leur est intimé de préparer leurs effets en une heure.

1990

7 OCTOBRE : 95 prisonnier-e-s de la prison n°1 de Diyarbakir sont tranféré-e-s vers les prisons de Nazilli, Bartin, Malatya, Aydin, Bursa, Amasya et Canakkale. Des éléments des Équipes Spéciales, des soldats et des policiers attaquent ceux/celles qui s'y opposaient, les blessant et détruisant leurs effets personnels.
30 OCTOBRE : Devant le refus qu'il leur était fait de recevoir des visites, des prisonnier-e-s de la prison d'Amasya protestent mais sont sévèrement battu-e-s et jeté-e-s à l'isolement où ils/elles se mettent en grève de la faim.

1991

16 AVRIL : Des soldats entrent dans des dortoirs de la prison spéciale Ceyhan d'Adana sous le prétexte d'une opération de fouilles régulière, durant laquelle neuf prisonnier-e-s politiques furent grièvement blessé-e-s. Les effets personnels des prisonnier-e-s sont pillés et détruits durant l'attaque, y compris l'argent, les livres, les montres, les vêtements, la nourriture, etc.
30 OCTOBRE : Des soldats et des matons attaquent les prisonnier-e-s de la prison Ulucanlar d'Ankara à

la suite du succès de la tentative d'évasion de deux prisonnier-e-s.
2 AU 4 NOVEMBRE : 213 prisonnier-e-s sont transféré-e-s de force vers la prison spéciale d'Eskisehir, composée de cellules d'isolement. A leur arrivée, ils/elles furent battu-e-s, torturé-e-s, rasé-e-s de force puis jeté-e-s dans des cellules où ils/elles commencent une grève de la faim. Une inspection médicale des prisonnier-e-s conduite par un groupe de quatorze médecins confirma que plus de 200 d'entre eux/elles avaient été battu-e-s et torturé-e-s. A la suite de la grève de la faim, cette prison fut provisoirement fermée : Ce fut la première tentative de mise en place de prisons cellulaires

1992

20 MARS : Lors de leur procès, des prisonnier-e-s qui tentaient de lire une déclaration dénonçant le régime fasciste pour le licenciement d'un grand nombre de travailleur-se-s sont battu-e-s brutalement par les soldats présents.
26 AVRIL : Dix-neuf prisonnier-e-s de la prison de type E d'Elazig sont frappé-e-s et blessé-e-s par des matons.
2 MAI : Un étudiant âgé de quinze ans, dont le nom n'a pas été divulgué, a été trouvé mort dans sa cellule à la prison de Gümüshane. Les autorités alléguèrent que le jeune s'était suicidé après une dépression.
14 SEPTEMBRE : Des centaines de matons, de soldats et de policiers attaquent les prisonnier-e-s à la prison Buca d'Izmir. Les livres sont brûlés et leurs effets personnels pillés. 58 sont blessé-e-s dont 28 sérieusement. Les prisonnier-e-s commencent une grève de la faim à la suite de l'incident.
18 SEPTEMBRE : Des proches des prisonnier-e-s politiques se regroupent devant la prison de Buca pour protester contre cette agression. Ils subissent l'attaque de la police et sont battus. Trois personnes sont blessés lors de l'événement. Une action de protestation similaire le 22 septembre rencontre aussi la violence de la police, lorsque celle-ci met en détention préventive 32 personnes, y compris des avocats et des membres de la branche d'Izmir de l'IHD. L'enquête officielle effectuée à cette époque fut bouclée le 2 novembre sans aucune conclusion positive. Elle établit que *« les prisonniers eux-mêmes étaient à blâmer pour leurs blessures et les autorités avaient seulement effectué leur travail. »*
2 OCTOBRE : Les prisonnier-e-s politiques de la prison de type E d'Elazig essayent d'empêcher un de leurs camarades d'être emmené à un interrogatoire de police, c'est-à-dire torturé, pour la seconde fois. Sur ce, des centaines de soldats et de policiers brandissant des matraques et des gourdins les attaquent, les battent sévèrement. Les prisonniers commencent alors une grève de la faim en protestation contre cette brutale agression.
9 NOVEMBRE : Deux prisonnier-e-s sont battu-e-s et blessé-e-s par le directeur et des matons à la prison de type E de Cankiri.

1993

3 JANVIER : Des centaines de soldats attaquent les prisonnier-e-s à la prison de type E de Diyarbakir. Environ vingt prisonnier-e-s sont blessé-e-s dont cinq gravement.
9 JANVIER : Plus de mille soldats attaquent les prisonnier-e-s à la prison de Malatya qui protestent contre la confiscation de leurs droits précédemment gagnés et l'insistance des autorités pénitentiaires à effectuer des méthodes humiliantes de fouilles. 62 prisonnier-e-s sont blessé-e-s, dix d'entre eux/elles le sont sérieusement. Les blessé-e-s sont emmené-e-s à l'hôpital pour un examen superficiel et bientôt ramené-e-s et jeté-e-s dans des cellules d'isolement. Les livres, les vêtements, les médicaments, la nourriture, l'argent, les montres et les autres effets personnels des prisonnier-e-s sont soit pillés soit détruits durant l'affrontement.
3 FÉVRIER : 25 blessé-e-s parmi les prisonnier-e-s lors d'une attaque des forces de « sécurité » à la prison de type E de Diyarbakir.
9 FÉVRIER : Plus de 20 prisonnier-e-s blessé-e-s lors d'une attaque contre des dortoirs de la prison Buca d'Izmir à la suite de la découverte d'un tunnel d'évasion.
9 FÉVRIER : Des éléments des soi-disant Équipes Spéciales, des commandos et des matons lancent une attaque contre la prison de type E de Diyarbakir. Plus de 200 prisonnier-e-s qui étaient en grève de la faim en protestation contre la confiscation de leurs quelques droits sont blessé-e-s, dont 69 sérieusement.
25 FÉVRIER : Les prisonnier-e-s de la prison de Nevsehir sont agressé-e-s par des soldats et des matons à coup de matraques et de gourdins, jusqu'à perte de connaissance. Immédiatement, 54 prisonnier-e-s se mettent en grève de la faim mais tous les blessé-e-s sont transféré-e-s vers la prison de Yozgat où ils/elles sont mis-es à l'isolement.
12 AVRIL : Un prisonnier meurt durant une grève de la faim à la prison de Mus. Il avait été frappé d'une hémorragie cérébrale au quinzième jour de l'action commencée en protestation contre les politiques répressives du régime turc en prison.

1994

Pour cette année, l'IHD établit que 14.473 personnes ont été mises en détention préventive., 1209 personnes ont été arrêtées, 328 ont été signalées disparues, 292 furent victimes de crimes inexpliqués, 298 furent tuées lors d'exécutions sommaires ou sous la torture, environ 5000 furent tuées lors de confrontations armées, 458 furent tuées et 574 blessées lors d'actions visant des civils, plus de 1000 furent torturées et les descentes de police contre les organisations de masse, les associations politiques et les publications furent au nombre de 119. Pour la période de 1994-1997, l'IHD dénombre 1578 morts et 182 blessés dans des meurtres et attaques inex-

pliquées, 724 exécutions sommaires et morts en détention préventive, 14267 décès lors de confrontations armées, 958 décès lors d'attaques ciblant des civils, 1267 blessés lors des attaques ciblant des civils, 808 déclarés disparus en détention préventive, 3124 torturés, 76688 mises en détention préventive, 6654 arrestations, 1834 villages et hameaux évacués, 611 sites bombardés, 508 associations, syndicats ou publications fermés, 639 associations, syndicats et publications perquisitionnés, 1180 membres de la presse mis en détention préventive, 466 mis en prison pour leurs opinions.

14 FÉVRIER : Des prisonnier-e-s de la prison de Mardin protestent contre une tentative d'emmener un de leurs camarades, une fois de plus à un interrogatoire de police, c'est-à-dire à la torture. Sur ce, le dortoir est attaqué par des soldats et des matons, armés de gourdins et de matraques. 18 prisonnier-e-s sont blessé-e-s des suites de l'attaque.
22 FÉVRIER : Des matons et des soldats lancent une attaque contre les prisonnier-e-s à la prison de type D de Diyarbakir. 25 prisonnier-e-s sont blessé-e-s.
3 MAI : Des prisonnier-e-s de la prison de Kayseri protestent contre la hausse des prix. Les autorités de la prison prirent prétexte de cet incident pour conduire une opération contre les eux/elles. Dix prisonnier-e-s furent blessé-e-s.
30 JUIN : Quatorze prisonnier-e-s sont blessé-e-s à la prison de type E d'Aydin à la suite d'une attaque montée par les matons conduits par le directeur.
15 JUILLET : Des soldats blessent 40 prisonnier-e-s, dont 9 sérieusement, de la prison de type E de Malatya.
19 AOÛT : A la prison centrale d'Ankara, prétextant le refus des prisonnier-e-s de laisser trois de leurs camarades être emmenés vers une autre prison pour un isolement punitif, seize prisonnier-e-s sont blessés par des matons et des soldats.
3 SEPTEMBRE : Quatre prisonnières de la prison de type E de Konya sont tabassées avec des gourdins et des tuyaux par des matons.
8 SEPTEMBRE : 400 prisonnier-e-s en grève de la faim à la prison de type E d'Elazig sont attaqué-e-s et 35 d'entre eux/elles, blessé-e-s sont transféré-e-s vers des cellules d'isolement.
4 OCTOBRE : Refusant l'extraction d'un des leurs, les prisonnier-e-s de la prison de type E de Diyarbakir sont attaqué-e-s. Une cinquantaine seront blessé-e-s, certain-e-s par balle, et un sera tué lors d'affrontements qui dureront toute la journée. Le lendemain, une partie d'entre eux/elles seront transféré-e-s vers la prison de type E de Gaziantep, sans qu'il leur soit donné le moindre traitement médical rudimentaire.
10 OCTOBRE : Dix prisonnier-e-s politiques de la prison de Sagmalcilar sont emmené-e-s à la Cour de Sécurité d'État d'Istanbul. Les soldats les battent, brutalement devant les juges, sous le prétexte de fouilles corporelles et après les ramènent sans les laisser assister au procès.
27 OCTOBRE : Des soldats attaquent des prisonnier-e-s à la prison spéciale de Bursa et les tabassent, faisant 4 blessé-e-s.
4 DÉCEMBRE : Des matons frappent et torturent sept prisonnier-e-s qui sont transféré-e-s ensuite de la prison de Diyarbakir vers la prison d'Urfa où ils/elles sont mis-es dans des cellules d'isolement.
6 DÉCEMBRE : A la suite d'une opération menée par des soldats, sous la supervision du directeur de la prison, 25 prisonnier-e-s sont blessé-e-s à la prison de Konya.
14 DÉCEMBRE : Des soldats et des matons de la prison spéciale de Bursa lancent une attaque contre les prisonnier-e-s dans une tentative pour confisquer leurs drapeaux et symboles politiques. Plusieurs prisonnier-e-s qui résistaient à cette tentative sont blessé-e-s durant la première attaque. La résistance des prisonnier-e-s qui s'étaient barricadé-e-s dans leurs dortoirs continue les 15 et 16 décembre. Une nouvelle attaque contre eux/elles est lancée le lendemain, et détruisant les murs des dortoirs, les agresseurs tabassent certain-e-s prisonnier-e-s barricadé-e-s. La plupart sont ensuite transféré-e-s dans différentes prisons.
17 DÉCEMBRE : Plusieurs prisonnier-e-s sont blessé-e-s à la prison Ulucanlar d'Ankara durant un affrontement entre les forces de « sécurité » et les prisonnier-e-s qui protestaient et essayaient d'empêcher l'exécution d'une opération arbitraire de fouille.

1995

25 JANVIER : Trois prisonniers sont transférés de la prison spéciale d'Erzurum et de la prison de type E d'Erzurum vers la prison spéciale de Bartin. Ils décrivent les conditions horribles des deux prisons dans une lettre qu'ils envoyent à la presse progressiste :

« Le 15 août 1994, des soldats, des commandos, des éléments des Équipes Spéciales et des gardiens brandissant des chaînes, des barres de fer, des gourdins nous attaquèrent et nous battirent brutalement et torturèrent tous les prisonniers politiques. La plupart d'entre nous perdirent conscience suite à l'agression et tous nous fûmes jetés dans des cellules. Nos affaires, y compris les vêtements, les livres, les journaux, les radios, les photos furent détruites et rendues inutilisables. A partir de cette date, les prisonniers politiques furent forcés à avouer et à déserter sous la torture systématique. Ceux qui résistèrent furent emmenés aux bains de la prison et forcés à endurer diverses formes de torture, tel que la traditionnelle falaka turque (bastonnade sur les plantes de pieds avec des matraques), application de courant électrique sur différentes parties du corps, reptation forcée sur le sol en ciment sans vêtement, aspergés d'eau froide, etc. La plupart des prisonniers politiques furent isolés les uns des autres et mis dans des cellules. Ceux qui allaient au tribunal ou à l'hôpital étaient régulièrement torturés à leur rentrée à la prison. Des détenus, qui étaient physiquement atteints suite aux tortures ne furent pas soignés et laissés mourir. Il y eut un nombre inconnu de prisonniers politiques qui tentèrent de se suicider. Selami Zor est décédé en se

pendant le 30 août 1994. Les autorités pénitentiaires essayèrent de porter le blâme de sa mort sur ses camarades ; ils torturèrent Erdal Bektas, Nurullah Koç et Servan Ahmet pour leur faire accepter la responsabilité de la mort de Zor. Plus tard, Arap Köseoglu essaya aussi de se pendre, mais fut sauvé quand la corde se brisa, le blessant au cou en permanence suite à la tentative. Ismet Orhan s'immola, mais ne mourut pas. Après, il fut déclaré fou et fut envoyé dans un asile à Elazig, en dépit du fait que son corps soit à moitié brûlé et il ne fut pas soigné. Abdullah Kaya essaya de s'étrangler lui-même en utilisant son uniforme de détenu, mais fut sauvé et gravement blessé dans sa tentative. Ceux qui s'engagèrent dans une grève de la faim pour protester contre ces atrocités furent forcés d'arrêter l'action par la torture. »

1ER MARS : Des soldats et des matons attaquent des prisonnier-e-s de la prison Buca d'Izmir lors de leur transfert au tribunal. Plus tard les dortoirs sont attaqués sous le prétexte de chercher du matériel interdit. 53 prisonnier-e-s sont brutalement battu-e-s et un grand nombre gravement blessé-e-s. La plupart de leurs effets personnels sont pillés et détruits.

21 MARS : 27 prisonnier-e-s de la prison de type E de Yozgat commencent une grève de la faim. La raison de cette action est la confiscation des droits des prisonnier-e-s et l'intensification de la répression des autorités pénitentiaires à la suite de la découverte d'un tunnel d'évasion à la fin de février. Des matons et des soldats frappent brutalement les prisonnier-e-s ; trois d'entre eux/elles sont blessé-e-s.

4 AVRIL : A la prison de type E d'Adana, lors d'une commémoration d'un événement révolutionnaire, les prisonnier-e-s sont agressé-e-s par les matons qui en blessent une vingtaine. Une grève de la faim de solidarité commence immédiatement.

14 AVRIL : Des soldats et des éléments des Équipes Spéciales attaquent les prisonnier-e-s de la prison d'Adiyaman, qui étaient en grève de la faim contre la confiscation de leurs droits. Trois prisonnier-e-s sont blessé-e-s.

14 AVRIL : Plus de soixante prisonnier-e-s sont blessé-e-s à la suite d'une opération montée par des soldats armés de gourdins et de matraques à la prison de Mus. La plupart des prisonnier-e-s sont transféré-e-s dans d'autres prisons après l'attaque.

4 MAI : Des matons et des soldats armés de barres de fer et de matraques montent une attaque contre des prisonnier-e-s de la prison d'Elbistan. Douze seront blessé-e-s, dont deux sérieusement.

6 MAI : Plusieurs prisonnier-e-s qui en étaient au 23ème jour de leur grève de la faim et de leur jeûne à mort à la prison de type E de Batman furent blessé-e-s suite à un assaut des forces de « sécurité ». Durant l'opération, 21 prisonnier-e-s, y compris douze en jeûne de la mort, sont pris de force dans leurs dortoirs et envoyé-e-s à la prison de Gaziantep.

27 JUIN : Des soldats et des matons menés par Hüseyin Sebekoglu, un des directeurs, attaquent les prisonnier-e-s et leurs visiteurs durant un parloir à la prison de type E d'Aydin. 17 visiteurs et 22 prisonnier-e-s seront blessé-e-s.

29 JUIN : 36 prisonnier-e-s blessé-e-s par une attaque de soldats et de matons de la prison Ulucanlar d'Ankara.

JUILLET - AOÛT : Grève de la faim, conduite par près de 10.000 prisonniers du PKK, en protestation contre la sale guerre que les militaires turcs menaient contre le peuple kurde. Les grévistes réclament une paix juste et la fin des hostilités.

8 SEPTEMBRE : Des soldats et des matons lance un assaut contre les prisonniers du PKK à la prison de type E d'Elazig : 65 prisonnier-e-s sont blessé-e-s. Ils/Elles commencent une grève de la faim et refusent d'assister aux audiences des tribunaux pour protester contre l'agression.

21 SEPTEMBRE : Trois prisonniers du DHKP-C sont tués à la prison Buca d'Izmir suite à l'attaque des 6ème et 7ème dortoirs par la police et les soldats. Plus de 80 prisonniers-e-s sont blessé-e-s, 38 sérieusement. Seule une active résistance des prisonnier-e-s empêche plus de morts. Dans leur rapport préparé après cette infernale attaque, les autorités pénitentiaires nient leur responsabilité pour les morts et allégua que les trois prisonniers s'étaient tués eux-mêmes en tombant sur le sol cimenté de la prison ! Le massacre de Buca est suivi d'une grève de la faim de solidarité des prisonnier-e-s dans 23 prisons.

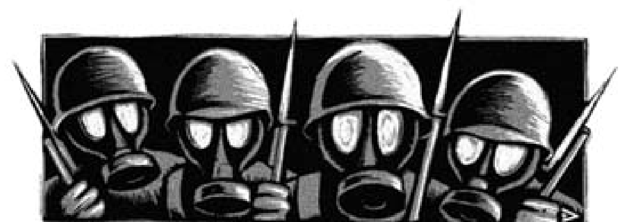
8 OCTOBRE : Plusieurs prisonnier-e-s du PKK de la prison de type E d'Elazig sont sérieusement blessé-e-s et leurs affaires pillées et détruites.

10 NOVEMBRE : 35 prisonnier-e-s sont transféré-e-s de la prison d'Umraniye vers la prison de Sagmalcilar, après que l'un d'entre eux eût été brutalement frappé par des soldats.

14 NOVEMBRE : Raid contre les prisonnier-e-s de la prison spéciale d'Erzurum. Plusieurs seront blessé-e-s durant l'affrontement, dont un gravement.

16 NOVEMBRE : Des soldats essayent de s'emparer des drapeaux, des photos et autres symboles appartenant aux prisonnier-e-s de la prison de Bursa. Ayant été repoussés, ils reviennent en force et montent une attaque contre les dortoirs du bloc F. Deux prisonniers sont sérieusement blessés durant la première vague de l'attaque. Les prisonnier-e-s organisent la résistance, érigent des barricades dans différentes sections de la prison et repoussent les agresseurs. Un grand nombre de soldats sont blessés et les autorités pénitentiaires abandonnent leurs prétentions ; plus tard les prisonnier-e-s enlèvent les barricades quand on leur promet que les soldats ne participeraient plus aux fouilles régulières.

15 DÉCEMBRE : Attaque de grande ampleur contre les prisonnier-e-s de la prison Umraniye d'Istanbul. Plus de cinquante prisonnier-e-s sont blessés. Un autre massacre est évité grâce à l'active résistance des prisonnier-e-s, qui immédiatement érigent des barricades et résistent courageusement.



1996

Pour l'année 1996, l'IHD dénombre 78 personnes victimes de crimes inexpliqués, 190 d'exécutions sommaires et de torture, 2859 tuées lors de confrontations armées, 119 tuées lors d'attaques contre des civils, 194 disparitions en détention préventive, 20.134 mises en détention préventive, 2017 arrestations, 68 villages évacués de force et 109 sites bombardés. Le rapport donna le nombre de 132 associations, de syndicats et de publications fermés et de 134 institutions de ce type visées par des perquisitions.

4 JANVIER : Attaque contre les prisonnier-e-s de la prison Umraniye d'Istanbul. Trois sont tué-e-s et 56 autres blessé-e-s, cinq sérieusement. Le nombre de morts monte à quatre quand, le 8 janvier, un autre prisonnier décède à l'hôpital. Le massacre de la prison Umraniye déclenche diverses actions de protestation et de solidarité (grèves de la faim, des barricades et des refus d'assister aux appels, etc) des prisonnier-e-s dans une série de prisons turques, y compris Sakarya, Yozgat, Kayseri, Cankiri, Buca, Bartin, Ankara, Konya, Canakkale, Bursa, Malatya, qui durent du 5 au 10 janvier.

Des milliers de policiers attaquent mille personnes, y compris des enfants, des femmes et des personnes âgées qui participaient aux funérailles des martyrs du massacre d'Umraniye. Des centaines de personnes sont mises en garde à vue, entassées dans la salle des sports d'Eyüp et battues d'une façon indiscriminée et brutalement, le 8 janvier 1996 dans le district Alibeyköy d'Istanbul.

5 MARS : Raid contre les prisonnier-e-s de la prison d'Elbistan suite à une querelle. Trois sont sévèrement battu-e-s et blessé-e-s dans l'événement.

4 AVRIL : Six prisonnier-e-s de la prison de type E d'Elazig sont blessé-e-s, deux d'entre eux/elles le sont sérieusement.

4 AVRIL : Des soldats attaquent des prisonnier-e-s lors d'une audience à la Cour de Sécurité d'État de Diyarbakir. Six sont sévèrement battu-e-s et blessé-e-s.

24 MAI : Des matons de la prison spéciale d'Eskisehir attaquent les prisonnier-e-s et les frappent sévèrement. Sept prisonnier-e-s sont blessé-e-s.

20 MAI – 28 JUILLET : Plus de 1500 prisonnier-e-s de 33 prisons entrent dans une grève de la faim qui dure 69 jours. Le but de cette action est de protester contre les plans de transfert des prisonniers politiques vers des prisons de sécurité maximum et d'isolement total et la détérioration des conditions dans les bagnes turcs. Le 3 juillet, au 45ème jour de l'action, 161 des grévistes transforment leur action en jeûne de la mort et le reste continue la grève de la faim. Douze prisonnier-e-s périssent entre le 21 et le 28 juillet et des douzaines de combattants restent avec des blessures et des complications physiques et mentales permanentes. L'action prend fin le 28 juillet quand l'État accepte avec rancœur la défaite et accorde la plupart des demandes des prisonniers politiques.

29 MAI : Des centaines de « Forces spéciales » lancent une attaque contre 82 prisonnier-e-s du PKK à la prison de Diyarbakir, qui en étaient à leur 35ème jour de grève de la faim pour protester contre la répression des autorités et la confiscation de leurs droits durement acquis. Les agresseurs tirent les grévistes épuisés de leurs lits, les frappent sans pitié et en blessent plusieurs. Deux prisonniers qui s'immolèrent en protestation contre l'opération sont sérieusement blessés. Dix-neuf prisonnier-e-s, dont la santé était dans une situation critique, sont emmené-e-s à l'hôpital d'État de Diyarbakir et restent enchaîné-e-s à leur lit. Dix-sept des prisonniers-e-s blessé-e-s sont plus tard envoyé-e-s à la prison de Gaziantep sans qu'aucun soin médical ne leur soit fourni.

2 JUIN : Cinq prisonniers avec des sympathies de gauche qui ont commencé une grève de la faim en soutien au jeune de la mort et à la grève de la faim des 1500 prisonniers politiques de 33 prisons, sont tués et deux blessés à la prison d'Usak. Le meurtre fut commis par un gang de fascistes mené par Ibrahim Cici et incité en coulisses par l'administration pénitentiaire. Les victimes, tuées quand les meurtriers leur tranchèrent la gorge, avaient demandé depuis longtemps leur transfert dans une autre prison, affirmant qu'ils étaient menacés.

29 JUIN : Vingt-deux prisonniers politiques sont transférés de force vers la prison spéciale d'Erzurum pour briser une grève de la faim en cours, qui en était à son 43ème jour. Des soldats et des matons les frappent, les torturent et les jetent dans des cellules, où ils doivent endurer d'autres bastonnades et tortures.

3 JUILLET : Les autorités pénitentiaires essayent d'éloigner deux prisonniers de leurs dortoirs à la prison de type E de Batman. Devant le refus des détenus, des soldats et des matons montent une attaque contre les prisonnier-e-s politiques et les frappent sévèrement avec des matraques et les canons de leurs fusils. Plusieurs détenu-e-s sont sérieusement blessé-e-s suite à l'attaque et quelques-un-e-s emmené-e-s à l'hôpital.

5 AOÛT : Vingt prisonnier-e-s politiques sont lourdement torturé-e-s pendant cinq heures lors de leur entrée à la prison de Diyarbakir par des soldats et forcé-e-s d'avouer et de travailler pour les autorités, juste après qu'ils/elles soient amené-e-s d'un interrogatoire de police. Parmi eux/elles il y avait Selim Bingöl, un guérillero blessé qui avait perdu ses yeux. En entendant cela, les prisonnier-e-s protestent contre cet outrage en criant des slogans. Le jour suivant, des centaines de soldats, menés par le procureur de la prison et le directeur, envahissent les dortoirs, frappent sévèrement les détenu-e-s et détruisent la plupart de leurs effets personnels.

29 AOÛT : Des soldats tirent une salve par-dessus la tête de 85 prisonnier-e-s, qui venaient juste d'être transféré-e-s de la prison spéciale d'Eskisehir à la prison Umraniye d'Istanbul. Le tir fut un signal pour la « bastonnade de bienvenue » que les prisonnier-

e-s attendant dans des fourgons cellulaires reçurent un petit peu plus tard.
24 SEPTEMBRE : Dix prisonnier-e-s du PKK sont massacré-e-s à la prison de type E de Diyarbakir suite à une attaque planifiée de militaires et de matons. Armés de barres de fer, de matraques en bois et d'armes à feu, ils étaient décidés à tuer plusieurs prisonniers. La plupart des blessés ont reçu de lourds coups presque exclusivement sur la tête ; un fait qui prouve définitivement l'intention homicide des forces de « sécurité » qui menèrent l'attaque. Mains et pieds enchaînés, vingt-cinq prisonnier-e-s blessés sont transféré-e-s vers la prison spéciale de Gazantiep immédiatement après le massacre sans avoir reçu le moindre soin médical. Ils/elles sont battu-e-s et torturé-e-s durant le voyage.
Il apparut plus tard que le procureur public de Diyarbakir avait demandé aux docteurs de l'hôpital d'État, bien avant l'attaque, d'être prêts à recevoir un grand nombre de morts et de blessés ! Le massacre est dénoncé par une grève générale de la faim de trois jours de 11.500 prisonnier-e-s qui commence le 27 septembre. Une commission parlementaire des Droits de l'Homme fut chargée d'enquêter : Le rapport de 16 pages de la Commission publié plus tard confirma l'intention meurtrière des agresseurs. Dans ce rapport, il était explicitement dit que les morts furent *« causées par trente soldats et trente-huit policiers qui avaient outrepassé la limite de leur autorité dans la répression de la rébellion. »* Le rapport établissait aussi que les forces de « sécurité » avaient battu à mort un prisonnier et lourdement blessé deux autres lors de leur transfert à la prison de Gaziantep. Un article publié le 31 octobre 2000 dans le *Milliyet* résumait la nature du système juridique en Turquie. Quatre ans après, le procès des soldats et des policiers qui avaient activement pris part au massacre de la prison de Diyarbakir en septembre 1996, était encore loin d'être achevé.
21 OCTOBRE : Des prisonniers « de droit commun » avec des connexions MHP et armés de fusils attaquent d'autres « droits communs » avec des sympathies de gauche dans le dortoir B-9 de la prison de Sagmalcilar et tuent Ilhami Yilmaz. Dans son rapport sur l'incident, la branche d'Istanbul de l'IHD accusa les autorités pénitentiaires de complicité dans le meurtre de I. Yilmaz pour n'avoir pris aucune mesure pour empêcher l'attaque attendue et en laissant ouvertes les portes entre les différentes sections de la prison.

1997

21 ET 22 JANVIER : Trois prisonnières de la prison de type E d'Usak sont blessées lorsque des soldats et des matons mènent un raid contre leur dortoir.
25 FÉVRIER : La police anti-émeute, des éléments des Équipes Spéciales et des soldats attaquent les prisonnier-e-s de la prison de type E de Konya. Les autorités arguèrent qu'ils avaient découvert un tunnel d'évasion de 28 mètres de long creusé sous les dortoirs n° C-5 et C-14. Deux prisonniers et trois prisonnières sont blessé-e-s suite à l'attaque et 48 jeté-e-s dans des cellules.
26 FÉVRIER : Des soldats et des matons attaquent les prisonnier-e-s de la prison de Konya prétextant la découverte d'un tunnel. Des dizaines de prisonnier-e-s sont blessé-e-s dans l'attaque et jeté-e-s en cellules.
27 FÉVRIER : Cinq prisonnières sont blessées durant un affrontement avec des matons et des soldats à la prison de type E d'Usak. La raison immédiate derrière l'attaque était une tentative des autorités pénitentiaires de saisir les drapeaux et les affiches accrochés aux murs du dortoir où étaient les prisonnières.
5 MARS : Querelle entre une partie des prisonnier-e-s qui étaient logé-e-s dans le dortoir n°5 appelé le « dortoir des indépendants » et les matons de la prison de type E d'Elbistan. Les prisonnier-e-s du dortoir n°5 voulaient être transféré-e-s dans des dortoirs réguliers où étaient les prisonnier-e-s politiques. A la suite de la querelle, un grand nombre de matons attaquèrent trente prisonnier-e-s du dortoir des « indépendants ». Sept matons et presque tous les prisonnier-e-s du dortoir n°5 sont blessé-e-s durant l'affrontement, trois d'entre eux sérieusement et jeté-e-s dans des cellules d'isolement.
11 AVRIL : Des soldats et des matons attaquent, frappent sévèrement et blessent plusieurs prisonnières politiques à la prison de Sivas. Conduite sous le prétexte de fouiller un dortoir, l'attaque fut menée par Ozen Korkmaz, le directeur de la prison.
5 JUIN : Cinq prisonniers du PKK sont blessés dans une attaque par des soldats et des matons à la prison de Malatya. L'excuse immédiate pour cette attaque est le refus des prisonniers d'assister à l'appel, en protestation de la bastonnade de leurs camarades les 3 et 5 juin.
9 JUILLET : Les forces de « sécurité » tuent cinq prisonnier-e-s et en blessent gravement vingt autres à la prison Metris d'Istanbul. Les prisonnier-e-s qui s'étaient mutiné-e-s, informent alors le public sur leur situation critique et leurs revendications par un téléphone portable avant que les forces de « sécurité » n'écrasent leur action d'une manière brutale. Les prisonnier-e-s avaient réclamé leur transfert vers d'autres prisons, dénoncé le traitement rude qui leur était accordé et les privilèges fournis aux leaders des gangs riches à la prison alors que trois prisonnier-e-s ordinaires devaient se contenter d'un seul lit. Ils/Elles demandaient de meilleures conditions de vie, un traitement humain et une amnistie générale.
27 AOÛT : Des soldats attaquent des prisonnier-e-s du PKK après une audience à la Cour de Sécurité d'État de Malatya. Plusieurs prisonnier-e-s sont blessé-e-s suite à l'attaque et cinq d'entre eux/elles seront jeté-e-s dans des cellules à la prison de Malatya.
29 AOÛT : Des soldats attaquent cinq prisonnières à la prison Kürkçüler d'Adana, qui avaient été emmenées à l'hôpital pour un examen médical. Les soldats et la police tabassent les prisonnières sur le

chemin du retour à la prison. Une des prisonnière est sérieusement blessée lors de l'affrontement.
9 SEPTEMBRE : Un contingent spécial de matons appelé « l'équipe A » attaque des prisonnier-e-s à la prison de type E d'Elazig. Plusieurs prisonnier-e-s sont blessé-e-s, l'un sérieusement et tous jeté-e-s dans des cellules.
10 SEPTEMBRE : Dix-neuf prisonnier-e-s sont transféré-e-s de la prison d'Iskenderun vers la prison de Konya. Parmi eux il y avait des prisonnier-e-s du MLKP, vétérans du jeûne à mort de mai-juillet 1996. Des soldats et des matons les frappent brutalement quand ils protestèrent contre leur mise en cellule d'isolement.
29 DÉCEMBRE : Des soldats attaquent les prisonnier-e-s d'Ekim et plusieurs visiteur-se-s durant un procès à la 2ème Cour de Sécurité de l'État d'Ankara. L'attaque se produit lorsqu'un leader d'Ekim lut à haute voix une pétition dans laquelle il dénonçait les prisons à cellules d'isolement. Turgut Oktay, le juge présidant le tribunal, ordonna aux soldats de le réduire au silence et de charger les prisonnier-e-s et les visiteurs, qui furent battus au milieu de la salle du tribunal. Huit visiteurs, qui exprimaient leur soutien pour les prisonnier-e-s agressé-e-s, sont aussi arrêtés.

1998

Selon IHD, 192 personnes ont été victimes de crimes inexpliqués et 1718 tuées lors de confrontations armées, 42.291 mises en détention préventive, 3659 arrêtées, 919 victimes d'attaques et de menaces des forces de « sécurité » et 30 villages incendiés par les militaires.

12 JANVIER : Des soldats et des matons attaquent les prisonnières de la prison d'Usak. L'attaque était menée par le procureur et le directeur de la prison eux-mêmes.
3 FÉVRIER : Des matons attaquent des prisonnières de la prison de Malatya durant une fouille et les frappent sévèrement.
12 FÉVRIER : Des matons armés de matraques attaquent les prisonnier-e-s de la prison de Nevsehir. Le prétexte de l'attaque est l'opposition des prisonnier-e-s au transfert de dix de leurs camarades à la prison d'Erzurum. Quand ils/elles refusèrent de laisser leurs camarades être emmené-e-s aux dernières heures de la nuit, ils/elles furent battu-e-s sévèrement. Les dix n'eurent même pas le droit de mettre leurs vêtements et furent emmené-e-s de force. Des matons renouvelèrent leur agression le jour suivant en attaquant les femmes du dortoir et en en blessant plusieurs.
4 MARS : Des soldats portant gourdins et matraques attaquent dix prisonnier-e-s qui étaient transféré-e-s de la prison de type E de Buca vers celle de Sivas. Les prisonnier-e-s, attaqué-e-s à peine sorti-e-s des fourgons cellulaires, sont blessé-e-s et envoyé-e-s dans leurs dortoirs sans avoir reçu aucun soin médical.
21 MARS : Un prisonnier s'immole pour protester contre la répression du peuple kurde.
23 MARS : Un prisonnier s'immole pour protester contre la répression du peuple kurde.
28 AVRIL : Après qu'une prisonnière du PKK, se soit immolée à la prison de type E de Sivas, les autorités pénitentiaires montent une attaque contre les prisonnières. Des matons et des soldats conduits par le procureur de la prison Hüseyin Yavas, tirent des gaz lacrymogènes et frappent les prisonnières brutalement. Plusieurs des agressées sont blessées. Le 2 mai, 120 prisonnières de la prison de Sivas commencent une grève de la faim, pour protester contre les agressions physiques persistantes.
5 MAI : Des centaines de soldats et de matons attaquent les prisonnier-e-s du PKK à la prison de Mus, juste après qu'ils/elles aient terminé une grève de la faim de 40 jours et les frappent brutalement. Dix prisonnier-e-s sont blessé-e-s durant l'attaque, deux sérieusement.
30 MAI : Des matons et des soldats attaquent des prisonniers du MLKP et du DHKP-C à la prison de Malatya.
27 JUIN : Des soldats attaquent des prisonniers politiques et non politiques à la prison de Kürkçüler juste après qu'un tremblement de terre ait frappé la province d'Adana. Plusieurs prisonnier-e-s sont blessé-e-s suite à l'agression et quatre emmené-e-s à l'hôpital.
4 JUILLET : Des soldats et des matons attaquent et frappent brutalement plusieurs prisonnier-e-s, qui étaient transféré-e-s de la prison Kürkçüler d'Adana vers la prison de type E de Gaziantep après qu'un tremblement de terre ait frappé la région d'Adana. Plusieurs des prisonnier-e-s agressé-e-s sont blessé-e-s durant l'attaque menée par les chefs des matons Ahmet Mert et Ali Kivli. Les matons continuent leur agression les 6 et 9 juillet.
28 JUILLET : Des matons armés de barres de fer, de gourdins et de boucliers attaquent les prisonniers du DHKP-C à la prison de type E d'Aydin et les tabassent. Plusieurs prisonnier-e-s sont blessé-e-s suite à l'agression menée par le directeur de la prison en personne, Hulusi Yenis, neuf d'entre eux/elles sérieusement.
30 JUILLET : Onze prisonnier-e-s qui étaient transféré-e-s de la prison de type E d'Elazig vers la prison de Midyat sont attaqué-e-s par les matons, battu-e-s, torturé-e-s et jeté-e-s dans des cellules, lorsqu'ils arrivent à leur nouveau « domicile ».
6 AOÛT : Plus de cent matons et policiers en civil conduits par le directeur Ali Kilin attaquent les prisonnières de la prison de type E de Gaziantep et les tabassent avec des matraques et des gourdins. Le prétexte à l'attaque fut le refus des prisonnières de nettoyer les murs des dortoirs de leurs drapeaux, photos et symboles. Plusieurs prisonnières sont laissées avec des os fracturés et divers blessures à la tête et aux membres. Les agresseurs, qui refusèrent des soins médicaux aux prisonnières, détruisirent et pillèrent aussi leurs effets personnels, y compris de la nourriture, des vêtements, des livres, des photos, etc.

Le 9 juillet 2000

NOUS NE PERMETTRONS PAS QU'ON AGRESSE LES PRISONNIER-E-S RÉVOLUTIONNAIRES

Après le massacre de Ulucanlar, l'oligarchie a mené une tentative de massacre à la prison de Burdur. L'État qui s'apprête à séquestrer les prisonnier-e-s révolutionnaires dans des cellules, a attaqué à Burdur à des fins évidentes de provocation, en prélude aux interventions sanglantes qui seront perpétrées dans les cellules. Suite à l'agression des prisonnier-e-s révolutionnaires à Burdur, nous, les Forces Révolutionnaires du Peuple, avons démontré que nous ne resterons pas silencieux face à ces attaques et c'est pourquoi, nous avons mené des actions de protestation.

Ainsi, le 5 juillet, lors d'une démonstration pirate en masse dans le quartier de Caglayan (Istanbul), nous avons endommagé deux banques.

Nous avons bloqué la ceinture routière à la hauteur de Okmeydani et nous avons accroché sur la passerelle qui enjambe la route un calicot portant l'inscription suivante: « Nous avons brisé et nous briserons les mains qui se lèvent sur les prisonnier-e-s révolutionnaires ». Alors que des policiers tentaient de disperser la foule, nous avons détruit leur automobile en y mettant le feu.

Nous avons organisé une démonstration pirate à Nurtepe dont nous avons bloqué l'avenue Sokullu où nous avons accroché un calicot portant une inscription analogue. Durant la démonstration, un autobus communal a été incendié. A ce stade, nous considérons qu'il est incorrect de prendre pour cible des véhicules empruntés par la population, qui servent directement ou indirectement la population. Même si les communes sont les greniers à blé des partis, même si, plus que rendre service à la population, on y pratique essentiellement le clientélisme, pour le moment, nous ne cautionnons pas la mise à feu des autobus communaux. Notre colère provoquée par l'agression contre nos camarades doit être orientée vers les institutions de l'État, les bras armés du fascisme et les véritables instigateurs des assauts dans les prisons, c'est-à-dire les monopoles de l'oligarchie.

Ceux qui agressent les prisonnier-e-s révolutionnaires vont le payer cher

Forces Révolutionnaires du Peuple - Istanbul

16 SEPTEMBRE : Des soldats et des matons montent une attaque contre les prisonnier-e-s de la prison de Giresun et sans pitié les frappent et les torturent. 35 prisonnier-e-s sont blessé-e-s, plusieurs sérieusement, durant l'agression conduite par le directeur de la prison. Plusieurs prisonnier-e-s blessé-e-s ne reçurent aucun soin médical après l'attaque.
14 OCTOBRE : Des centaines de soldats et de matons lance un raid contre 37 prisonnier-e-s du PKK à la prison Kürkçüler d'Adana, qui boycottaient les cours de sécurité d'État. Plusieurs seront blessé-e-s, quelques-un-e-s sérieusement. Tous seront jeté-e-s dans des cellules d'isolement.
19 OCTOBRE : Des matons et des soldats attaquent le dortoir C-4 de la prison de type E de Ceyhan, après qu'un tunnel d'évasion ait été découvert le 8 octobre. Les prisonnier-e-s s'étaient déjà barricadé-e-s contre une attaque probable. Quand une tentative des autorités de transférer quelques prisonnier-e-s vers d'autres prisons fut rejetée, l'opération commença. Les forces de « sécurité » attaquèrent la prison de Ceyhan, soutenues par plus de cent policiers, utilisant des gaz lacrymogènes et brisant l'enceinte du dortoir. A la suite de l'affrontement, 31 prisonnier-e-s furent blessé-e-s, un sérieusement. Huit prisonnier-e-s blessé-e-s furent emmené-e-s à l'hôpital Mumune d'Adana. La police attaqua aussi les proches des prisonnier-e-s près de la prison et en arrêtèrent quatre.
28 OCTOBRE : Quelques temps après que trois prisonniers de la prison de type E d'Erzurum se soient immolés pour protester contre la répression frappant le peuple kurde, les forces de « sécurité » attaquent les prisonnier-e-s. 25 furent blessé-e-s, quelques-un-e-s sérieusement.
7 NOVEMBRE : Des soldats et des matons attaquent les prisonnières à la prison de type E d'Agri. Sept détenues sont blessées suite à l'agression.
22 DÉCEMBRE : Des soldats attaquent des prisonnier-e-s du DHKP-C à la prison Buca d'Izmir. Les prisonnier-e-s prirent en otage treize matons, quand un visiteur fut battu et mis en détention préventive par la gendarmerie gardant la prison. Ils/Elles les libérèrent indemnes au bout de quelques heures. En dépit de ce geste, les soldats lancèrent une attaque contre les prisonnier-e-s. Plusieurs seront blessé-e-s et devront être emmené-e-s à l'hôpital.

1999

23 MARS : Des soldats attaquent des prisonnier-e-s du PKK à la prison de Nazilli. Le jour précédent, des soldats masqués avaient conduit une fouille des dortoirs et menacés les prisonnier-e-s. Selon un rapport fait par un représentant des prisonnier-e-s plusieurs furent blessé-e-s suite à l'agression.
26 SEPTEMBRE : Massacre dans la prison centrale d'Ankara (Uluncalar). Prétextant un refus de fouilles des dortoirs et de se rendre à l'appel, les forces spéciales lancent un assaut contre les prisonnier-e-s qui se défendent pendant plusieurs heures. Il y a 10 mort-e-es et une trentaine de blessé-e-s parmi les prisonnier-e-s.

2000

4 AVRIL : Des soldats et des matons frappent sévèrement six prisonnier-e-s à la prison Burdur, à leur retour de tribunal. Trois des prisonnier-e-s sont blessé-e-s.
5 JUILLET : Les forces spéciales interviennent dans la prison de type E de Burdur afin de forcer des prisonnier-e-s du MLKP et du DHKP-C à se rendre à leur procès. Soumis à des fouilles humiliantes et à des tabassages lors de ces transferts, 61 prisonnier-e-s s'y refusent et résistent pendant 16 heures aux

attaques des policiers. Il n'y a pas eu de morts mais tous furent blessé-e-s.
En Turquie, actions des Forces Révolutionnaires du Peuple [DHG, groupe semi-légal organisé dans les quartiers populaires] en solidarité avec les prisonnier-e-s politiques.
26 JUILLET : Des soldats et des matons, utilisant de lourds engins de construction, abattent les murs des dortoirs, où les prisonnier-e-s se tenaient à la prison de Bergame. Le prétexte immédiat de l'attaque fut une soi-disant tentative d'évasion par un tunnel. Les prisonnier-e-s élevèrent des barricades contre les agresseurs et les combattirent avec courage. 76 prisonnier-e-s, transféré-e-s à la prison de Buca le 29 juillet, sont brutalement frappé-e-s durant le voyage et plusieurs d'entre eux/elles blessé-e-s



Passage obligé avant la prison, les commissariats de Turquie sont tristement célèbres pour leur pratique systématique de la torture. Ce texte, traduit de Obrer Prisioner *[bulletin de l'ABC de la péninsule ibérique (Relations internationales) - Apto 5 de Getafe, 28901 Madrid], met en avant les tortures dont sont victimes spécifiquement les femmes. En Turquie, comme ailleurs, les formes de torture à l'encontre des femmes ne sont que le reflet, violent, de l'oppression qu'elles subissent au quotidien. Les violences et les menaces sexuelles renvoient à la place de la sexualité dans les rapports humains, dans ce qu'elle est un moyen de contrôle social et culturel lorsqu'elle s'insère dans des rapports de pouvoir…*

La torture des femmes en Turquie

Durant plus d'une décade la Turquie a entamé un sanglant conflit armé avec le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) qui demande la création d'un État Kurde séparé au sud-est de la Turquie. Durant cette période la sécurité nationale a été laissée entre les mains des forces de sécurité qui considèrent les droits de l'homme internationaux standards et la loi turque avec le même mépris. En 1987 fut déclaré l'état d'urgence, qui continu à être appliqué dans 10 provinces du sud-est, et qui permet aux forces de sécurité d'exercer une loi quasi martiale. La loi anti terroriste touche tout le monde, dans toute la Turquie. Femmes, activistes, Turques et Kurdes, avocat-e-s, journalistes, étudiant-e-s, femmes dans leur rôle d'épouse et de mère, d'autres victimes des violations des droits de l'homme sont ceux dont les droits ont été violé et menacé en Turquie.

La torture généralisée et systématique

Il y a une constance dans le fait que la torture est répandue et systématisée en Turquie. Les avocats des droits de l'homme et les médecins qui s'occupent des victimes disent que la majorité des personnes soupçonnées de délits politiques sont victimes de toutes sortes de tortures durant leur période de détention où elles se retrouvent en isolement dans les commissariats avant qu'elles ne soient présentées devant un juge. Par exemple, une prisonnière politique fut brutalement torturée dans le commissariat d'Istanbul après son arrestation en août 95, à la suite de quoi elle dépendait totalement de sa camarade de cellule pour marcher et pour s'habiller à cause de ses blessures. Durant les 13 jours de détention avant sa comparution devant le juge, on rejeta ses demandes de soins. Pendant que la loi antiterroriste s'applique dans toute la Turquie, les personnes soupçonnées de délits couverts par la loi anti-terroriste peuvent être maintenues sous la garde de la police sans communiquer avec leur famille, médecin ou avocat jusqu'à 4 semaines, dans les 10 provinces qui se trouvent placées sous l'état d'urgence. Sans relation avec le monde extérieur elles sont à la merci de leurs interrogateurs. La torture est souvent appliquée pour obtenir des confessions, ou des informations sur les organisations de lutte armée, pour intimider les prisonnier-e-s afin qu'ils/elles deviennent des informateurs de la police, ou comme punition informelle pour leur aide supposée aux organisations illégales. Les méthodes de torture incluent, la nudité, les yeux bandés, l'arrosage avec de l'eau froide sous pression, les pendaisons pendant de longues périodes par les bras ou les poignets derrière les épaules, les chocs électriques sur le corps incluant les organes sexuels, les viols, les menaces de viols, menaces et contrôles forcés de la virginité et autres formes d'abus sexuel. Cependant, plusieurs cas se sont produits dans l'ouest de la Turquie en dehors de la zone de conflit.

TORTURE ET CRUAUTÉ, TRAITEMENTS INHUMAINS ET DÉGRADANT

Viols, abus sexuels et contrôle forcé de virginité

Les femmes Turques détenues et quelques hommes sont soumi-e-s à des viols et d'autres formes d'attaques sexuelles durant leur détention, qu'elle soit le fait d'un délit politique ou ordinaire. Encore qu'il existe de fortes inhibitions culturelles contre les déclarations de tortures sexuelles, Amnesty International reçoit fréquemment des témoignages de femmes violées et d'insertion d'objets dans le vagin ou l'anus, et d'hommes à qui l'on a tordu les testicules et, inséré des objets dans l'anus. En novembre 93, Méral DNISBESTA, avocat de l'association pour les droits de l'homme, qui représente les gens du peuple dans de nombreuses plaintes pour violation des droits de l'homme, fut arrêtée. Elle affirme que durant les 30 jours de détention à l'isolement dans la gendarmerie de Diyarbakir, elle fut frappée, tabassée, soumise à des insultes sexuelles, déshabillée et douchée avec de l'eau froide sous pression. Une autre fille de 17 ans a du être transférée à l'hôpital à la suite d'une hémorragie vaginale due à l'application de l'électricité sur ses organes génitaux. Les femmes sont souvent torturées pour leur association avec de supposés terroristes. Par exemple Sirin Abi fut totalement dénudée et agressée sexuellement devant son mari. Les organisations de droit de l'homme ont documenté l'usage du contrôle de la virginité en Turquie comme moyen de criminalisation, de terrorisme, et d'abuser de la femme, et le considèrent comme moyen de torture. Pour les femmes détenues, les menaces de viol sont effectuées par les policiers, qui se moquent de ce que avec ce viol, ils privent la femme de sa virginité et de son honneur, les empêchent de se marier, et les condamnent à l'ostracisme de sa famille et de sa communauté. L'emphase policière sur la virginité, avec le harcèlement et les abus sexuels des prisonnières, les ont amené à user de la menace ou de procéder à des contrôles forcés de virginité pour torturer, humilier, intimider, effrayer, punir, les femmes détenues. Deux groupes sont particulièrement vulnérables : les femmes suspectes de prostitution et les femmes détenues pour raison politique. La police se sert des résultats des contrôles de virginité pour torturer physiquement et psychologiquement les femmes détenues.

Si un examen « établi » qu'une femme n'est pas vierge, on s'en sert pour l'humilier. D'un autre coté, si un examen montre que la femme est vierge, la police peut la menacer de la violer et de détruire son honneur. En août 1992, une femme Kurde de 43 ans et sa fille âgée de 19 ans furent arrêtées alors qu'elles assistaient à des funérailles à Dyarbakir. Elles furent torturées et interrogées pour savoir comment elles avaient connu l'homme qui était enterré. Quand à la fille elle déclara qu' « ils me menaçaient constamment de me faire un contrôle de virginité et après de me violer s'il s'avérait que je sois vierge ». En juin 1992 le directeur du département de la sécurité Adana déclara à la presse que les détenues politiques étaient toujours obligées de subir l'examen de virginité pour éviter les accusations futures de viol, après leur arrestation, durant leur interrogatoire. La police affirme qu'un examen démontrant qu'une femme n'est pas vierge permet de rejeter les plaintes de viol, car cela établi, qu'elle est « sexuellement active » et que, la perte de sa virginité n'est pas attribuable à un viol durant sa détention. Cet argument extravagant repose sur la supposition que seule une femme qui peux apporter une preuve de sa virginité avant un supposé viol, peut avec succès déposer une plainte pour viol contre la police. Encore que l'ampleur réel de cet abus n'est pas connu, les rencontres avec les docteurs, avocats femmes et activistes des droits de l'homme, révèlent que la menace d'examen de virginité forcée poursuit la femme jusqu'à la fin de sa vie.

MÈRE DES DISPARUES ACTIVISTES SOUS LE FEU

En 1991 il y eut un certains nombres de rapports, à ce sujet. En 1994 il y avait plus de 50 personnes signalées disparues, nombre le plus élevé que dans n'importe quel autre pays selon le rapport du groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées ou involontaires. Au moins 35 personnes avaient disparues en 1995.

Les disparitions non seulement supposent la violation des droits de l'homme victime, sinon celui des familles. Les mères des disparu-e-s ont peur que leurs enfants soient morts sous la torture ou qu'ils aient été assassinés arbitrairement en représailles de la mort de soldats lors d'affrontements avec le PKK.

En plus de ce traumatisme psychologique, les mères de plus de 100 disparues ont été traitées avec un manque de sensibilité par les autorités. Elles ne sont pas des victimes passives de la violence et de l'injustice. Beaucoup s'organisent pour défendre leurs droits, pour protester, et pour organiser des campagnes pour la justice, l'égalité et la liberté. Souvent, elles ont été persécutées et incarcérées pour vouloir défendre leurs droits. Les mêmes qui ont essayé d'attirer l'attention publique sur leur difficile situation, ont été l'objet d'insultes, de coups et d'emprisonnement par les forces de sécurité locales. Emine Ocak, alors qu'elle protestait contre la disparition de son fils fut emmenée au commissariat de police de Okakoy le 1er juillet 1995. Durant son incarcération, elle fut frappée, soumise à des décharges électriques et pendue par les poignets. Le gouvernement turc nie catégoriquement les tortures, les exécutions extra judiciaires et les disparitions réalisées par les forces de sécurité. De plus il donne des consignes pour empêcher que soit diffusé des informations sur les violences commises, depuis que celles-ci ont été révélées à la population turque et à la communauté européenne.

Sahabat Karahan, Zeynel Yesil et Dogan Sahin, qui travaillent à la revue Atilim qui informe sur la situation dans le sud-est, ont été emmené à Istanbul, à la

cour de sûreté jusqu'au tribunal et formellement arrêtés avec des charges pour appartenance à une organisation illégale. Ils ont dénoncé avoir été torturé durant leur détention, incluse du harcèlement sexuel et des menaces de viol.

IMPUNITÉ
ÉTAT PROTECTEUR POUR LES TORTIONNAIRES ET LES ASSASSINS

Les officiels de l'État réalisent des tortures, des disparitions, et des exécutions extra judiciaires, en plus d'autres graves violations des droits de l'homme, parce qu'ils savent bénéficier de l'impunité. Ils sont protégés par la police et les autres fonctionnaires, par le procureur, par les cours, par les lois Turques et par le silence de la communauté internationale. Il serait plus juste de dire que des violations des droits de l'homme, ne sont jamais poursuivies. Avec le peu d'informations fournies par le gouvernement, il semble que le nombre de procès basés sur des plaintes pour tortures soit peu nombreux et les condamnations encore moins.

Galy Aday arrêté sous l'accusation d'être membre de l'Armée Ouvrière et Paysanne de Libération de la Turquie (TIKKO), a déclaré avoir été torturé, incluant des décharges électriques, durant sa détention. Les numéros des matricules des policiers qui avaient conduit son interrogatoire apparaissaient sur les procès verbaux et la preuve des tortures furent apportées à la cour. Malgré cela aucune investigation ne fut ordonnée. Les détenu-e-s n'ont pas libre accès à un avocat, ni beaucoup plus à celui de leur choix, et l'on refuse un docteur aux détenues femmes. Cette négation d'une aide médicale est une méthode effective de torture cachée, et cela rend particulièrement difficile de prouver médicalement les tortures sexuelles. Et même quand on réussit à passer cette barrière , on n'enquête pratiquement pas sur ces informations de tortures sexuelles et beaucoup de juges Turcs et des procureurs traitent ces accusations avec un manque flagrant de préoccupation.
Cette négligence de la part des juges et des procureurs n'est pas l'exception sinon la règle.



Même si la lutte des prisonnier-e-s en Turquie n'a pas déclenché de vagues de protestation contre les prisons de type F, elle n'en a pas moins été soutenue à l'intérieur et à l'extérieur des prisons par de nombreux/ses prisonnier-e-s et collectifs en Europe. Mises en place depuis longtemps, les cellules sont une réalité dans les prisons européennes, touchant tou-te-s les prisonnier-e-s, et l'isolement une forme de prison dans la prison pour tou-te-s les récalcitrant-e-s. Présenté comme punition il n'est en fait qu'un outil de torture moderne aux mains des administrations pénitentiaires et de la matonnerie, une possibilité pour les États de détruire toutes formes organisées de révolte. S'il est vrai que l'isolement ne touche pas exclusivement les prisonnier-e-s politiques, ceux/celles-ci y ont tou-te-s été confronté-e-s. Leurs vécus de la « torture blanche » et le refus de l'anéantissement fit naître une communauté de lutte entre divers prisonnier-e-s politiques qui se sont solidarisés par des actions de grève de la faim, de refus de plateau, des textes et communiqués divers avec la lutte contre les prisons de type F. La solidarité fut leur arme.

COMMUNIQUÉS DE SOLIDARITÉ DE PRISONNIER-E-S POLITIQUES

COMMUNIQUÉ DE L'ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS DES PRISONNIERS COMMUNISTES (DÉCEMBRE 2000)

Ce vendredi 15 décembre 2000, Pierre Carette, militant des Cellules Communistes Combattantes, entamera sa seizième année d'emprisonnement. Cette détention d'une durée jamais vue pour un condamné non-récidiviste s'explique par le caractère politique des faits et par le refus de Pierre Carette de renier son idéal communiste. Cet attachement aux principes révolutionnaires a trouvé une de ses expressions les plus claires dans l'impulsion par les prisonniers et prisonnière des Cellules Communistes Combattantes de la « Plate-forme du 19 juin » à laquelle ont adhéré des dizaines de prisonniers et prisonnières révolutionnaires, communistes, anarchistes, antifascistes ou anti-impérialistes.
Ce samedi 16 décembre, à 10h30, nous manifesterons devant le palais de justice de Bruxelles pour exiger la libération de Pierre Carette.

Ce jeudi 20 décembre, Pierre Carette entrera en grève de la faim en solidarité avec le millier de prisonniers et prisonnières révolutionnaires de Turquie (membres du DHKP-C, du TKP(ML), et du TKIP) en grève de la faim contre la nouvelle politique pénitentiaire du gouvernement turc. Celui-ci a entrepris un programme de construction de prisons cellulaires/modulaires sur le mode ouest-européen et compte placer tous les prisonniers révolutionnaires dans un régime d'isolement.

L'isolement est devenu l'arme principale des gouvernements contre les prisonniers révolutionnaires, tant pour ses effets à court terme (empêcher le prisonnier de participer à la vie politique) que pour ses effets à long terme (destruction de la santé mentale des prisonniers). Les prisonniers et prisonnières des Cellules Communistes Combattantes y ont tous et toutes été soumis pendant 3 ans, de la 1985 à la fin 1988, et n'en sont eux-mêmes sortis qu'en se battant au moyen de dures et longues grève de la faim.

C'est dans l'esprit de la « Plate-forme du 19 juin 1999 » que Pierre Carette entame cette nouvelle grève.

Ce vendredi 21 décembre, Pierre Carette comparaîtra une nouvelle fois devant la Conférence du personnel de la prison de Louvain, instance habilitée à le renvoyer devant la commission de libération du Brabant.

Il est temps que cesse le chantage au repentir et au reniement, et que cesse la détention à caractère ouvertement politique, comme l'atteste les interventions directes du ministère.

15 ans ça suffit !

Liberté pour Pierre Carette !

Solidarité avec les prisonniers et prisonnières révolutionnaires de Turquie !

Pierre Carette, Centrale gevangenis, Geldenaakse Vest 68, 3000 Leuven, Belgique

COMMUNIQUÉ DU COLLECTIF DES PRISONNIERS D'AD (FÉVRIER 2001)

Ce 27 décembre, nous terminons le refus de plateau commencé le 20, pour dire notre préoccupation solidaire quant à la lutte engagée le 20 octobre dernier par les prisonniers de plusieurs organisations communistes de Turquie.

En répondant ainsi à l'appel de Pierre Carette, membre des CCC, incarcéré en Belgique et signataire avec nous et une centaine de prisonniers révolutionnaires de la plate-forme de juin 99, nous pensions important d'attirer l'attention sur cette grève de la faim massive, largement ignorée par les médias mais aussi par les organes militants d'information.

Entre temps, sa réalité dramatique est connue de tous ; le 19 décembre, le gouvernement turc lançait l'assaut contre une vingtaine de prisons. A lire différents journaux, à écouter ou regarder d'autres médias, la propagande de l'État turc s'affiche sans complexe. Ses mensonges se déversent en deux flots.

Appeler « Retour à la vie » une opération se soldant par presque 30 morts n'est pas seulement cynique. Cet intitulé voudrait masquer combien mettre fin à la grève de la faim fut le prétexte d'une opération planifiée de longue date. Cela faisait des mois que des unités d'élite s'entraînaient pour cet assaut. Dès janvier 2000, un décret gouvernemental avait prévu de mettre en oeuvre ces transferts brutaux. A diverses reprises, le Ministre de la justice les avait annoncés pour le mois d'août.

Il y a 10 ans, le 9 mai 1990, une délégation de fonctionnaires turcs visitait la tristement célèbre prison de Stammheim. L'objectif était déjà de mettre le traitement des prisonniers politiques en Turquie en conformité avec les normes européennes de destruction par la torture blanche de l'isolement. Depuis, tandis que se construisaient les établissements de type F, la pression de l'appareil répressif contre les prisonniers ne cessait de croître. Les nouvelles prisons sont conçues pour briser l'organisation et la solidarité qui permettent aux prisonniers de résister aux conditions de détention destructrices, aux brutalités des matons, de survivre aux violences et tortures exercées par les flics dans les commissariats, lors des extractions. En finir avec les cellules collectives où les prisonniers s'entraident est devenu au fil des ans un axe toujours plus essentiel de la politique carcérale des gouvernements turcs successifs.

En 1996 déjà, une lutte avait dû passer par la mort de 12 grévistes de la faim avant qu'un précédent gouvernement sursoie à la systématisation de sa politique d'isolement contre les plus de dix milles prisonniers politiques. Les efforts gouvernementaux pour accéder aux standards de l'Union Européenne ont régulièrement donné lieu à des attaques contre les regroupements de militants. Bucca, Ümraniye, Diyarbakir, Uluncalar, Burdur... autant de prisons, autant de raids depuis 1995 ; en septembre 99, 10 militants, assassinés lors d'un coup de force ; les 5 puis 25 juillet 2000, deux nouvelles agressions contre des cellules collectives.

Le deuxième flot de propagande consiste à créer la confusion. Les cellules collectives sont décrites comme des repères mafieux où circuleraient drogues, armes et portables permettant de continuer de lucratifs trafics du fin fond des prisons. Dans le même temps où le gouvernement envisageait une amnistie profitant avant tout à divers complices pris la main dans le sac, il en exclut soigneusement la très grande majorité des militants et militantes condamnés par la Cour de Sûreté de l'État. La réalité des connexions entre l'État turc, les Loups Gris, les milices islamistes terrorisant la population du Kurdistan et la mafia n'est plus à démontrer. Sans

parler de l'impunité des fonctionnaires, torturant et isolant dans les commissariats, tuant les manifestants ; le 10 décembre encore, un jeune qui collait des affiches de soutien à la lutte. Peu avant qu'elle commence, c'étaient les mères et des parents, des artistes et des acteurs protestant toujours et encore contre la politique d'isolement et l'impunité des bourreaux qui étaient brutalisés, placés en garde-à-vue, torturés.

Les prisonniers revendiquent, outre la fermeture des prisons de type F, l'abolition de la Cour de Sûreté de l'État et la révision des verdicts prononcés par elle, la libération des prisonniers non soignés de leurs séquelles de la grève de la faim de 1996 et/ou blessés lors d'opérations militaires dans les prisons et la condamnation des massacreurs du 21 septembre 95 à Bucca, du 4 janvier 96 à Ümraniye, du 24 septembre 99 à Diyarbakir et du 5 juillet 2000 à Burdur, des tortionnaires lors des gardes à vue et des extractions. « La résistance du peuple en faveur de la démocratie et de la liberté ne doit pas être confrontée à des lois anti-démocratiques. Toutes ces lois doivent être abolies. Un terme doit être mis à l'oppression des Kurdes et des autres minorités. »

La brutalité de l'État turc a échoué. Le ministre lui-même fut contraint d'avouer le 24 décembre un nombre de 2018 prisonniers continuant le mouvement dont 353 engagés dans un jeûne jusqu'à la mort. Simultanément, sa propagande pour vendre cette opération comme une action humanitaire n'a pas le succès qu'il espérait.

Avant l'assaut, dans divers pays d'Europe, Pays-Bas, Angleterre, Belgique, Grèce, Suisse, Autriche, France..., s'étaient multipliées les initiatives - dans les premiers jours de décembre, à Rotterdam, Cafer Derell était tué sous les coups d'un groupe proche des Loups Gris ayant attaqué la tente, installée devant l'hôtel de ville où lui et ses camarades menaient un jeûne de solidarité ; la police intervint 3 heures plus tard. Elles se sont encore renforcées après et ont efficacement relayé les contre-informations en provenance des nombreux groupes et associations qui, en Turquie, soutiennent les justes revendications des prisonniers.

Au 16 décembre, une cinquantaine de prisonniers, en Allemagne, Hollande et France avait déjà solidairement jeûné, jusqu'à 20 jours pour l'un d'eux. L'appel de Pierre Carette à matérialiser la collectivité investie dans la plate-forme du 19 juin est venu amplifier la conscience politique d'une lutte commune.

Si les gouvernements de l'Union Européenne et en particulier le Ministre français des Affaires Étrangères se pincent un peu le nez devant le massacre que viennent de perpétrer les forces de l'ordre en Turquie, nous n'oublions pas que ces mêmes gouvernements sont les modèles de politique carcéral auquel aspire l'État turc. Somme toute, si la méthode est « consternante », il s'agit essentiellement d'appliquer pour le troisième millénaire, les politiques de dispersion déjà réalisées avec succès dans différents pays européens. On se souvient des dures luttes menées par les collectifs de prisonniers communistes et basques à partir des années 80, sous un gouvernement espagnol frappant à la porte de la même Union Européenne. Encouragé par des années de condamnations du bout des lèvres, le pouvoir turc pense pouvoir se fier au bon vieux « qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse ».

Cette ivresse « démocratique » qui permet aux responsables des pires injustices et inégalités, aux fauteurs de guerre, aux affameurs et oppresseurs des peuples de criminaliser ceux et celles qui osent encore contester leurs monopoles sur nos vies.

Depuis plusieurs mois, dans les prisons de l'État français, les collectifs de prisonniers, basques, bretons, corses luttent pour être regroupés, rapatriés chez eux, revendiquant leurs droits de prisonniers politiques.

Nous sommes aussi engagés dans un processus de lutte. Depuis le 14 décembre, Jean-Marc Rouillan est en grève de la faim pour le regroupement et pour la libération de nos camarades dont l'état de santé est incompatible avec la prison.

Joëlle Aubron, Écrou 2174 p n 111, CD de Bapaume, Chemin des Anzacs ; 62451 Bapaume Cedex
Nathalie Ménigon, Écrou 2173 J, CD de Bapaume, Chemin des Anzacs ; 62451 Bapaume Cedex
Jean-Marc Rouillan, Écrou 830 B1 329, MC d'Arles, rue Copernic BP 241, 13637 Arles

APPEL DU PCE(R), DU GRAPO, ET DE LA SOLIDARITÉ DE TOUS RÉVOLUTIONNAIRES ! (12 AVRIL 2001)

Ils les ont brûlés vifs, ils ont tranché leurs membres calcinés, ils les ont gazés, ils les ont torturés jusqu'à la mort, ils leur ont arraché les yeux… Près de 40 P.P. du DHKP-C, et du TIKP ont été assassinés par l'armée, la police, les geôliers de Turquie. Ils luttaient pour défendre leur dignité de révolutionnaires, d'individus. Ils luttaient contre les quartiers d'isolement et contre la torture, ils luttaient pour une société sans exploiteurs ni exploités, et ils les ont assassinés d'une manière bestiale, cruelle, brutale, sauvage, ils les ont assassinés dans le feu et le sang. L'État turc ne pouvait permettre qu'un nombre de révolutionnaires puisse étendre son dévouement à tout un peuple qui demeure exploité et opprimé jusqu'à des limites insoupçonnées. Cela devait finir ! Presque 220 jours après, ils continuent de résister et de lutter contre le fascisme, et l'État turc continue de massacrer les prisonniers politiques et leur famille. Ils sont déjà 10 camarades tués par l'alimentation forcée.

Lendig Goydag, Adil Kaplan, Bulent Coban, Fatima Ersoy, Nergiz Gulmez, Abdullah Boradag, Lelal

Aplay, Tunlay Gunal, Semat Gursel, Murat Coban, ont été les suivants de la longue liste des P.P. tués.
Gusulman Donmez et Canan Kullaksiz, parentes des P.P. sont aussi mortes pendant la grève de la faim en soutien aux P.P., la liste continue d'augmenter. Nous ne pouvons pas le tolérer, nous déclarons que nous commençons le 23 avril une grève de la faim illimitée et rotatoire. Les P.P. des GRAPO et PCE(R) appellent tous les antifascistes, tous les communistes, anarchistes, tous ceux qui sont contre ces atrocités qui se commettent à montrer de toutes les manières possibles et par tous les moyens à sa portée la solidarité la plus large avec les P.P. en jeûne de la mort en Turquie.
Gusulman Gomez, membre de TAYAD est décédé au 147ème jour, des membres de cette association de soutien aux P.P. sont en grève de la faim depuis 147 jours… Ils ne voulaient pas laisser leurs filles et leurs fils seuls dans leur action de lutte et voulaient empêcher la mort de leurs enfants en prison.
Le jeûne à mort a coûté jusqu'à présent 37 vies. 28 P.P. ont été tués au cours d'un assaut, d'une incroyable brutalité, du 19/12 au 22/12/2000… En ce moment dans les prisons turques 500 P.P. poursuivent la grève jusqu'à la mort. 1500 P.P. font la grève. L'association des droits de l'homme en Turquie a affirmé que 122 P.P. souffraient de troubles de mémoire et seraient sur le point tragique de mourir. 100 P.P. internés à l'hôpital en situation d'irrévocabilité de perte de leurs vies, de la mémoire, attaquent du cerveau, coma et soumis à la torture de la nourriture forcée. Dans les prisons de type F les P.P. sont violés, torturés, rasés, interdiction absolue de visite, 24h sur 24 musique militaire volume à fond, jambes et bras cassés pour empêcher l'autonomie, plus de 200 parents ou sympathisants ont été détenus ou torturés, souvent pour crime de solidarité !!!
Pendant les 2 dernières semaines 10 militants et 2 membres de HADEP ont disparus…
Une dictature fasciste qui a été subventionnée par 2.3 billions d'aide de la part de l'union européenne…
Le 30/03/2001 le ministère public a demandé la peine de mort pour 399 prisonniers faussement accusé d'avoir provoqué la mort d'un soldat, de 2 prisonniers non politiques.
La Turquie : un pays qui aspire à être membre de l'union européenne et qui le 29 mars 2001 a arrêté et emprisonné 43 enfants de l'ages de 5 et 10 ans coupables d'être les fils des prisonniers politiques, ils sont enfermés à Kartal (Istanbul)…

AFAPP - CSRRD - MADRID, ROME, ISTANBUL,

A l'occasion du 1er mai, en solidarité avec les prisonnier-e-s politiques en Turquie, le collectif des prisonnier-e-s du PCE(r) et des GRAPO a entamé une grève de la faim tournante, d'une semaine dans chacune des taules où ils/elles sont enfermé-e-s. Un extrait du tract d'appel du collectif :

« Déjà 13 prisonniers politiques sont tombés lors de la grève de la faim et la menace de la mort continue de peser. 30 autres pourraient mourir dans les jours prochains. C'est l'heure de l'Action, de la Solidarité Militante ! Personne se disant rouge, révolutionnaire, internationaliste... ne peut rester indifférent devant ce massacre atroce et barbare. Il est urgent, indispensable et d'une nécessité absolue que nous fassions quelque chose !!! (...) Les prisonniers politiques du PCE(r) et des GRAPO viennent renforcer la tranchée de la solidarité active et militante par une grève de la faim tournante, une semaine par prison, que nous commencerons à partir de ce 23 avril : Parce que nous ne pouvons accepter que ne meure un gréviste de plus !! Parce que les attaques contre les révolutionnaires de Turquie sont des attaques contre le mouvement ouvrier et révolutionnaire d'Europe et du monde !! Vive l'unité, la solidarité et la lutte du peuple et du prolétariat international !!

Prisonnières d'Action Directe : grève de la faim en soutien au mouvement contre les prisons de type F en Turquie (12 mai 2001)

Depuis le 24 avril et jusqu'au 27 mai, les prisonniers du PCE(r) et des GRAPO sont en grève de la faim. Venue de l'intérieur, une nouvelle action de solidarité avec la lutte contre les prisons de type F.
Au moment où nous écrivons ces lignes en Turquie, 20 grévistes de la faim sont déjà morts, dans les prisons et hors leurs murs dans ce « pays entier transformé en prison ». Les médias français se complaisent à présenter ce combat comme une opposition entre deux « fanatismes ». Comme sur les plateaux d'une balance, ils posent d'un côté l'intransigeance brutale du gouvernement turc et d'un autre le dogmatisme des plus de 1000 prisonniers politiques et plus de 300 parents engagés dans cette grève. Ils mentionnent certes que la police et le système judiciaire turcs ne sont pas exempts de reproches quant aux droits de l'Homme. Pour autant, ces commentaires n'évoquent que discrètement la torture et les procès d'exception. Ils sont pourtant les instruments routiniers de l'appareil répressif, contribuant à un régime où nombre des normes démocratiques dont ces mêmes médias se font les chantres, en d'autres

circonstances, sont hors-la-loi : liberté de penser, de s'exprimer, de s'associer.

En Turquie ces derniers mois, les forces de l'ordre multiplient les exactions contre ceux et celles osant élever la voix contre ces prisons. Les sièges d'association et les rassemblements sont attaqués par les forces militaires et paramilitaires, des démocrates militants sont portés disparus... Cette évocation de ce pic de la répression n'est là que pour mémoire. La collusion entre forces militaire, paramilitaire et éventuellement mafieuses est un schéma qu'ont à subir toutes les luttes démocratiques en Turquie.

Cette situation rend d'autant plus odieux le récent appel du commissariat à l'élargissement de l'Union Européenne, demandant au gouvernement turc de peaufiner quelques détails encore avant de pouvoir accéder à une véritable candidature d'État membre de cette Union « démocratique ». Dans ces détails, nulle mention de la réforme pénitentiaire au cours de laquelle s'inscrit l'introduction des prisons de type F. D'ailleurs, ne sont-elles pas la marque de l'adaptation du régime de détention turc aux normes de l'Union Européenne ? Il ne s'agit pas seulement de dénoncer une hypocrisie. En étant naïfs ceux qui s'en tiennent aux postures morales des gouvernements tombent dans le piège d'une occultation des intérêts stratégiques. Les valeurs « démocratiques » gouvernementales n'engagent que ceux qui y croient.

La Turquie est toujours la tête de pont du monde occidental dans la région. Membre de l'OTAN, elle est doublement insérée dans la stratégie de l'Union Européenne, dans la zone méditerranéenne et moyen-orientale, l'U.E tente de s'imposer pour un partenariat concurrentiel avec les USA. Elle y alterne particulièrement velléités de définir une politique autonome, défendant ses intérêts propres, et soumission volontaire à la domination US pour mieux garantir ces mêmes intérêts.

Or les luttes contre les effets de la mondialisation s'inscrivent forcément dans ce type de rapports stratégiques entre les forces. La mainmise impérialiste tient, entre autres, aux capacités du grand capital à déterminer les rapports sociaux en fonction de ses seuls intérêts ; capacités définissant elles-mêmes l'étendue de la mainmise. Pour mieux résister aux activités prédatrices des engrangeurs de profits, nous avons besoin de développer concrètement notre conscience des liens multiples avec les luttes qui ressemblent aux nôtres. C'est déjà ce qu'avancent les mobilisations de Seattle, Nice, Prague, Québec... Ce pourrait être aussi une multiplicité d'initiatives où seraient relayées les voix des camarades de Turquie, où apparaîtrait la complicité de l'État français dans le crime perpétré et en cours. Bref, de devenir plus conscients encore de ce qui nous tient debout dans l'adversité : la solidarité comme arme contre l'injustice, la misère et l'oppression.

C'est l'une des bases de notre signature de la plate-forme du 19 Juin 1999. Avec des prisonniers anti-impérialistes, anti-fascistes, communistes et libertaires, nous nous engagions alors à constituer une communauté de lutte dans et contre la prison impérialiste. Depuis, une quarantaine de signataires ont répondu, en décembre 2 000, à un appel de Pierre Carette pour une semaine de présence solidaire aux côtés des militants turcs. Ce même mois, il y eut des jeûnes de solidarité dans les prisons allemandes.

Dans État espagnol, des militants du PCE(r) et des GRAPO conduisirent alors plusieurs semaines de jeûne en se relayant de prison en prison.



Ces dernières semaines, en France, des prisonniers sociaux politisés expriment à leur tour ce sentiment d'être concernés par cette lutte de l'issue de laquelle dépend, entre autres, la systématisation de l'usage de l'isolement contre les militants politiques. Les revendications des camarades en Turquie sont les nôtres :

- suppression des prisons de type F ;
- abolition des lois « anti-terroristes » et dissolution de la Cour de sûreté de État ;
- condamnation des responsables des nombreux massacres dans les prisons ces dernières années ; celui de décembre 2000, 28 morts, est seulement le plus récent et le plus public.

Ces jours-ci, les médias français et sans doute européens ne traitent plus de cette lutte. Provisoirement, il n'y a plus de morts. Dans les prisons et « hôpitaux », les grévistes sont nourris de force.

Du 20 au 27 mai, nous serons en grève de la faim pour l'une, en refus des plateaux pour l'autre.

Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon, prisonnières d'Action Directe

(1) Resit Sari qui parle ainsi a été libéré de la prison d'Umrarniye peu avant l'assaut du 20 décembre. Dehors il a continué sa grève de la faim, depuis plus de 145 jours maintenant.

(2) La modification annoncée depuis des mois de la loi « anti-terroriste » prévoit explicitement l'isolement des condamnés au nom de cette même loi, qui permet par exemple d'incarcérer pendant des années le simple membre d'une association de quartier. Resit Sarii est l'un de ces exemples.

COLLECTIF DES PRISONNIERS D'ARLES (28 MAI 2001)

Depuis le 20 octobre 2000, plus de 1000 prisonniers révolutionnaires turcs et kurdes et 300 membres de leurs familles à l'extérieur sont en grève de la faim jusqu'à la mort. Ce mouvement répond à la mise en service des prisons de type F. Sous le couvert de la modernisation et de l'humanisation des établissements pénitentiaires, le régime turc tente d'introduire l'isolement comme système de destruction des collectifs de prisonniers révolutionnaires et des militants eux-mêmes par la torture blanche et les agressions physiques. Cette grève de la faim est le fer de lance du mouvement de résistance au programme des assassins. Et à ce jour plus de vingt grévistes sont morts, plusieurs centaines sont hospitalisées entre la vie et la mort.

Face au silence de la collaboration et des intérêts supérieurs de l'intégration de la Turquie au système de commandement de l'OTAN, à la CSCE et ses rapprochements avec l'union européenne, nous répondons où nous nous trouvons parla solidarité et par la dénonciation du régime fasciste turc autoproclamé démocratique. Déjà de nombreux prisonniers politiques et sociaux ont déclenché des mouvements de lutte dans différentes prisons de l'État Français.

Aujourd'hui en tant que collectif des prisonniers politiques d'Arles, nous entreprenons une semaine de lutte jusqu'au 2 juin.

Avec les prisons de type F, le régime turc a le but de désolidariser et de détruire les collectivités de résistance des révolutionnaires emprisonnés à l'intérieur des prisons ainsi que les liens avec les mouvements de guérilla à l'extérieur. Pour cela, il est prêt à aller jusqu'aux massacres comme les différentes opérations militaires l'ont déjà démontré au cours de ces vingt ultimes années. Le gouvernement turc frappe fort les détenus car, comme tous les régimes réactionnaires, il sait qu'en écrasant la collectivité des révolutionnaires emprisonnés, il gagne une victoire fondamentale dans la lutte contre l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Les 19, 20, et 21 décembre dernier marquent d'une pierre sanglante cette stratégie ; 28 prisonniers furent assassinés lors de l'assaut des prisons.

Pourquoi un tel acharnement à écraser la lutte révolutionnaire dans ce pays ?

Parce que la Turquie assume un poids géostratégique considérable dans la région Caucase-Proche Orient. Entre autres, sa situation est essentielle à la création et à la préservation nouvelles voies pour les matières premières soutirées aux Républiques de l'ex-Urss plus, cet État n'est pas un simple porte-avion de l'Otan indispensable lors des conflits dans cette région comme cela fut le cas dans la guerre contre l'IraK. Il joue un rôle actif et direct dans les divers conflits caucasiens, en épaulant les alliés naturels de l'occident, comme il le fiat au sud en passant des accords de défense avec État colon d'Israël contre le mouvement de libération palestinien et arabe. Sans compter la répression du PKK qui lui a permis d'intervenir contre le peuple kurde hors de ses frontières.

Ce que nous devons comprendre, c'est que tout affaiblissement de la Turquie est un pas en avant pour tous les mouvements de contestation dans la région. Être solidaire des prisonniers en Turquie, c'est déchiffrer cet enjeu, c'est saisir la centralité de la lutte révolutionnaire en Turquie pour nous tous en Europe.

Nous sommes solidaires des revendications des prisonniers turcs et kurdes :

- Suppression des prisons de type F,
- Abolition des lois antiterroristes et dissolution de la Cours de Sûreté de l'État,

Car elles renvoient nos propres luttes ici dans cet État contre l'isolement dans les QI, contre la 14ème section du parquet, contre les cours d'assises spéciales et plus généralement contre les lois spéciales de septembre 1986.

Mais la solidarité avec les prisonniers turcs en lutte n'est pas seulement une solidarité de prisonniers révolutionnaires à prisonniers révolutionnaires, c'est l'expression d'une conscience en devenir qui se construit combat après combats, pas à pas, dans la collectivité de la lutte ensemble au-delà des frontières, au-delà de nos histoires particulières et qui seule nous permettra d'affronter la globalisation da la dictature des monopoles transnationaux sur le terrain de la transformation révolutionnaire, de la destruction de l'impérialisme et des dernières traces de colonialisme.

Collectif des prisonniers politiques : **Antoine Adami, Frédéric « Txistor » Aranburu, Max Frérot, Gabi Mouesca, Ramuntxo Naveiro, Jean Marc Rouillan**

Communiqué de Nikos Maziotis (9 Juin 2001)

« Méprisant la mort, les camarades emprisonnés Turcs et Kurdes continuent leur lutte contre les nouvelles cellules d'isolement. Tandis que les « démocraties » capitalistes d'Occident, y compris l'État grec qui impose une loi anti-terroriste sous la pression des États-Unis, sont tous naturellement complices des crimes perpétrés par l'État turc, de nombreux prisonnier-e-s révolutionnaires d'Europe (du PCE(r) et des GRAPO en Espagne, d'Action Directe en France ou encore des Cellules Communistes Combattantes en Belgique) ont exprimé en même temps leur solidarité avec les camarades Turcs et Kurdes en menant une grève de la faim tournante de quelques jours chacune débutée en Avril et qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

Après la grève de la faim symbolique de 5 jours que j'avais menée en Décembre 2000, je participe cette fois du 9 au 13 Juin à ce mouvement international de grèves de la faim en solidarité avec les camarades Turcs et Kurdes. Parce que les prisons, l'isolement, les tortures, les lois anti-terroristes et la répression sont tous utilisés par l'ensemble des États et des gouvernements. Parce que la Révolte contre l'État, le Capital et le Nouvel Ordre est Légitime. Parce que la Solidarité est notre arme ».

Nikos Maziotis, Prison de Koridallos, Athènes, Grèce. (Il a depuis été libéré).

Communiqué de Yves Peirat (juin 2001)

Depuis le 25/06 j'ai entamé une grève de la faim qui s'inscrit dans le cadre d'un mouvement auquel participent aussi bien des prisonniers politiques de toutes obédiences que des prisonniers sociaux en solidarité avec les grévistes de la faim en Turquie. Au moment où je vous écris, c'est dans un silence des plus assourdissants que les détenus kurdes et turcs ainsi que leurs proches continuent leur grève de la faim, pendant que la Communauté Européenne détourne son regard. A ce jour plus de 20 grévistes de la faim sont déjà morts dans les prisons et hors les murs de celles-ci. Nos hommes politiques, nos intellectuels et nos artistes si prompts à aller défendre la « Démocratie » contre le « Fascisme » sur les estrades de Vienne, Berlin, Paris, Sarajevo, ne se sont guère mobilisés sur ce sujet. Ce qui est facile à faire quand il s'agit de l'Autriche ou de l'Allemagne serait-il plus difficile pour la Turquie ? Les critères permettant de définir le fascisme en action ne seraient-ils pas tous remplis ?
La Turquie est pourtant un pays régi depuis des dizaines d'années par un pouvoir militaire qui, quand il ne le prend pas à la faveur d'un coup État comme en 1980, partage celui-ci selon les époque avec une droite américanophile ou nationaliste. A l'heure actuelle, il le partage avec une coalition mêlant une droite libérale à l'extrême droite (le MHP dont les hommes de main sont les loups gris) et dont la collusion avec la mafia locale n'est plus un secret. Pour preuve l'accident automobile survenu au mois de novembre dernier et dans les décombres duquel furent retirés les cadavres de l'ex-directeur adjoint de la Sûreté Générale d'Istanbul, celui d'un des chefs de la mafia turque, et dans lequel fut blessé un député du parti au pouvoir, les trois hommes circulant ensemble dans le même véhicule. Dans la pratique, la peine de mort est toujours d'actualité en Turquie, la torture est quotidienne dans les commissariats et les casernes, et l'on peut être arrêté et emprisonné pour s'exprimer ou écrire en kurde. Néanmoins, malgré ces nombreuses atteintes aux « droits de l'Homme » si chers à nos démocraties occidentales, l'État turc peut compter à la fois sur la bienveillance de la C.E. en ce qui concerne ces détails, et le soutien objectifs de certains médias occidentaux. Bienveillance de la C.E. qui est prête à l'accepter en son sein si elle consent à quelques « aménagements » économiques (plan de restructuration du FMI) et de certaines de ses pratiques (abolition de la peine de mort), tant le rôle stratégique qui lui est assigné est des plus importants pour l'Europe du Kapital. Tout d'abord celui de porte-avion de l'OTAN dans une région du monde où les soubresauts nationalistes sont nombreux et susceptibles de provoquer des bouleversements géostratégiques préjudiciables à la politique extérieure de la C.E. et des USA (Israël, Moyen-Orient, Pays de l'Est). On a ainsi pu voir le rôle primordial de base arrière joué par la Turquie lors de la guerre contre l'Irak et dans le conflit du Kosovo. Ensuite celui de garde-frontière de la forteresse Europe dans le cadre des migrations en provenance des pays du Sud Est vers ceux du Nord Ouest. On a aussi pu voir la démonstration de son importance dans ce dispositif lors de l'arrivée d'un bateau rempli de réfugiés kurdes irakiens sur les côtes de la France — un signe de mauvaise humeur d'Ankara suite à la reconnaissance du génocide arménien par les sénateurs et les députés français. Enfin celui d'un marché économique aux nombreux débouchés (militaro-industriels) à conquérir face aux entreprises américaines qui y sont pour l'instant sans concurrent. Ce sont les objectifs de certains médias qui n'hésitent pas à reprendre à leur compte la version de l'État turc sur l'attaque des prisons où se déroulaient les grèves voire même à présenter

les militants et leurs familles comme des fanatiques, occultant ainsi le sens de leur combat.
Quel est-il ? Ces hommes et ces femmes s'opposent en fait à l'attaque qui est porté contre leur communauté de lutte qu'ils/elles avaient réussi à recréer, après plusieurs années de combat, à l'intérieur même des prisons, poursuivant ainsi ce qu'ils avaient entamé à l'extérieur. Prétextant une mise à la « norme européenne » de ses bagnes, l'État turc a donc décidé de transférer une partie des détenus, en particulier les politiques, dans des prisons spéciales à cellules individuelles, où chacun sera isolé, à la merci de la répression et coupé de ses camarades. Leur grève de la faim s'inscrit dans une campagne de dénonciation de ces cellules d'isolement en tant que continuation de la pratique de la torture sous une forme plus soft. Si nous sommes solidaires des revendications des prisonniers turcs et kurdes, c'est parce qu'elles nous renvoient à nos propres luttes à l'intérieur comme à l'extérieur de la prison.

A l'intérieur :

- le refus des peines d'éliminations et la remise en fonctionnement des textes régissant les peines (les libertés conditionnelles, les commutations, les compressions de peine, la semi-liberté)
- La libération immédiate des détenus malades
- La fermeture des Q.I.
- Le rapprochement géographique familial
- La double peine, l'expulsion et l'extradition.

A l'extérieur :
Celles qui se déroulent actuellement contre le monde de la Marchandise et du Kapital et de la société qui le façonne, au travers des luttes des travailleurs, des chômeurs, des sans-droits, des immigrés, des homosexuels/et lesbiennes, des hommes et des femmes qui pensent qu'un autre futur est possible. Car les raisons qui nous ont menés en prison, loin d'avoir disparues, sont toujours plus d'actualité. Les lois du marché plongent chaque jour plus profondément les peuples du monde dans la misère, les guerres, les maladies… La négation des droits de nombreux peuples, le racisme, le sexisme et la dévastation de l'écosystème participent à cet écrasement général de l'humanité au profit d'une poignée de nantis. Enfin, cette grève qui implique des militants révolutionnaires, communistes, anarchistes, antifascistes ou anti-impérialistes détenus dans les prisons pour leur activités politiques et/ou politico-militaires, est l'occasion de démontrer qu'au delà de nos divergences politiques, idéologiques ou organisationnelles, une unité dans la lutte est possible, et que cette dernière doit rencontrer un écho dans les forces extérieures à la prison.

C'est ainsi que des forêts du Chiapas aux montagnes de Kabylie, de la bande de Gaza au sommet de Gênes jusqu'au fond des prisons « se construit la conscience de ce qui nous tient debout dans l'adversité : la solidarité comme arme de l'injustice, la misère et l'oppression » comme l'ont écrit Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron dans leur communiqué du 12 mai annonçant leur grève.

Yves Peirat, Écrou 5591C, Bat A, Cell. 151, BP 369, 13668 Salon de Provence Cedex

DÉCLARATION DE GAËL ROBLIN À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DU PRISONNIER RÉVOLUTIONNAIRE (LE 19/06/01)

Depuis plus de deux cent jours, les prisonniers révolutionnaires turcs et kurdes incarcérés en Turquie ont entamé une grève de la faim contre leur transfert en module cellulaire, contre l'isolement carcéral, plus d'une vingtaine sont morts dans le cadre de cette lutte. Ici après les premiers morts, l'intérêt des médias et des « démocrates » est allé en s'amenuisant, las bas la lutte continue.
Depuis le 23 avril le collectif des prisonniers du PCE(R) et des GRAPO incarcérés dans l'État espagnol a entamé une grève de la faim tournante de solidarité afin que la lutte des prisonniers politiques de Turquie ne tombe pas dans l'oubli, afin de réaffirmer la réalité et la nécessité de leurs engagement internationaliste. Après ceux et celles du PCE(R) et des GRAPO, deux militantes communistes d'Action Directe (Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon) ont pris le relais de cette action de solidarité du 20 au 27 mai et Pierre Carette, militant du comité de lutte des cellules communistes combattantes incarcéré en Belgique (depuis 15 ans et demi) a porté lui le drapeau de L'internationalisme du 28 mai au 3 juin. D'autres prisonniers politiques se sont joint à ce mouvement depuis la prison d'Arles (3 Basques, 1 Corse et deux militants communistes). Pour ma part, je jeûnerai du 17 au 24 juin. Ce jeûne s'inscrit également en totale solidarité avec les prisonniers politiques corses en lutte pour leurs droits dans le cadre d'un mouvement de jeûne tournant et de refus de plateaux relayé à l'extérieur par une grève de la faim tournante commencée depuis le début juin.
Déjà du 20 au 27/12/00 plus de 40 prisonnier-e-s avaient participé à un mouvement du même type à l'appel de la plate-forme du 19/06/99. Une plate-forme qui regroupe par delà les murs des prisons européennes une centaine de prisonnièrEs communistes, anarchistes, indépendantistes, antifascistes, espagnolEs, françaisEs, belges, basques, grecs, turcs, suisses, kurdes, libanaisEs, russes, irlandaisEs et italienNES et appelle à la constitution d'une

communauté de résistance. Cette initiative comme l'actuel mouvement de jeûne tournant est relayée à l'extérieur par les organisations constituant la commission pour un Secours Rouge International.
Cette forme de lutte peut paraître à juste titre dérisoire au regard de la mobilisation solidaire que la lutte des prisonniers révolutionnaires kurdes et turcs devait susciter. Mais de là où nous sommes c'est l'unique moyen que nous avons pour affirmer notre solidarité avec les camarades kurdes et turcs et pour fendiller la chape de plomb et d'indifférence qui semble paralyser ceux qui dehors n'ont que les mots « droits de l'homme », « démocratie » ou même « révolution » à la bouche.

Le 19/06 sera célébrée la journée internationale du prisonnier révolutionnaire. Cette année écoulée a été riche en luttes. Dans les prisons de l'état français malgré la répression et la dispersion, les prisonniers politiques basques, corses, bretons, ceux d'Action directe et du DHKPC incarcérés ici ont mené de nombreux mouvements de revendications pour le respect de leurs droits, en solidarité avec d'autres camarades et parfois même avec des prisonniers sociaux politisés. Ces mouvements, grâce à la solidarité, ont connu un certain écho extérieur et rappelle la violence tranquille de l'État contre les dissidents et contre les prolétaires incarcérés (sociaux et politiques).
La « justice » de la gauche plurielle peut infliger 5 ans D'enfermement à un militant libertaire ayant attaqué des locaux du FN, faire entamer aux militants d'Action directe leur quinzaine année de mort lente, continuer à expulser des indépendantistes basques vers leurs tortionnaires espagnols, maintenir en prison un militant indépendantiste breton dont l'état de santé a été déclaré incompatible avec la détention, incarcérer un responsable syndical indépendantiste guadeloupéen, tout en continuant à préparer l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne. Comme l'ont dit les prisonniers politiques d'Arles, les revendications des prisonniers politiques kurdes et turcs (abolition des prisons de type F, dissolution de la cour de sûreté de l'État turc) nous renvoient à nos propres revendications ici (abolition des quartiers D'isolement, dissolution de la 14ème section antiterroriste) et doivent nous rappeler que cette généralisation de la répression et de la criminalisation des initiatives de résistance dépasse de loin les frontières turques et se répand partout en Europe. Le durcissement du code pénal espagnol contre les jeunes émeutiers basques qui prévoit jusqu'à 17 ans d'incarcération pour l'incendie de mobilier urbain, l'interdiction du mouvement de la jeunesse basque *Haika*, la remise en cause en Irlande 20 ans après la mort de Bobby Sands du statut de prisonnier politique pour les républicains irlandais incarcérés en Ulster en sont des signes parmi d'autres.
L'heure est à la solidarité et à la résistance. Rappelons-nous qu'à Istanbul, Paris, Bruxelles ou Madrid derrière la répression se cache le capital, et que la lutte anticapitaliste est internationale !

Vive la journée internationale du prisonnier révolutionnaire !
Vive la résistance des révolutionnaires incarcérés en Turquie !

Gaël Roblin
Prisonnier politique breton
11/06/01 La Santé

Gaël Roblin, Ecrou 273 196 - D1/121, 42 rue de La Santé, 75674 PARIS Cedex 14

GEORGES ABDALLAH PRISONNIER DES FRACTIONS ARMÉES RÉVOLUTIONNAIRES LIBANAISES (4 JUILLET 2001)

Camarades
En continuité du mouvement de solidarité avec la lutte des prisonnier-e-s révolutionnaires en Turquie je serai en grève de la faim du 9 au 15 juillet.
Tout naturellement cette démarche s'inscrit dans le cadre de notre plate-forme du 19 juin 1999. Depuis notre précédente grève de solidarité il y a déjà plus de six mois, la mobilisation en France ne semble pas vraiment progresser ; de toute évidence la situation n'est pas très différente dans les autres pays. Un grand effort reste à faire pour convaincre et mobiliser les forces vives en faveur de la lutte de nos camarades. Certes, un certain nombre de camarades prisonniers ont participé ici et là à des grèves de la faim tournantes ; en Espagne, sur l'initiative des camarades du PCE(r) et des GRAPO plusieurs dizaines de prisonnier-e-s ont participé à ce mouvement qui s'est poursuivi en France à la centrale de Lannemezan où des camarades basques et un certain nombre de prisonniers sociaux antagonistes ont fait la relève ainsi qu'à Arles et Bapaume où les camarades d'Action Directe et des camarades basques portaient le mouvement en avant ; il en fut de même dans quelques prisons en Allemagne et en Grèce. Il n'empêche que la solidarité doit se développer principalement au-delà des prisons, dans la rue et au niveau des formations politiques de gauche. Justement c'est à ce niveau où l'on voit la faiblesse de la mobilisation. Bien entendu, il y eut des initiatives ici et là, des manifs et quelques sit-in et rassemblements en France et certainement ailleurs aussi en Europe. Il y a eu quelques avancées tout particulièrement concernant la commission pour un Secours Rouge International. Ceci étant, le bilan reste dans l'ensemble très modeste (mais cela n'est pas l'objet de cette déclaration, d'autres camarades s'en chargeront certainement). Je tiens à souligner seulement que nos camarades ont toujours assumés leurs responsabilités internationales ; ils ont été de toutes les batailles anti-impérialistes dans la ré-

gion moyen orientale / méditerranéenne. Face aux forces impérialistes et à côté des forces vives libanaises ils ont exprimés leur solidarité ; face à la soldatesque sioniste et à côté des forces vives palestiniennes ils ont exprimés leur solidarité ; face aux assassins de l'OTAN et à côté du peuple irakien ils ont assumés la solidarité. Nos camarades sont en droit d'attendre particulièrement des forces vives de la gauche libanaise et palestiniennes, une solidarité qui va au-delà du geste symbolique d'un prisonnier ici ou là. Nos camarades sont en droit d'attendre aussi une plus grande mobilisation en Europe et une solidarité autrement plus ferme et plus radicale.

Nos camarades martyrs vivants continuent la résistance avec l'abnégation qui leur est propre. Ils résistent en dépit d'uns souffrance insupportable humainement et de pertes de vies inestimables. A ce jour mercredi 4 juillet, les corps de 27 des nôtres sont déjà sous terre ; ils rejoignent ainsi les 28 autres assassiné-e-s lors du massacre du 19-22 décembre 2000.

En prenant le relais des camarades qui ont assurés la relève du camarade Pierre Carette des Cellules Communistes Combattantes le 3 juin, j'accompagne pour cette semaine de l'ABC Dijon et du comité de Lutte Contre la Barbarie et l'Arbitraire dans leur initiative commune de faire du 14 juillet une journée de colère et de mobilisation en faveur de la lutte de nos camarades en Turquie. Je salue toutes les initiatives de solidarité qui portent dans la rue les justes revendications de nos martyrs vivants et qui dénoncent l'ignoble complicité objective des sociaux démocrates européens ; ils collaborent sans état d'âme avec le régime fasciste turc. Je m'adresse tout particulièrement aux camarades anti-impérialistes au Liban pour signaler que nous n'avons pas le droit de nous taire quand les nôtres mènent une aussi dure bataille. A tous les démocrates faut-il rappeler que ces prisonniers révolutionnaires sont et ont toujours été à la pointe de tous les combats pour la démocratie en Turquie !!!

Les revendications de ces camarades martyrs vivants sont les nôtres :

- Suppression des prisons de type F.
- Abolition des lois « antiterroristes » et dissolution de la Cour de sûreté de État
- Condamnation des responsables des massacres dans les prisons.
-

LA SOLIDARITE EST UNE ARME N'HESITONS PAS A L'UTILISER !

A BAS LE FASCISME DE l'ÉTAT TURC !
VIVE LA RESISTANCE DES PRISONNIERS-E-S REVOLUTIONNAIRES EN TURQUIE !
NOUS VAINCRONS !

APPEL À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DE MARK BARNSLEY ET JOHN BOWDEN (FIN JUILLET 2001)

Beaucoup d'entre vous suivent la lutte qui se déroule actuellement en Turquie. Dans les unités FIES d'Espagne (l'équivalent de nos unités CSC) les prisonnier-e-s ont récemment lancé une initiative en soutien à la lutte dans les prisons turques et en soutien de leurs 3 revendications. Cette initiative, qui est soutenue par les prisonnier-e-s en France, Grèce et par des prisonnier-e-s Basques et Kurdes a pour forme une journée de jeûne tous les premiers samedi de chaque mois. Les 3 revendications des prisonnier-e-s des FIES sont les suivantes :

- La fin des unités FIES
- La fin de la dispersion, par laquelle les prisonnier-e-s sont éloigné-e-s de leurs familles
- La libération de tou-te-s les prisonnier-e-s malades, et de celles/ceux qui ont passé plus de 20 ans en prison à cause de leurs idées politiques et de leurs militantisme

En solidarité avec nos camarades dans les prisons turques et ceux/celles qui se battent pour la justice à travers le monde, nous proposons de lancer une initiative identique à celle des prisonnier-e-s espagnol-e-s ; une grève de la faim le premier samedi de chaque mois.

Depuis l'évasion de Whitemoor et de Parkhurst en 1994 et 1995 il y a eut une tentative d'écraser la lutte dans les prisons anglaises une bonne fois pour toutes ; une guerre pour définir l'état vainqueur. En faisant ce simple acte de solidarité nous faisons le premier pas vers le renouvellement de la lutte pour réaffirmer notre humanité et notre défi.

Comme les prisonnier-e-s des FIES, nous proposons trois revendications raisonnables :

- minimum d'une heure d'exercice par jour en plein air. C'est consternant qu'au moment ou les prisonnier-e-s sont une fois encore deux ou trois par cellule que l'allocation statutaire des exercices journaliers a été réduite à seulement une demi-heure.
- Le droit pour tous/toutes les prisonnier-e-s de s'habiller avec leurs propres habits. 20 ans après que Bobby Sands et ses camarades soient mort durant leur grève de la faim, le droit pour les prisonnier-e-s de porter leurs propres habits n'est toujours pas inscrit dans les règles de la prison. À cause de cela, les gouvernants voient le fait de porter des habits civils comme un privilège qui peut être enlevé à tout instant. Cela arrive de plus en plus pour les droits communs.
- L'abolition du travail obligatoire dans les prisons. Nous voyions de plus en plus augmenter l'exploitation du travail des prisonnier e-s par des compagnies privées et par l'état. Si les prisonnier-e-s choisissent de travailler et d'être rémunéré-e en retour, ils/elles doivent avoir le choix sinon ce n'est ni plus ni moins que de l'esclavagisme.

Ce sont les trois revendications que nous proposons. Nous demandons à ce que tous/toutes les prisonnier-e-s militant-e-s, tou-te-s celles/ceux qui n'ont pas encore subit la répression de l'état, tou-te-s celles/ceux qui ne sont pas corrompu-e-s par la course aux privilèges, tou-te-s celles/ceux qui ont un instinct de solidarité et le courage de se dresser contre l'oppression de soutenir ces revendications. Nous sommes peut-être peu nombreux-ses mais nous pouvons être plus nombreux-ses. Faîtes circuler les mots. Soutenez la lutte. Le combat commence ici.

Mark Barnsley, WA2897, HMP Whitemoor, Longhill Road, March, Cambs PE15 OPR (England)

DÉCLARATION DE SOLIDARITÉ DE GEERT WAEGEMANS AVEC LES PRISONNIER-E-S EN LUTTE

Je m'appelle Geert Waegemans, un prisonnier politique en Belgique. Je suis incarcéré depuis le 17 octobre 2000 pour une tentative d'attaque sur la voiture d'un magistrat et pour être soupçonné de quelques attaques revendiquées ALF [Animal Liberation Front]. Attaques que j'ai reconnut et dans lesquelles j'ai pris des responsabilités.
De part mes camarades à l'extérieur je sais qu'il y a une lutte internationale autour de la prison et plus particulièrement en Turquie, en Espagne et apparemment maintenant dans les camps de la mort Amérikkkain. J'ai appris aussi qu'il y avait eu beaucoup d'actions de solidarité à l'intérieur et à l'extérieur des prisons, en France, Italie, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, Belgique,… Avec cette déclaration je veux rejoindre les prisonniers anarchistes Mark Barnsley et John Bowden dans la suggestion d'un jeune en début de chaque mois.
Je considère que la lutte dans les prisons, contre les régimes d'isolement, est une lutte essentiel le et justifiée, assurant les droits humains les plus élémentaires. Étant un activiste du droit animal je veux déclarer clairement que pour moi les droits humains sont de la plus grande importance. Il y a des personnes qui osent douter de cela. La lutte pour les droits humains et les droits animaux est la même à mon avis. Les deux sont soumis aux lois du capitalisme ; humains et animaux sont exploités, oppressés et sacrifiés par la folie du profit. J'espère également avoir l'attention et le respect de cette partie de ma lutte.
Il est clair que la prison n'est pas une solution. L'augmentation et le perfectionnement des prisons est un avertissement. Dans notre société il y a sentiment de craintes qui est crée artificiellement et soutenu par celles/ceux qui ont le pouvoir et qui ont peur des changements sociaux. Les nombreuses et massives actions anti-capitalistes des récentes années me donne espoir qu'il y a des changements qui se préparent. Mais la mort de Carlo Giuliani doit nous faire réaliser que la lutte n'est pas encore finie.
Avec ma modeste action je veux soutenir et encourager mes ami-e-s Espagnoles, Turques, Kurdes, Anglais-e-s, Américain-e-s, … et continuer la lutte avec eux/elles pour une société juste avec le respect pour les humains, les animaux et l'environnement . Une société où les prisons, qui sont les donjons de ce que l'on appelle une société démocratique, ne seront plus utilisées à jamais.
Respect et Solidarité.

Geert Waegemans, Begijnenstraat 42, 2000 Antwerpen, Belgium.



COMMUNIQUÉ DE L'ANARCHIST BLACK CROSS-DIJON, DU COMITÉ DE LUTTE CONTRE LA BARBARIE ET L'ARBITRAIRE, ET D'INDIVIDUS (18-08-2001)

Après plus de 300 jours de grève de la faim dans les prisons turques, l'organisation des familles et proches de détenu-e-s TAYAD, dont des membres sont eux mêmes en grève de la faim depuis plus de 100 jours pour certain-e-s d'entre eux, a lancé un appel à mener trois jours de grève de la faim solidaire à compter du 15 août. L'appel est consécutif à un durcissement de la répression et des persécutions à l'encontre des prisonnier-e-s et de leurs familles en Turquie.

Suite à l'extraction de force vers l'hôpital de Cerapahsa d'un militant qui poursuivait à l'extérieur sa grève de la faim commencée en prison, la police resserre son étau autour des maisons où des familles et des ex-prisonnier-e-s continuent la grève de la faim en solidarité avec la lutte dans les prisons. En ce moment, les militaires stationnent autour du quartier de Kucuk Armutlu, prêt à donner l'assaut, avec en attente des camions de pompiers et des ambulances de plus en plus présents sur les lieux.

Cet appel a été suivi dans plusieurs pays d'Europe : en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Hollande et également en France où des équipes sont entrées en grève à Paris, à Toulouse, à Bordeaux, à Lyon ainsi qu'à Salon de Provence.

A Dijon, vendredi à minuit, quatre grévistes se sont installés dans des tentes sur une place publique, la place Wilson, munis de banderoles indiquant leur présence. Des dossiers de presse et divers documents sont disponibles sur place.

Nous, grévistes, entendons soutenir les revendications avancées depuis le début du mouvement par les détenu-e-s et leurs proches, qui sont :

- La suppression des prisons cellulaires de type F.
- L'abolition des lois antiterroristes et la dissolution de la cour de sûreté de l'État.

Ils condamnent également le rôle rempli par l'Union Européenne dans l'application de la réforme pénitentiaire qui mena notamment au massacre du 19 décembre 2000 dans les prisons turques.

ainsi que :

- Le retrait immédiat de militaires et policiers du quartier de Kucuk Armutlu
- L'arrêt des médicalisations forcées des grévistes de la faim.

AU 15 SEPTEMBRE, EN LUTTE ET SOLIDAIRES ! (FIN AOÛT 2001)

Par Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon, prisonnières d'Action Directe

Depuis octobre 2001, les prisonniers politiques en Turquie sont en lutte contre le régime des prisons de type F. Par groupes de 100 ou 200, ils se sont engages dans des jeûnes jusqu'a la mort. Plus de 10000 militantes et militants sont incarcérés par cet État qui négocie son entrée dans l'Union Européenne. Au mois de juillet 2001, 60 camarades sont déjà morts dont 32 assassines lors de l'assaut du 19 décembre 2000. L'inflexibilité d'un gouvernement de coalition, alliant centre-gauche et extrême-droite en a tue 30 autres. Une autre soixantaine est handicapée a vie du fait de cet affrontement entre d'un côte des prisonniers qui luttent pour des revendications démocratiques et d'un autre un État sous la coupe de ses militaires. Les colorations fascistes de ce régime ne sont-elles pas suffisamment évidentes? Est-ce que l'état d'exception permanent sous lequel vit la société en Turquie a encore besoin d'être rappelé?

Propos interdits y valent de tomber sous le couperet d'une loi « anti-terroriste », mises a l'index de tous les partis politiques et associations qui luttent pour ouvrir l'espace politique public - quand leurs sièges ne sont pas investis par les fascistes ou les forces de l'ordre - rigoureuse limitation des droits syndicaux, de manifestation et d'association, tortures pratiquées quotidiennement dans les commissariats et les prisons... Bref, les chantres des normes « démocratiques » états-uniennes et européennes devraient y trouver matière a stigmatiser.

Pour autant, après avoir recommande quelques ravaudages de façade, les grands « démocrates » de l'Union Européenne se gardent bien de dénoncer cette situation. Ils ne sauraient critiquer la modernisation du régime carcéral turc dans lequel s'inscrivent les prisons de type F. C'est vrai quoi, c'est tellement plus propre lorsque les opposants et les révolutionnaires sont « réduits a un état de soumission essentiel a leur conversion idéologique (...), réduits a un état d'incapacité psychologique tel qu'ils seront neutralises en tant qu'adversaires efficaces et autonomes. En cas d'échec, la seule solution est leur destruction, de préférence grâce a un désespoir tel qu'ils se détruiront eux-mêmes (...) » par la bien nommée torture blanche de l'isolement.

Porte-parole d'une délégation du Parlement européen, un Cohn-Bendit n'eut rien de plus pressé au mois de juin que de dénoncer l'intransigeance des prisonniers. Sous prétexte de ne pas vouloir discuter de concepts de « l'age de pierre », il refusa d'aborder avec l'un des prisonniers le rôle de l'impérialisme dans la mise en œuvre des prisons de type F. Son attitude n'a rien de personnel, il préside la commission parlementaire turco-européenne. Les conditions de détention dans ces nouvelles prisons sont celles normalisées, aux USA et dans nombre des États européens depuis des décennies, contre

les prisonniers révolutionnaires et rebelles. Pour mémoire, en 1998, un rapport du département État US définissait les prisons en Turquie comme « le centre du terrorisme » tandis que la demande entrée dans l'U.E de la Turquie proposait, en premier lieu, « la fin des cellules collectives » et introduisait les prisons de type F comme la « transition vers des conditions de détention modernes ». Cette intention a-t-elle suffi? Les champions des interventions « humanitaires » se taisent depuis des mois. Ou leurs indignations sont-elles sélectives?
Cette fois, la posture morale n'apporterait nul bénéfice aux intérêts stratégiques qu'elle masque habituellement. L'âpreté de cet affrontement entre les prisonniers politiques et le gouvernement en Turquie est un effet d'enjeux économiques et militaires. Les USA et l'U.E laissent des marges de manœuvres avec leurs propres critères de la « démocratie » a cette puissance régional, a la hauteur de leurs intérêts a ce qu'elle soit forte. État turc vaut comme facteur de stabilisation et base essentielle a leurs déploiements militaires dans la zone méditerranéenne et moyen-orientale. Membre de l'OTAN, la Turquie dispose de bases qui ont permis les bombardement de la Serbie en 99 et de l'Irak régulièrement encore. Cette réalité devrait pouvoir être une raison supplémentaire pour que se mobilisent ceux qui savent reconnaître les conditions réelles derrière les mensonges de la propagande. Si nous parlons d'en finir avec l'extension de la misère, si nous dénonçons les politiques visant a encore enrichir les riches, si nous nous insurgeons contre les inégalités croissantes, nous devons savoir que ces horreurs ne peuvent pas se faire sans une combinaison de puissances militaire et économique. Malheureusement, force est de constater, cette mobilisation est dramatiquement absente.
Certes, des initiatives solidaires se déroulent ici et la. Depuis décembre, il y eut des manifestations, des caravanes a travers l'Europe, des meetings, ... Il y eut encore des initiatives venues de l'intérieur des prisons. D'avril a juillet encore, des prisonniers communistes, anti-impérialistes, anarchistes, antifascistes, ... se sont relayés a travers des jeunes. Signataires ou non de la plate-forme du 19 juin 99 rassemblant des hommes et des femmes pour lesquels « Pas de justice, pas de paix! » a un sens pratique, ils ont redit a quel point cette lutte est la leur, la nôtre. Pour autant, le peu d'échos de cette lutte des prisonniers turcs et kurdes reste une cruelle évidence. Contre la paix des cimetières et du fond de nos cellules, nous essayons une fois encore de faire une arme de notre solidarité.
Du 15 au 22 septembre, nous serons en grève de la faim pour l'une, en refus des plateaux pour l'autre.
Nous espérons être rejointes par de nombreuses, très nombreuses, initiatives.

CONTRE LE GÉNOCIDE DES PRISONNIER-E-S POLITIQUES EN TURQUIE (MI-SEPTEMBRE 2001)

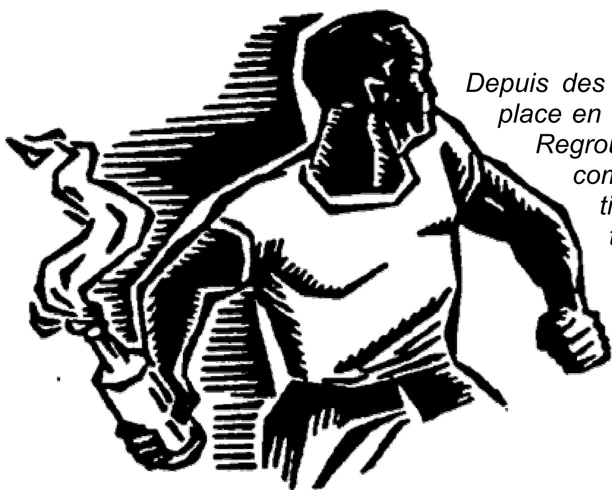
Le 20 octobre, cela fera un an qu'a commencée la grève de la faim illimitée de 2000 prisonnier-e-s politiques turcs et kurdes qu'ils mènent à bien contre l'extermination dont ils souffrent dans les prisons turques.
À cette date, il y a 72 décès, dont 49 militant-e-s du DHKC, 7 du TKP-ML, 3 du TKEP/L. 2 du TKIP, 1 du MLKP, 2 étaient des militants indépendantistes kurdes du PKK/DCS et 8 faisaient partie de l'organisation des familles TAYAD.
La situation que traverse les 12000 prisonnier-e-s politiques en Turquie est l'isolation totale, la torture, les brimades et la mort.

Leurs revendications sont les suivantes :

- fermetures des cellules de type F, de l'isolement.
- Abolition des lois anti-terroristes et des tribunaux fascistes, qui légitiment la torture et qui éliminent les droits humains.
- Identification et punition des responsables des massacres des prisonnier-e-s, qui depuis 1980 ont coûté la vie de plus de 200 prisonner-e-s.
- Liberté immédiate pour les prisonnier-e-s enfermé-e-s avec la condamnation abandonnée.

Dans les rues turques la répression s'est déchaînée à un tel point que les disparitions et les exécutions de dissidents, de journalistes ou de sympathisant-e-s sont habituelles et l'on peut constater des cas comme l'emprisonnement d'une fillette de 9 ans seulement... Le silence complice de la presse essaye de faire taire une des luttes carcérales des plus dure et juste de l'histoire. À travers cela il y a l'accord que toute l'Europe « démocratique » a passé avec le régime fasciste turc pour faire partie de l'union européenne, pour des raisons économiques, militaires et géostratégiques. Cependant, en dépit de tous les facteurs rencontrés, la résistance continue et pour chaque révolutionnaire qui meurt, nous nous unissons à la grève de la faim pour se battre ouvertement : Résister c'est Vaincre.
Nous ne pouvons pas rester silencieux plus longtemps. Ce qui est entrain d'arriver aux prisonnier-e-s politiques turcs et kurdes, est un laboratoire d'enseignement pour que plus tard il se passe la même chose dans les prisons espagnoles et françaises, avec son lot de massacres et d'assassinats. Ensemble nous entendrons plus et mieux.

AFAPP, ASKAPENA, Gasteizko Gazte Asanblada, KAKITZAT, Komite Internazionalistak, PIPI, Zaramazulo K.G.



Depuis des décennies, des hommes et des femmes combattent le régime en place en Turquie et plus généralement pour l'instauration d'une autre société. Regroupé-e-s pour la plupart dans des organisations révolutionnaires, leur combat prend différentes formes (syndicale, politique, armée, estudiantine…) mais aussi différentes approches idéologiques qui ne sont pas toujours facilement discernables par tou-te-s. Un bref aperçu historique s'imposait donc afin d'éclaircir quelque peu les « filiations », les différences, les convergences dans la mouvance révolutionnaire marxiste en Turquie.

La Turquie et la Révolution

La naissance de la Turquie moderne

La première guerre mondiale marque l'écroulement de l'Empire ottoman et son occupation par les alliés. De 1919 à 1922 la lutte de « libération » est menée par Mustafa Kemal, dit Atatürk, « le père des Turcs ». Le kémalisme est une idéologie laïque, républicaine, visant au développement du pays.
Toute la question de la révolution en Turquie passe par l'interprétation de Mustafa Kemal :

- Pour certains, le kémalisme a été un pas en avant et il faut le pousser à son extrême ;
- Pour d'autres le kémalisme a été un point positif mais a ensuite collaboré avec l'impérialisme ; il faut donc finir le travail ;
- Pour les derniers enfin, le kémalisme revient à du fascisme, une « révolution par en haut » empêchant celle par en-bas.

De fait, dans les années 1930-1940, la Turquie s'alliera à tous les pays capitalistes (l'Angleterre, l'Allemagne, la France, les USA…) pour après 1945 s'aligner principalement sur les USA.

Les années 1960

Le 13 Février 1961, des syndicats et des intellectuels d'extrême gauche fondent le TIP [Parti des Travailleurs de Turquie]. C'est le premier grand renouveau du mouvement ouvrier depuis l'écrasement du Parti Communiste de Turquie par les kémalistes dans les années 1920.
Le TIP n'est pas un parti de masse mais plutôt un rassemblement des travailleurs urbains politisés, d'enseignants.. Au milieu des années 60, le TIP crée une Fédération des Clubs d'Idées [FKF] pour rassembler des étudiants et des lycéens et les orienter ensuite vers le parti.
La FKF va rassembler plusieurs tendances révolutionnaires, unies par une perspective antifasciste et anti-impérialiste. La FKF déborde très vite le TIP et se transforme en octobre 1969 en une fédération de la jeunesse révolutionnaire [Devrimci Gençlik, Jeunesse Révolutionnaire, également surnommé Dev Genç].

En novembre 1970, deux tendances de Dev Genç déclarent leur intention de passer à la lutte armée et se lancent aussitôt dans la guérilla, influencées par les guérillas urbaines d'Amérique Latine. Leur ligne politique est la stratégie de révolution démocratique nationale, MDD [Milli Demoratik Devrim],pour développer la guerre populaire. Ces deux tendances prennent le contrôle de l'exécutif de Dev Genç. Les partisans de Mao Zedong quittent Dev Genç et fondent le TIIKP [Parti Révolutionnaire Ouvrier-Paysan de Turquie].

De 1970 aux guérillas

Les deux tendances pro-guérilla de Dev Genç passent à l'action en 1971.
Le 22 décembre 1970 est fondé le THKO [Armée de Libération du Peuple de Turquie], fondé par Deniz Gezmis. Le modèle révolutionnaire est Cuba : en fondant une armée unissant le peuple, l'État peut être très vite balayé. Le THKO se fait très vite liquidé et Deniz Gezmis condamné à mort.
C'est alors la naissance en 1971 du THKP-C [Parti-Front Populaire de Libération de la Turquie], fondé par Mahir Cayan. Le THKP-C a attaqué à la bombe de nombreuses entreprises liées aux USA, les consulat américain et anglais d'Istanbul, un dépôt de l'armée US et une vedette marine militaire américaine. Il a également enlevé l'ambassadeur israélien et revendiqué la libération des prisonnier-e-s du THKO.
Le 30 mars 1972, à Kizildere, Mahir Cayan et ses camarades sont tués par l'offensive de l'État turc.
Se fonde alors le TKP-ML/TIKKO [Parti Communiste de Turquie – Marxiste-Léniniste / Armée Ouvrière et Paysanne de Libération de la Turquie], avec à sa tête Ibrahim Kaypakkaya, issu du FKF, et qui a provoqué une scission dans le TIIKP. Le TIKKO développe la guerre populaire dans les campagnes, selon les principes développés par Mao Zedong, mais est lui aussi liquidé par l'armée. Réfugié une se-

maine dans une grotte, Kaypakkaya est arrêté, une partie de ses membres devant être coupée car gelée. Torturé trois mois et demi sans parler, il meurt assassiné à l'âge de 24 ans.

DE LA RECONSTRUCTION AU PUTSCH MILITAIRE DE 1980

Les années suivant la destruction des trois guérillas sont marquées par leur reconstruction et le développement du mouvement de masse.
Dès novembre 1975, des associations de jeunes révolutionnaires apparaissent sous le nom de Dev Genç et relancent le processus révolutionnaire. Ces organisations se réclament du prolongement des théories des dirigeants qui ont été torturés et massacrés par le régime fasciste de Turquie dans les années 70. Ce sont les années d'apogée des « urgentistes », pour qui la lutte armée doit être mené le plus vite possible pour casser « l'équilibre artificiel » imposé par l'État fasciste. En 1975 se forme ainsi la MLSPB [Ligue Marxiste-Léniniste de Propagande Armée] et en 1976 le THKP-C/HDÖ [THKP-C/Avant-garde Révolutionnaire du Peuple], qui vont mener plusieurs centaines d'actions armées.
Se forme également la Fédération de la Jeunesse Révolutionnaire (DGDF) qui compte un nombre important d'associations qui lui sont liées un peu partout en Turquie, alors que le TKP-ML se reconstitue peu à peu depuis 1974.
En 1976, des différences politiques qui existent au sein du DGDF se traduisent par la formation d'un nouveau groupe très important quantitativement, Dev Yol [Sentier révolutionnaire].
Le mouvement se développe donc jusqu'au 1er mai 1977, un rassemblement exceptionnel de manifestants d'extrême- gauche qui s'est réuni à la place de Taksim située dans le centre ville d'Istanbul. Le nombre des manifestants (plus d'un million) a fait de ce 1er mai une date importante dans l'histoire du mouvement révolutionnaire en Turquie. Cependant, la répression sanglante qui émane de l'État réactionnaire turque s'est soldé par le massacre de 34 personnes ce jours-la. C'est alors la formation en 1978 de Devrimci Sol [Gauche Révolutionnaire, communément appelé « Dev Sol »], qui reprend le flambeau du THKP-C. Son succès est énorme et ses actions armées marquent la Turquie.

DE 1980 À 1991
L'ÉVOLUTION DES TROIS TENDANCES PRINCIPALES

En 1980, l'armée écrase le mouvement révolutionnaire par un putsch sanglant. Les organisations révolutionnaires sont pour la plupart écrasées, mais se reconstruisent très vite, particulièrement Devrimci Sol et le TKP-ML, qui deviennent les deux principales organisations menant la lutte armée. Coexistent à côté une multitude de petits groupes armés issus du THKO ou du THKP-C, même si la plupart des partisans du THKO ont privilégié une approche farouchement opposée aux groupes armés. Il y a donc à peu près une dizaine d'organisations menant la lutte armée de manière conséquente, au moins une trentaine de sous-groupes issus de ces groupes, et un grand parti réformiste : l'ÖDP, qui refuse tout lien avec les groupes armés.

Les organisations issues du THKO

Les partisans du THKO sont ceux qui avaient comme slogan « nous sommes les vrais kémalistes ». Pour la majorité de ses partisans, la Turquie est un État capitaliste. Le THKO rejetait la nécessité du parti et était ainsi franchement populiste ; l'armée suffirait à rallier les masses. Idéologiquement, les partisans du THKO ont systématiquement été proches de l'Albanie d'Enver Hoxha.
Le principal groupe issu du THKO fut Halkin Kurtulusu [La libération du peuple], qui donnera le TDKP [Parti communiste révolutionnaire de Turquie], créé le 2 février 1980. Le TDKP a laissé des traces importantes dans le domaine de la propagande de la lutte armée, sans pour autant s'investir réellement dans une stratégie de guérilla. Le repli révolutionnaire du TDKP dans les années 90 s'est d'ailleurs traduit par la continuation de la lutte de manière légale sous le nom du Parti du travail [Emek Partisi] et par une critique virulente des groupes menant la lutte armée.
Une partie du TDKP formera le TDKP/Leninist, qui deviendra Ekim [Octobre] puis le TKIP [Parti Communiste Ouvrier de Turquie] en 1998.
Le TIKB [Union des Communistes Révolutionnaires de Turquie], crée en 1978, est également issu du THKO. Soutenant la lutte armée et organisant des comités de jeunesse antifascistes, TIKB est aujourd'hui une organisation très active en Turquie.
En 1980 s'est fondé le TKEP [Parti communiste du travail de Turquie] qui connaîtra par la suite une scission TKEP/Leninist, groupe pro-cubain soutenant la lutte armée.

Les organisations issues du THKP-C

Pour le THKP-C, la Turquie est une néo-colonie ; il faut une révolution « anti-impérialiste et anti-oligarchique ».
Aujourd'hui quasiment disparues, la MLSPB et le THKP-C/HDÖ ont eu avant 1978 un impact important, notamment par le fait que les Cellules Communistes Combattantes belges se sont reconnues dans leur idéologie et qu'Action Directe a mené à Paris une action armée contre la banque israélienne Leumi en commun avec le THKP-C/HDÖ. Mais à partir de 1978 (naissance de Devrimci Sol) et du putsch de 1980, les « urgentistes » disparaissent.

Les organisations issues du TKP-ML

Le TKP-ML a réussi à se reformer et à devenir dans les années 1980 une très grande organisation, notamment dans le bastion kurde du Dersim. En 1987 une grande scission sépare l'organisation en

deux (TKP-ML troisième conférence et TKP-ML DABK) qui se réunissent en 1992.

Les principaux théoriciens de ces trois tendances sont donc Deniz Gezmiç, Mahir Cayan et Ibrahim Kaypakkaya. Resté plus proche du kémalisme, Deniz Gezmiç est plus ou moins intégré dans l'idéologie dominante, où il est présenté comme un « romantique ». Il est par contre bien plus difficile de mentionner Mahir Cayan ou de trouver sa littérature, ce qui relève presque de l'impossibilité pour celle d'Ibrahim Kaypakkaya, pour qui « le kémalisme c'est le fascisme ».

De 1991 à 1996
L'apogée du mouvement

Les années suivant la guerre du golfe sont celles de l'apogée du mouvement. Devrimci Sol, s'effondrant sous le poids de ses contradictions internes, renaît en 1994 sous la forme du DHKP-C [Parti / Front Révolutionnaire de Libération du Peuple], capable d'amener 30.000 partisans dans les rues d'Istanbul le 1er Mai, défilant derrière des foulards rouges et attaquant la police aux cris de « Vive la guérilla ». Le quartier de Gazi à Istanbul, bastion du DHKP-C, se révolte contre la police pendant plusieurs jours, et le prestige de l'organisation est énorme ; c'est également l'ébullition dans les facultés.
Dans les villes c'est également la naissance du MLKP [Parti Communiste Marxiste-Léniniste], qui rassemble les restes des groupes communistes non-armés et arrive à fonder une organisation de masse.
Dans les campagnes, le TKP-ML se relance et se développe dans des régions sans guérilla jusqu'alors, notamment le nord-est du pays (la région de la mer noire).
La grande grève de la faim de juin/juillet 1996, marqué par la mort de 12 détenus, est incroyablement bien soutenue et marque l'apogée du mouvement.

De 1996 à 2002

Les années suivant la grande grève de la faim sont des années paradoxalement difficiles. Les raisons sont à la fois objectives et subjectives. Il y a déjà des problèmes internes. Le TKP-ML se transforme en un TKP(ML) et un TKP/ML, le TIKB en TIKB et TIKB Bolsevik, etc.
Il y a ensuite l'arrêt de la lutte armée par le PKK, qui démoralise les masses kurdes et permet à l'armée turque de renforcer sa répression sur les organisations révolutionnaires. Le prestige de l'État turc suite à l'arrestation d'Öcalan a joué un rôle très négatif.

Les organisations kurdes

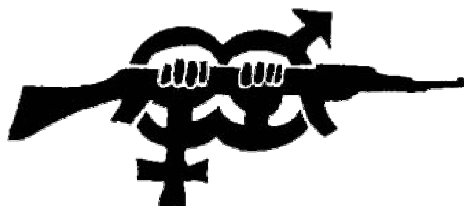
On ne peut parler des organisations révolutionnaires en Turquie sans parler des mouvements spécifiquement kurdes et des prisonnier-e-s tombées pour un Kurdistan indépendant. En effet, malgré l'évolution allant plutôt dans le sens du compromis dans ce conflit, ces prisonnier-e-s sont encore environ 7000 ; La plupart appartenant au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le PKK puisent ses racines dans la création en 1974 de l'*Association patriotique et démocratique pour l'enseignement supérieur d'Ankara* (AYÖD) par celui qui deviendra son leader par la suite, Abdullah Öcalan ; le PKK ne se formant officiellement qu'en 1978. Sa structure se veut, avec des nuances notables, marxiste-léniniste-maoïste et vise à la libération par les armes du Kurdistan de Turquie.

Les premières actions armées commenceront contre l'armée turque en 1983 mais officiellement celles-ci commencent en 1984. Sa montée semblera longtemps inexorable et un temps le PKK comptera plusieurs milliers de guérilleros dans la guerre contre l'État turc. Mais en 1999, l'arrestation mouvementée et rocambolesque d'Öcalan marque un coup d'arrêt à son expansion. Depuis, Öcalan a été condamné à mort, il a appelé à cesser les activités militaires et le PKK s'est officiellement dissous sans pour autant que la question kurde n'est eue une amorce de règlement ou que les prisonnier-e-s n'aient été libéré-e-s.

En réaction à ces derniers événements est né le PKK/DCS [Combattants de la Voie Révolutionnaire] qui lui est favorable à la poursuite de la lutte armée.

Addenda : En 1975 est né le mouvement « marxiste révolutionnaire » (selon ses termes) de l'*Armée Secrète Arménienne de Libération de l'Arménie* (ASALA) qui mènera la lutte armée pour le rattachement de l'Arménie « de » Turquie à sa petite sœur soviétique jusqu'à la fin des années 80. Il en fut de même des *Commandos des Justiciers du Génocide Arménien* (émanation du vieux parti national *Dachnak*) qui deviendront en 1983 l'*Armée Révolutionnaire Arménienne* mais qui eux souhaitaient le rétablissement de la République arménienne de Turquie orientale.





Elles n'y sont évidemment pas toutes, mais nous avons tenter de recenser le maximum d'adresses d'associations de soutiens aux prisonnier-e-s en Turquie. Á l'intérieur des prisons les prisonnier-e-s sont organisé-e-s en collectif selon leurs organisations, et de fait les associations de familles, à l'extérieur, sont à l'image de ces collectifs. Chaque association est donc souvent considérée comme proche de telle ou telle organisation révolutionnaire. Tayad, la plus importante de ces associations, regroupe ainsi des familles de prisonnier-e-s condamné-e-s pour leur appartenance supposée ou réelle au DHKP-C ainsi que des ex-prisonnier-e-s pour le même motif. Il en est aussi ainsi pour Öztudak et le TIKB, etc. L'État se sert souvent de cette réalité pour criminaliser les associations de soutien aux prisonnier-e-s, en les assimilant à du « soutien aux terroristes ». Prétexte facile pour faire passer des lois punissant de prisons ceux/celles qui soutiennent des mouvements de prisonnier-e-s, pour intervenir par la force et massacrer des grévistes de la faim, tabasser des manifestant-e-s…
Plus quelques autres adresses utiles de collectifs de soutiens aux prisonnier-e-s, d'organisations, politiques, d'associations, de journaux en lien avec la Turquie.

Adresses et contacts

Collectifs de solidarité

IKM [Comité Contre l'Isolement]
Helmsweg 33, 21073 Hamburg
http://www.noisolation.de
noisolation@ninebyte.de

Tayad [Association d'Entraide entre les Familles de Prisonniers]
Taksim caddesi - Ara cesme sokak, Studyo apt. No. 15 kat 2, Taksim Istanbul
Tel / Fax : 0090 212 249 26 04
http://www.tayad.org
info@tayad.org

Tayad Belgique
Rue Stevin 190, 1000 Brussels
Tel : 0032 (0)2 230 08 66
Fax : 0032 2735 3246
tayadkomite@hotmail.com

Tayad France
c/o APA, 14 rue du Fg St Denis, 75010 PARIS
Tel / Fax : 0033 (0)1 42 46 07 97

Tayad Londres
Tel / Fax : 0044 207 249 9984
tayadlondon1@aol.com

Öztudak France
BP 854, 75470 Paris Cedex

Öztudak Londres
Ground Floor, 2A Belgrade road, London N16 805

Les organisations en lutte

DHKP-C
[Parti-Front Révolutionnaire de Libération du Peuple]
http://www.dhkc.org/

MLKP
[Parti Communiste Marxiste Léniniste]
http://www.mlkp.net/

PKK/DCS
[Parti des Travailleurs du Kurdistan / Combattants de la Ligne Révolutionnaire]
http://www.gulmus.de/ (Nasname, site non-officiel)

TIKB
[Union des Communistes Révolutionnaires de Turquie]
http://www.geocities.com/tikb_online/

TKEP/L
[Parti Communiste du Travail de Turquie/Léniniste]
http://www.communist.cjb.net/

TKIP
[Parti Communiste Ouvrier de Turquie]
http://www.tkip.org/

TKP-Kivilcim
[Parti Communiste de Turquie – Spartacus]
http://tkp-kivilcim.org/

TKP/M-L
[Parti Communiste de Turquie/Marxiste Léniniste]
http://www.partizan.org/tkpml.htm

TKP (M-L)
[Parti Communiste de Turquie (marxiste-léniniste)]
http://www.tkp-ml.org/

QUELQUES COLLECTIFS DE SOLIDARITÉ

ADDAMEER [Association de soutien aux prisonnier-e-s palestinien-ne-s]
Jerusalem, P.O.Box 17338.
http://www.addameer.org
addameer@planet.edu

ASSOCIATION DES FAMILLES ET AMIS DES PRISONNIERS POLITIQUES [Association de soutien aux prisonnier-e-s du PCE(r) et du GRAPO]
(Sans mention) AC 15220, 28080 Madrid (Espagne)
afapp@libero.it

ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS DES PRISONNIERS COMMUNISTES [Collectif de solidarité avec les prisonniers des Cellules Communistes Combattantes]
APAPC, BP 6, St. Gilles 1, 1060 Bruxelles (Belgique)
SR_APAPC@hotmail.com

ASKATASUNA [Association de soutien aux prisonnier-e-s basques]
BP 8285 64182 Bayonne cedex
hareman@camaileon.com

COMITÉ ANTI RÉPRESSIVE DE BRETAGNE [Collectif de solidarité avec les prisonniers politiques bretons]
20 rue de Finlande, 56100 Lorient
http://www.prizonidi.org/
carb@voila.fr

COLLECTIF POUR UN SECOURS ROUGE [Collectif de solidarité avec les prisonnier-e-s politiques]
21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
secoursrouge@free.fr

COMITÉ DE LUTTE CONTRE LA BARBARIE ET L'ARBITRAIRE [Collectif de solidarité avec les prisonnier-e-s en lutte contre l'État sioniste]
777, bd des nations-unies, 13300 Salon de Provence
CLBA@subdimension.com

CROIX NOIRE ANARCHISTE / ANARCHIST BLACK CROSS
[Collectif de lutte anti-carcérale et de solidarité avec les prisonnier-e-s politiques]
ABC Dijon
c/o Maloka, BP 536, 21014 Dijon Cedex (France)
http://www.chez.com/maloka/ABC/index.htm
maloka@chez.com
Page de solidarité avec la Turquie
http://www.chez.com/maloka/Turquie.htm

ABC Gent
(Sans mention) Postbus 40, 9000 Gent 2 (Belgique)
http://www.geocities.com/abc_gent/
abc_gent@yahoo.com

ABC Network
http://www.anarchistblackcross.org/

DÉFENSE ACTIVE [Collectif de solidarité avec les prisonnier-e-s d'Action Directe]
80 bd de Mesnilmontant, 75020 Paris (France)

LIBERTAD ! [Collectif de solidarité avec les prisonnier-e-s politiques]
Falkstr. 74 - 60487 Frankfurt (Allemagne)
Tel : 069-79202750
Fax : 069-79201774
http://www.libertad.de/
verein@libertad.de

NE LAISSONS PAS FAIRE [Collectif de solidarité avec les prisonnier-e-s d'Action Directe]
c/o Librairie Le Point du Jour, rue Gay Lussac, 75005 Paris (France)

ROTE HILFE [Collectif de solidarité avec les prisonnier-e-s politiques]
Rote Hilfe c/o Aufbau, Postfach 8663, 8036 Zurich (Suisse)
http://www.aufbau.org/

SECOURS BRETON [Collectif de solidarité avec les prisonniers politiques bretons]
Feuteun Wenn, 3, straed A. Briand, 44350 Guérande
Tél : 02 40 42 92 94
Fax : 02 40 24 81 38
http://www.skoazell-vreizh.org/
info@skoazell-vreizh.org

SECOURS ROUGE PIERRE OVERNEY [Collectif de solidarité avec les prisonnier-e-s politiques]
c/o Célia, BP6, 75462 Paris Cedex 10 (France)

DIVERS

INFO TURK [Un centre d'information non gouvernemental sur la Turquie]
53 rue de Pavie - 1000 Bruxelles
Tel: (32-2) 215 35 76 - Fax: (32-2) 215 58 60
http://www.info-turk.be/
editor@info-turk.be

PRISONS EN TURQUIE [Site d'information sur la situation dans les prisons turques]
http://prisonsenturquie.free.fr/
prisonsenturquie@free.fr

ÖZGURLUK [*Liberté* - Agence de presse sur les luttes révolutionnaires en Turquie]
http://www.ozgurluk.org

IHD [Association des Droits de l'Homme de Turquie]
İHD Genel Merkezi, Tunalıhilmi Cad. 104/4 Kavaklıdere, Ankara (Turquie)
Tel : 90 (312) 466 49 13 ou 14
Fax : 90 (312) 425 95 47
http://www.ihd.org.tr/eindex.html
posta@ihd.org.tr

INSTİTUT KURDE DE PARİS
106 rue La Fayette, 75010 Paris
Tel : 01 48 24 64 64
http://www.institutkurde.org/

IRISH REPUBLICAN SOCIALIST PARTY
P.O. Box 1981, Derry, BT48 8GX, Ireland
http://irsm.org/irsp/
Page de solidarité
http://irsm.org/turkey/

AGENCE DE PRESSE ASSOCIATIVE [Agence d'information sur les prisonnier-e-s politiques]
APA, 14 rue du Fg St Denis, 75010 Paris
http://apa-enligne.free.fr/
apa-enligne@free.fr

BAN PUBLIC [Association de soutien aux prisonnier-e-s]
25 rue Morère, 75014 Paris
http://www.prison.eu.org/

TOUT LE MONDE DEHORS [Collectif anti-carcéral et de lutte contre les FIES]
c/o TCP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
passemuraille@free.fr

L'ENVOLÉE [Journal de lutte anti-carcérale]
63 rue de Saint-Mandé, 93100 Montreuil-sous-Bois
L'Envolée, l'émission de radio, tous les vendredi sur FPP 106.3 est diffusé sur Paris et sa région à 19h et rediffusé le lundi à 12h30.

PLUS…

Turquie

- *Documentation on the death fast in Turkey*, documentation sur le mouvement actuel contre les prisons de type F, Tayad, 2002
- *The Terror report of Turkey (1980 – 2000)*, rapport sur les disparitions, les tortures, les massacres… depuis le coup d'État militaire, Tayad
- *Boran*, film de 30 mn sur les disparu-e-s en Turquie, réalisé en 1999 par Hüseyin Karabey
- *Mort silencieuse*, documentaire de 85 mn sur l'isolement carcéral réalisé en 2001 par Hüseyin Karabey
- *Les atteintes aux Droits de l'Homme en Turquie (1996)*, Bureau d'information du DHKC, Paris, Bruxelles, Avril 1997
- *Portrait d'un État terroriste, Supplices subis par les prisonnier-e-s politiques dans les prisons turques,* de Garbis Altinoglu en cours de parution
- *Feda [Sacrifice]*, dernier album de *Grup Yorum* dédié aux prisonnier-e-s en lutte
- *L'isolement c'est la mort*, 4 pages sur les prisons de type F
- Film de 5mn présentant le contexte général de la Turquie, Alias Film
- Documentaire de 90mn sur le massacre d'Uluncalar en 1999
- *« They burn them alive ! »*, documentaire sur l'assaut contre 20 prisons en décembre 2000
- *Qu-est-ce que le TKP(ML)*, un historique publié par *Front Social* (http://perso.magic.fr/nac/)
- *Du THKP-C au DHKP-C*, édité par le Bureau d'information des amis du DHKC
- *« Nous étreignons la mort avec nos slogans et les armes à la main »*, transcription de l'entretien entre des combattant-e-s de Devrimci Sol et la présidente de Tayad le 16 avril 1992
- *Une résistance de 63 jours contre l'isolement*, *Pratiques nazies dans les prisons allemandes*, récit d'un prisonnier du DHKC en lutte en Allemagne en 1999, Bureau d'information du DHKC, Bruxelles

Isolement

- *Control Unit Prison*, sur les Prisons de Sécurité Maximale aux États-Unis publié par l'ABC Dijon.
- *L'Envolée*, le numéro de janvier 2002 est en partie consacré à l'isolement carcéral
- *FIES en lutte*, sur l'isolement en Espagne, publié par Tout Le Monde Dehors.
- De nombreux documents sur l'isolement sont disponibles sur le site de Ban Public.

Depuis octobre 2000, de multiples tentatives de médiation ont été tentées en vue de mettre fin à la grève de la faim et arriver à une entente entre les collectifs de prisonnier-e-s et l'État. La dernière en date est à l'initiative d'avocats du barreau d'Istanbul et propose, sous le nom de « Trois portes, trois clés », la possibilité pour des prisonnier-e-s de 3 cellules (de 3 à 9) d'avoir des activités communes sous certaines conditions, un système de « cellules ouvertes ». La plupart des associations de défense des droits de l'Homme, les organisations démocratiques et les intellectuels de Turquie soutiennent cette solution.
A l'heure actuelle, la Coordination Centrale des Prisons (CMK) a fait savoir son acceptation de la solution « Trois portes, trois clés » mais l'État se refuse toujours à tout compromis.

Il n'est pas question de conclure sur quoique se soit car la lutte actuelle contre les prisons de type F n'est pas terminée, une centaine de prisonnier-e-s sont toujours en grève de la faim, des centaines d'entre eux/elles entre la vie et la mort, perfusé-e-s de force, irrémédiablement atteint-e-s de graves troubles (paralysie, amnésie, déficience cardiaque…).
Quelle qu'en soit l'issue, ce mouvement est un moment important de la lutte contre la mise en place d'un système cellulaire en Turquie et plus généralement sur la réalité carcérale turque et les outils oppressifs dont disposera l'État turc.



Brochure publiée début Avril 2002



Prisons en Turquie
http://prisonsenturquie.free.fr
prisonsenturquie@free.fr



Anarchist Black Cross
c/o Maloka, BP 536,
21014 Dijon Cedex (France)
http://www.chez.com/maloka/ABC/
maloka@chez.com